

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA

DENTELLE A L'AIGUILLE

EN

BASSE NORMANDIE

THÈSE DE DOCTORAT

par M. Jean MOULINET

Présentée et soutenue le Samedi 14 Décembre 1912, à 3 heures

JURY D'EXAMEN :

Président : M. JAY, Professeur.

Suffragants { MM. FERNAND FAURE Professeur,
PERCEROU, id.

ARGENTAN

Imprimerie Emile LANGLOIS

6, Rue du Collège

1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA

DENTELLE A L'AIGUILLE

EN

BASSE NORMANDIE

THÈSE DE DOCTORAT

par M. Jean MOULINET

Présentée et soutenue le Samedi 14 Décembre 1912, à 3 heures



JURY D'EXAMEN :

Président : M. JAY, Professeur.

Suffragants

{ MM. FERNAND FAURE, Professeur.
PERCEROU, id.

ARGENTAN

Imprimerie Emile LANGLOIS

6, Rue du Collège

—
1912

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Les industries à domicile furent considérées, durant tout le milieu du XIX^e siècle, comme le mode de travail le plus avantageux et le plus moral pour la femme. Les économistes dépeignaient sous les traits les plus sombres l'état lamentable de la famille quand le père et la mère travaillent à l'usine : le foyer délaissé, la maison en désordre, les parents et les enfants étrangers les uns aux autres, ces derniers sans éducation abandonnés au vagabondage. Tous en arrivaient à cette conclusion : « Le travail isolé est le seul qui convienne aux femmes, le seul qui leur permette d'être épouses et mères ». (1) Michelet résumait ces aspirations dans cette phrase célèbre : « Le mot ouvrière est barbare et impie ».

Ensuite un revirement d'opinion s'est dessiné. Nombre d'auteurs ont reconnu que le travail de l'usine, regrettable peut-être au point de vue moral, présentait au point de vue matériel des avantages tellement incontestables sur le travail à domicile qu'il était téméraire de le condamner.

(1) Jules Simon, *L'Ouvrière*, page 15.

Jules Simon dès 1851, tout en sacrifiant aux idées généralement admises, signalait déjà la situation misérable des ouvrières à l'aiguille : « Il est triste de penser, écrivait-il, que la broderie, la dentelle, les gants, les bijoux, les fins tissus, tous ces charmants objets de la toilette des femmes, si nécessaires à notre luxe et à nos plaisirs, représentent bien des douleurs. Il n'est peut-être aucun de ces bijoux de la mode et de la fantaisie dont l'histoire ne soit sanglante ». (1) Cet état de choses loin de s'améliorer n'a fait qu'empirer depuis et M. Levasseur écrivait de nos jours : « Il existe dans le travail de la couture à domicile une couche profonde de salaires infimes qui ne donnent pas à la femme de quoi vivre de son aiguille ; on y découvre de lamentables misères ». (2)

Tandis que les ouvrières à l'atelier bénéficiaient du puissant mouvement social qui caractérisa la fin du XIX^e siècle et améliora si profondément le sort des travailleurs, les ouvrières à domicile sont demeurées aussi malheureuses et aussi isolées qu'auparavant.

Perdues dans les faubourgs sordides des grandes villes, seules, sans appui, s'ignorant les unes les autres, la plupart d'ailleurs ayant honte de travailler pour vivre, elles peuvent se trouver soumises au marchandage le plus honteux.

« Toute française sachant bien ou mal faire un peu de couture » (3) leur nombre rend la concurrence impitoyable.

(1) Jules Simon, *L'Ouvrière*, page 249.

(2) Levasseur, *Histoire des Classes Ouvrières après 1789*.

(3) D'Haussonville, *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} fév. 1909 : « Celles qui travaillent à domicile », p. 563.

« Dans la lingerie, disait un gros entrepreneur aux enquêteurs de l'office du travail, il y a un réservoir inépuisable de main d'œuvre ». (1) Presque toutes ces femmes travaillent au rabais parce que les prix sont établis par des ouvrières mariées qui ne cherchent dans le travail qu'un appoint au salaire de leur mari. Beaucoup d'épouses d'ouvrier, d'employé, voire même de petit fonctionnaire, demandent à la couture non la subsistance, mais le superflu. Elles abaissent ainsi le niveau général des salaires et réduisent à la misère les malheureuses dont l'aiguille est l'unique gagne-pain.

Des enquêtes officielles ont révélé des faits vraiment lamentables. Il existe à Paris et dans les grandes villes de malheureuses lingères travaillant de quinze à seize heures par jour et réalisant péniblement un salaire dérisoire qui varie de 6-20 centimes l'heure.

Malgré ces inconvénients nul ne contestera que la disparition complète du travail à domicile ne soit un grand mal. Ses avantages au point de vue moral sont évidents. La femme, tout en gagnant sa vie, demeure à son foyer. Elle peut ainsi remplir ses devoirs d'épouse et de mère, tenir un intérieur agréable qui développe chez son mari le goût de la famille, élever ses enfants et surveiller leur éducation. D'ailleurs toute une catégorie d'ouvrières à l'aiguille est dans l'impossibilité matérielle de travailler à l'atelier. La lingerie fine, malgré d'assez nombreuses tentatives, ne peut être utilement fabriquée que d'une façon isolée. Il faut donc loin de combattre

(1) D'Haussonville, *Revue des Deux mondes*, 1^{er} fév. 1909 : « Cel-les qui travaillent à domicile », p. 563.

les industries à domicile, chercher à améliorer le sort des ouvrières qu'elles font vivre.

Nombre d'auteurs, économistes, publicistes ou parlementaires, ont étudié ce grave problème et cherché les mesures capables de porter remède au mal. Deux solutions ont surtout été proposées.

Certains préconisent l'action syndicale. Les ouvrières fortement groupées imposeraient leurs volontés aux entrepreneurs. Il est évident que le syndicat, bien compris et bien organisé, est un puissant instrument de revendications ouvrières. Dans de nombreuses industries, des résultats très appréciables ont été obtenus grâce à la loi de 1884. Seulement la grosse difficulté est de former ces groupements. Le peu d'expérience que l'on ait à ce sujet démontre que les ouvrières sont réfractaires à toute idée d'association. Les quelques syndicats que l'on a tenté de fonder ont tous échoué misérablement. Le syndicat, pour jouer un rôle puissant, doit s'adresser à une industrie très centralisée où les ouvriers, fréquemment réunis, sentent leur cohésion ; les ouvrières à domicile, dispersées, se fuyant les unes les autres, se redoutant réciproquement, ne peuvent constituer des syndicats capables d'une action énergique.

Aussi la grande majorité des économistes voient-ils le seul remède à cette crise des salaires féminins dans une intervention du législateur. Une loi imposant un minimum de salaire, sagement réglé, peut seule assurer aux ouvrières une juste rétribution de leur travail. Des pays ont déjà utilisé ce remède radical. L'Australie, généralisant les mesures prises dans l'Etat de Victoria, impose pour les industries à domicile un minimum de salaire fixé par des conseils régionaux.

En Angleterre une réglementation analogue, visant seulement quatre industries, vient d'être votée par le Parlement. En France divers projets ou propositions de loi ont été déposés sur le bureau des Chambres, tendant à relever d'une façon ou d'une autre les salaires dans les industries à domicile. Il est à espérer qu'une prompt solution sera apportée à cette grave question.

Dans les nombreuses études auxquelles elle a donné lieu on a surtout envisagé les ouvrières des grandes villes. Chez elles, en effet, la misère est plus apparente. Habitant des faubourgs malsains et sales, elles travaillent dans de pauvres logis, à la fois chambre, cuisine et atelier. Privées d'air et bien souvent de lumière, la plupart de ces réduits donnant sur des courettes étroites et profondes comme des puits, elles offrent un terrain propice à toutes les maladies. L'anémie, la tuberculose font chez elles de terribles ravages. Beaucoup des moins robustes viennent finir tristement dans quelque hôpital de nos grandes villes. Certes leur sort est des plus lamentables et mérite toute sympathie.

Mais, à côté, il existe une autre catégorie d'ouvrières dont la misère, plus discrète, n'est pas moins grande, ce sont les ouvrières des campagnes. Sans travail et sans soutien, dispersées jusque dans les provinces les plus reculées de la France, habitant des régions souvent peu accessibles, quelquefois montagneuses, elles ne peuvent réaliser que d'infimes salaires ; aucun débouché ne s'ouvre aux produits de leur industrie.

L'opinion publique s'égare souvent à leur sujet. On se figure d'ordinaire la campagnarde assujettie seulement au travail de la terre. Pour beaucoup la paysanne n'est bonne

qu'à traire les vaches, faner, bêcher ou sarcler ; ses membres robustes et ses mains calleuses sont inaptes à tout travail délicat. Il n'en est rien ; la femme au contraire s'astreint difficilement au travail de la terre : « Elle ne s'accoutume que malaisément aux brusques transitions du froid et du chaud, elle a peine à conduire un attelage, ses mains ne sont pas faites pour la pioche et le râteau ; son corps succombe sous le poids des grandes gerbes qu'il faut porter au chariot ou à la meule. Pendant qu'elle sarclé ou qu'elle fauche, dépensant beaucoup de peine pour peu de besogne, la maison reste vide et l'enfant est abandonné ». (1)

L'Agriculture française vient d'ailleurs de traverser une crise terrible. Le travail des champs suffit à peine à faire vivre ceux qui s'y adonnent. Il est donc de toute utilité d'assurer aux paysannes un travail manuel rémunérateur. Les contrées essentiellement agricoles telles que la Hongrie et la Russie ont compris cette nécessité. Les pouvoirs publics et l'initiative privée cherchent par tous les moyens à y développer les petites industries régionales et à assurer ainsi un salaire d'appoint aux cultivateurs. De nombreux articles de bonneterie et de passementerie sont fabriqués par les paysannes russes ou hongroises. L'Angleterre elle aussi a tenté cet expédient pour relever son agriculture menacée de ruine. Beaucoup d'articles de lingerie fine, de nombreuses futilités, articles de cotillon et autres sont l'œuvre des villageoises d'Irlande ou d'Ecosse.

En France de pareilles tentatives pourraient donner d'ex-

(1) Jules Simon, *L'Ouvrière*, p. 73.

cellents résultats. L'industrie dentellière y a joui autrefois d'une très grande prospérité ; quelques mesures heureuses lui rendraient peut-être son ancien lustre. Les susciter, ce serait dans nombre de provinces françaises rendre un important service aux populations rurales et par le fait même à l'agriculture.

PREMIÈRE PARTIE

LA

DENTELLE A L'AIGUILLE

EN

BASSE NORMANDIE

Son Histoire et sa Situation Actuelle



CHAPITRE PREMIER

L'Industrie Dentellière

I

Fabrication de la Dentelle

Qu'est-ce que la dentelle ? Il est utile, avant d'étudier le développement de cette industrie, d'examiner ce qu'elle est et les procédés de fabrication qu'elle emploie. L'ignorance qui règne à ce sujet dans le public facilite la diffusion toujours plus grande des imitations.

M. Engerand, dans son rapport à la Chambre des députés sur l'Industrie dentellière, définit la dentelle : « Un ouvrage dans lequel un fil conduit par une aiguille ou un crochet ou plusieurs fils, tressés au moyen de fuseaux, engendrent un tissu et produisent des combinaisons de lignes ». (1)

Hatzfeld et Darmesteter caractérisent la dentelle : « Un tissu à jour formé d'un réseau délié de fil ou de soie, à bord généralement dentelé, servant de fond à des fleurs, à des ornements faits aux fuseaux, à l'aiguille ou au crochet. (2)

(1) *Journal Officiel*, année 1908 n° 174.

(2) Hatzfeld et Darmesteter, *Dictionnaire général de la langue française*, mot « dentelle ».

La dentelle se distingue donc nettement de la broderie en ce que la dentellière ne possède aucun fond pour travailler. Munie seulement d'un dessin, elle l'exécute à l'aiguille, aux fuseaux ou aux crochets ; elle seule confectionne le tulle et les ornements, fleurs ou arabesques comprenant la dentelle. La brodeuse au contraire travaille sur une étoffe préexistante qu'elle met en valeur en y traçant des reliefs ou des découpures.

Suivant les procédés de fabrication on peut distinguer trois catégories de dentelles :

1° Les dentelles à l'aiguille. — D'un travail très délicat et très difficile et par suite d'un prix de revient très élevé, elles sont peu nombreuses mais très appréciées. Les plus célèbres sont les points d'Alençon, d'Argentan, de France, de Colbert, de Venise.

2° Les dentelles aux fuseaux. — Plus communes et d'un travail moins fini que les dentelles à l'aiguille, elles s'exécutent à l'aide d'un petit métier appelé coussin ou carreau. Le fil fixé par des épingles sur une carte représentant le dessin à exécuter est enroulé à son autre extrémité sur une bobine appelée fuseau. C'est en croisant et en recroisant successivement ces fuseaux, en tressant, en nattant et en nouant ces fils que l'ouvrière arrive à former les mâts et les réseaux qui seront le tissu de la dentelle ». (1) Les dentelles aux fuseaux les plus connues sont celles d'Angleterre, de Cluny, de Valenciennes, de Chantilly.

3° La dentelle au crochet. — « Elle se fait sur le doigt comme le tricot. Le fil se bouche à l'aide du crochet, se croise, se

(1) Lefébure, *Dentelles et Guipures*, p. 21.

noue et forme par tous ces enlacements successifs le tissu de la dentelle ». (1) La dentelle au crochet n'est pour ainsi dire connue que sous le nom de point d'Irlande.

La fabrication de la dentelle à l'aiguille, la seule dont il soit question dans cette étude, comprend de nombreuses opérations, très diverses, exécutées par des ouvrières différentes. Une aiguille extrêmement fine est le seul instrument utilisé à sa confection.

Le dessin destiné à être reproduit en dentelle est d'abord tracé et piqué sur une feuille de parchemin. Tous les détails voulus par le dessinateur y sont reproduits très minutieusement. L'ouvrière jette alors des fils de bâti sur ce parchemin en suivant tous les contours du dessin, ces premiers fils servent de support aux points destinés à former la dentelle.

Cette toile d'araignée une fois posée, la réseuse forme une à une les mailles du réseau qui remplit les interstices des dessins et sert de fond à la dentelle. Ce réseau, composé de mailles bouclées dans le point d'Alençon, tortillées dans le point d'Argentan, existe toujours dans les deux cas très délicat et très régulier. Au contraire dans le point de Colbert ou de Venise il est remplacé par des brides lancées irrégulièrement d'une fleur à l'autre.

Dans la main d'une nouvelle ouvrière l'intérieur des fleurs, des feuilles ou des arabesques est rempli d'une gaze délicate, plus ou moins épaisse, suivant les reliefs et les ombres du dessin.

Travail très fin et bien difficile, il faut ensuite, dans les

(1) Lefébure, *Dentelles et Guipures*, p. 22.

parties évidées des fleurs, semer des points à jour, sorte d'étoiles de formes multiples et variées.

Enfin après que le feston a donné du relief aux contours des feuilles, des tiges ou des pétales, la pièce de dentelle est terminée. Il ne reste plus qu'à la détacher du parchemin et à réunir ensemble les différents morceaux pour former un volant ou un rochet.

Le travail de la rattacheuse est fait d'ordinaire avec tant d'art, les dessins concordent si parfaitement que l'on croirait la dentelle d'un seul jet.

Toute dentelle quelque peu compliquée passe ainsi, avant d'être terminée; dans huit ou neuf mains. Cette division du travail permet à l'ouvrière d'arriver dans sa partie à une dextérité vraiment extraordinaire.

Utilité de l'Industrie Dentellière

Cette industrie s'exerce entièrement à domicile. L'ouvrière, son apprentissage terminé, revient à son foyer. Devenue l'épouse d'un agriculteur ou d'un artisan, elle fabrique de la dentelle tout en vaquant aux soins de son ménage. René Bazin a donné un délicieux et très exact tableau de la dentellière :

« La dentellière se lève au petit matin, car elle a besoin de tout ce que le jour lui donnera de clarté. A peine a-t-elle terminé son ménage, elle s'installe près de la fenêtre ou sur le pas de sa porte, suivant la saison. Elle pose bien solidement sur ses genoux le métier recouvert d'étoffe ou de toile cirée et elle commence à manier son aiguille ou ses fuseaux. Elle est habile, ses doigts vont vite, elle ne s'interrompt de tordre ou de croiser ses fils que pour piquer entre les mailles nouvelles une de ses grandes épingles ou pour dévider le fil de lin enroulé sur le fuseau. Le cliquetis net et menu des petits manches de bois qui se choquent par la pointe accompagnent son travail. C'est comme une galopade de souris ou la musique légère d'un jet d'eau. Pourtant la dentelle n'avance pas très vite, à moins qu'elle ne soit bien grossière, et ce n'est guère qu'au repas de midi que la dentellière pourra mesurer son ouvrage ». (1)

L'industrie de la dentelle retient l'ouvrière à son foyer et

(1) René Bazin, *La Douce France*, p. 295.

conserve à la famille son unité et sa cohésion. Peu fatigante, quasi récréative, élégante, artistique, très hygiénique puisqu'elle peut s'exercer à la maison en hiver et en plein air à la belle saison, elle élève l'idéal de l'ouvrière. L'enfant dès son jeune âge peut s'y livrer utilement, y trouver une occupation moralisatrice et déjà lucrative. La petite dentellière apprend son métier auprès de sa mère ; elle y garde le goût de la famille, l'amour du foyer et du village natal. Elle cesse très vite d'être une charge à ses parents et par son salaire accroîtra le bien être général. Inutile pour elle de s'expatrier, d'aller à la ville se placer comme domestique ou de se faire apprentie dans quelque atelier de couture ; elle évite ainsi les camaraderies et les promiscuités dangereuses qui menaceraient ailleurs sa moralité. La dentellière voit avec l'âge son habileté s'accroître et son travail devenir plus rémunérateur ; jusqu'à l'extrême vieillesse elle trouve dans son métier un moyen d'existence. En effet la capacité professionnelle se décuple par l'habitude et le peu de dépense de force nécessaire par le travail y rend aptes les plus faibles. Sous l'ancien régime les malades et les infirmes des hospices et des hôpitaux fabriquaient en très grand nombre de la dentelle et ces établissements trouvaient là une grosse source de revenus. De nos jours les meilleures dentellières normandes ont de soixante à quatre-vingts ans, l'on peut voir des octogénaires faire de la grande dentelle et la faire très bien. La profession de dentellière s'adapte à la vie de la campagne. L'ouvrière est payée aux pièces ; le jour du marché elle se rend au bureau du fabricant déposer son travail et recevoir une nouvelle tâche préparée ; elle l'accomplira à son retour chez elle dans ses moments perdus.

Aux époques où le travail de la terre demande tous les bras, si la moisson presse ou que la récolte des fruits soit particulièrement abondante, la dentellière abandonne son aiguille, elle la reprendra plus tard durant les longs mois d'hiver, quand la ferme réclamera son concours moins assidu.

Bien peu d'industries se présentent dans des conditions aussi favorables et peuvent rendre de pareils services aux populations rurales. Réunissant tous les avantages du travail à domicile, elle n'offre pas les dangers qui l'accompagnent d'ordinaire, les crises périodiques, les longs chômages qui épuisent l'ouvrière et la condamnent à la misère.

Jules Simon disait : « C'est un joli travail qui donne des instincts d'élégance à celles qui s'y livrent et qui contribue à la fois à l'aisance de la famille, à la propreté et à l'agrément de la maison ». (1)

J.-J. Rousseau conseillait aussi beaucoup le travail de la dentelle. « Il n'y a pas un travail à l'aiguille, écrivait-il dans *l'Emile*, que Sophie ne sache faire et ne fasse avec plaisir, mais le travail qu'elle préfère à tout autre est la dentelle, parce qu'il n'y en a pas un qui donne une attitude plus agréable et où les doigts s'exercent avec plus de grâce et de légèreté ».

(1) Jules Simon, *L'Ouvrière*, p. 208.

III

Elat actuel de l'Industrie Dentellière

L'industrie de la dentelle a toujours occupé en France une place considérable. Certaines provinces acquièrent de ce fait une réputation presque mondiale. Quelle villageoise n'eût pas eu alors à honneur d'être une dentellière habile, maniant avec art l'aiguille ou le fuseau ! De nos jours l'Auvergne, la Lorraine, les Flandres et la Normandie sont les centres où se fabriquent les plus belles dentelles.

Aubry estimait qu'en 1851 deux cent quarante mille femmes travaillaient en France à la dentelle. Il les répartissait ainsi entre les différentes régions :

Alençon, Chantilly ...	{ Orne Seine-et-Oise Eure Seine-et-Marne Oise }	12.500
Lille, Arras, Bailleul...	{ Nord Pas-de-Calais }	18.000
Caen, Bayeux	{ Calvados Manche Seine-Inférieure }	55.000
Mirecourt..... ..	{ Vosges Meurthe }	22.000
Le Puy..... ..	{ Cantal Haute-Loire. Loire Puy-de-Dôme }	130.000

(1)

(1) Aubry, rapport sur l'Exposition Universelle de 1851.

La longue crise traversée par cette industrie depuis cette époque a beaucoup diminué le nombre des ouvrières. M. Warrie estimait en 1893 leur nombre à 127.000 (1). Aujourd'hui elles sont à peine 100.000.

De toutes les régions dentellières, l'Auvergne est de beaucoup celle qui occupe le plus d'ouvrières.

En 1851 on en comptait 130.000 ; aujourd'hui près de 80.000, soit les 4/5 du nombre total des dentellières Françaises, travaillant régulièrement. Elles sont groupées autour de la ville du Puy. De ce centre le travail rayonne dans les quatre départements de la Haute-Loire, de la Loire, du Cantal et du Puy-de-Dôme.

Au seizième siècle cette industrie était déjà prospère. Dans une vieille chronique de la ville du Puy on lit que « les merciers de Notre-Dame-des-Angis qui, suivant l'usage, faisaient dans la ville le commerce des passementeries, broderies, dentelles... etc., comptaient quarante boutiques et figuraient avec enseignes et torches au premier rang dans les solennités religieuses ». Les dentelles d'Auvergne étaient fort simples et leur prix variait de trente sous à quarante-cinq livres la pièce de douze aunes.

Actuellement ces dentelles sont de deux sortes et se fabriquent toutes aux fuseaux. Les plus vulgaires, appelées dentelles « torchons », servent beaucoup à l'ameublement. Craponne, petite localité voisine du Puy, a centralisé ce genre de fabrication. De là le nom de guipure de Craponne donné quelquefois à ces produits.

Les dentelles de Cluny sont au contraire beaucoup plus

(1) Warrie, rapport sur l'Exposition Universelle de Chicago, 1893.

fines. Selon certains, leur dénomination viendrait de ce que la célèbre abbaye de Cluny possédait une très belle collection de ces dentelles. D'autres expliquent cette qualification peu ancienne parce que beaucoup de ces dentelles furent copiées sur d'anciens modèles conservés au musée de Cluny.

Le caractère distinctif de ces dentelles est dans la forme de leurs dessins. Elles utilisent uniquement des figures géométriques, carrés, étoiles ou rosaces qui, combinées diversement, produisent les effets les plus variés. Elles se fabriquent en toute espèce de matière, fil, coton, laine ou soie, quelquefois même en poil de chèvre. Cette variété est une des causes de leur succès. Elles se prêtent aux destinations les plus nombreuses, depuis les fortes garnitures d'ameublement jusqu'aux blondes (1) délicates des mantilles ou des voiles.

Le Nord de la France fut aussi un centre dentellier très important. Dix-huit mille ouvrières y travaillaient en 1851. Depuis leur nombre a, hélas ! beaucoup diminué. Un millier ou deux de femmes agitent encore des fuseaux dans la Flandre Française. Les usines de St-Pierre-les-Calais, où se fabriquent les dentelles mécaniques, et les nombreux tissages et filatures du département du Nord offrent aux femmes des salaires beaucoup plus rémunérateurs qui les éloignent de ces petites industries manuelles.

La Valenciennes est une dentelle très fine, le réseau est à mailles carrées, régulières et transparentes. Les ornements, composées de fleurs ou de feuilles, sont travaillées en même temps que le réseau, elles font corps avec lui. Le peu

(1) On appelle blondes les dentelles faites en soie.

de relief de cette dentelle lui donne beaucoup de souplesse et de légèreté.

Au XVII^e siècle, Le Quesnoy était le principal centre de fabrication de la région et nous verrons Louis XIV fonder une manufacture royale dans cette ville. Au XVIII^e siècle l'industrie émigra aux environs de Valenciennes qui donna son nom aux dentelles ; elle en a complètement disparu aujourd'hui. Les ouvrières qui continuent à faire de la Valenciennes habitent les environs de Bailleul, petite ville de l'arrondissement d'Hazebrouck. Une forte exportation en Amérique donne seule de l'importance à ce commerce.

Plus de douze mille ouvrières travaillent à la dentelle dans les Vosges. Cette industrie y est donc restée assez prospère, surtout dans les départements des Vosges et de la Meurthe-et-Moselle. Mirecourt, Vezelise et Neufchâteau sont les trois centres principaux. Les guipures des Vosges sont ordinairement plus fines que celles d'Auvergne. Les fleurs, motifs souvent reproduits, sont entourées d'un gros fil ou cordon qui leur donne un relief très accentué. Les arabesques compliquées qui y sont répandues à profusion les font quelquefois appeler dentelles arabes.

Le Calvados, en 1851, venait aussitôt après la Haute-Loire pour le nombre des dentellières ; plus de 50.000 ouvrières y vivaient de cette industrie. Elles ont diminué depuis d'une façon effrayante ; quelques centaines au plus demeurent encore aujourd'hui. C'est aux environs de Caen et de Bayeux qu'elles continuent à fabriquer les dentelles noires, connues sous le nom de Chantilly. Des fleurs gracieusement ombrées leur donnent l'aspect d'un fusain léger et délicat. Des cor-

beilles, des vases fleuris, des cornes d'abondance forment le plus souvent le fond du dessin.

Toutes ces dentelles d'Auvergne, de Flandre, des Vosges, du Calvados sont des dentelles aux fuseaux. Souvent légères et gracieuses, elles n'ont jamais la valeur artistique des dentelles à l'aiguille. Ces dernières se fabriquent surtout dans le département de l'Orne. Elles y ont acquis une célébrité qui en fait une de nos gloires industrielles, au rang des tapisseries des Gobelins, d'Aubusson ou de Beauvais, des soieries de Lyon, des porcelaines de Sèvres. Cette vieille industrie bien française, puisque les dentelles à l'aiguille portaient jadis le nom patronymique de point de France, nous voudrions la faire revivre aujourd'hui, retracer son histoire, étudier les moyens de la développer.

CHAPITRE DEUXIÈME

Origines de la Dentelle à l'aiguille

Les origines de la dentelle à l'aiguille sont assez peu connues. Certains la faisaient remonter jusqu'à une très haute antiquité. Quelques expressions de la bible ou des classiques grecs pouvaient en effet se rapporter assez clairement à la dentelle.

Depuis, des études récentes ont ramené son apparition à une époque bien plus proche. Il paraît sûr que l'art de faire un tissu à jour par le seul jeu d'un fil et d'une aiguille ne remonte pas au delà du XV^e siècle, moment où il s'est définitivement séparé de la broderie.

Le fait d'orner les étoffes en les festonnant habilement était pratiqué depuis des époques très reculées ; les fresques assyriennes ou égyptiennes représentent des rois aux robes artistement brodées. Homère nous montre Hélène « dans son palais traçant une broderie sur un grand voile qui avait la blancheur de l'albâtre », ailleurs Andromaque « formant le double tissu d'une robe éclatante que sa main embellissait de broderies aux couleurs variées ». (1)

(1) *Illiade*, livre II et livre XXII.

Le Moyen Age imagina un genre d'ornementation tenant de très près à la broderie et se rapprochant déjà un peu de la dentelle. Il consistait à retirer des fils du tissu et à former ainsi des jours, allant régulièrement d'un bout à l'autre de la pièce. On appela ce genre d'ornementation de la broderie « à fils tirés ».

Un procédé analogue consista à découper des carrés à jour entre les motifs de broderie. Ces découpures fréquemment répétées donnaient de la légèreté au travail. On brodait alors à « points coupés ».

Tel fut le succès de ces nouvelles broderies et si heureux fut jugé leur effet que bientôt le tissu devint de moins en moins serré pour finir par ressembler aux mailles d'un filet. Les auteurs de l'époque appelaient ces étoffes légères du laci. « Le laci est une espèce d'ouvrage de fil ou de soie fait en forme de filet ou de réseuil dont les brins étaient entrelacés les uns dans les autres ». (1)

De là à supprimer complètement le tissu la distance était mince ; elle fut franchie par les ouvrières Vénitiennes lesquelles inaugurèrent ainsi les célèbres dentelles italiennes.

Cette révolution s'opéra à la Renaissance qui modifia le costume comme elle avait modifié la peinture, l'architecture et les autres arts. Aux vêtements sévères du Moyen Age avaient succédé les riches pourpoints aux manchettes à jour et aux collerettes délicatement plissées. Les sobres broderies du Moyen Age, composées uniquement de figures géométriques plus ou moins compliquées, s'harmonisaient difficilement avec une pareille richesse d'ornementation. Les Vén-

(1) Furetière, Dictionnaire, 1684.

tiens le comprirent. En créant l'art de la dentelle ils renouvelèrent les dessins et substituèrent aux figures géométriques des modèles riches et variés. « Le caractère de la dentelle consista dans des reliefs, figurant des ornements pleins ou à jour, modelés avec art et disposés en pétales superposées de fleurs fantastiques d'un jet très large, dont les épanouissements, se dégageant de riches rinceaux d'un travail merveilleux, étaient reliés par des brides et des points à jour très délicats ». (1)

L'un des plus anciens témoignages qui atteste l'existence de ces dentelles vénitiennes apparaît dans un tableau conservé au Musée Correr à Venise. C'est le portrait de deux dames, par Carpaccio, datant du début du XVI^e siècle. La robe de l'une d'elles est bordée d'une élégante frange de dentelle.

La Flandre imita rapidement l'Italie et ses dentelles rivalisèrent en beauté avec celles de Venise. La preuve s'en trouve aussi dans un tableau de Memling, actuellement au musée du Louvre, (2) représentant la Vierge entourée de la famille Floreins. Remontant à 1489 il est antérieur de quelques années au Carpaccio vénitien.

Durant tout le XVI^e siècle le travail de la dentelle fut général dans les Flandres. Chaque femme naissait dentellière. A tel point qu'en 1580 les magistrats de Bruges rendirent, dit-on, une ordonnance interdisant aux jeunes filles « de faire de la dentelle pour que les bonnes gens ne manquent pas de servantes et ne soient pas obligés de les payer trop cher ». (3)

(1) De Laprade, *Le point de France et les centres dentelliers*, p. XXIV.

(2) Musée du Louvre, Catalogue n° 2026.

(3) Bayzelon, *L'industrie dentellière et les tentatives récentes de rénovation*.

Exact ou non, ce fait marque l'importance de l'industrie dentellière à cette époque. Le poète flamand Van Dyck donne cette gracieuse définition des dentelles de son pays : « Enlâcer les minces fils de lin avec des doigts agiles, en former un tissu que l'industrielle Arachné n'aurait su égaler et que Minerve ne connut jamais ».

Venise trouva en outre des concurrents redoutables dans diverses villes d'Italie. Gênes, Milan et Raguse organisèrent le travail de la dentelle et Raguse en particulier devint au XVII^e siècle une rivale très sérieuse de Venise. Dans un poème satirique paru en 1660 et intitulé la révolte des Passements le point de Venise, regardant Raguse d'un œil jaloux, s'écrie :

Encore pour vous, point de Raguse,
Il est bon, crainte d'attentat,
D'en vouloir purger l'Etat.
Les gens aussi fins que vous êtes
Ne sont bons que, comme vous faites,
Pour ruiner tous les Etats.

Le succès de ces dentelles fut immédiat en France et la consommation en devint très vite considérable. Le port de la broderie, jadis apanage des nobles, était interdit aux bourgeoises et aux femmes du peuple. L'engouement pour les dentelles se fit tel que tous les usages en furent bouleversés. Les femmes des riches bourgeois adoptèrent promptement les parures jusque là réservées aux dames nobles. Pareille violation des préséances ne se fit pas sans protestations. Parmi les duels énumérés par Victor Hugo dans *Marion de Lorme* se trouve celui-ci :

..... Le trois c'était d'Angennes
Contre Arquien pour avoir porté du point de Gênes.

Henri II accueillant les réclamations des seigneurs interdit en 1547 le port de la dentelle. Barrière trop faible pour résister au courant de la mode, cet édit fut rapporté par Henri III. Le roi céda aux instances de sa famille en même temps qu'à ses goûts personnels. Faisant plus, ce même prince en 1574, au retour d'un voyage à Venise, adopta les fraises en dentelles ; avant cette date les fraises qui se portaient depuis Henri II ne présentaient aucune ornementation. Les auteurs du temps nous montrent ces immenses collerettes « godronnées en tuyaux d'orgues, fraisées en choux crépus et grandes comme des meules de moulin ». Les poètes satiriques raillent naturellement la mode nouvelle ;

Le col ne se tourne pas à leur aise
Dans le long reply de leur fraise.

lit-on dans une pièce intitulée *Vertus et propriétés des Mignons*.

Catherine de Médicis, veuve de Henri II, n'hésita pas à mander d'Italie un nommé Frédéric Vinciolo, habile à fabriquer des fraises et des collerettes godronnées. Brantôme rapporte qu'elle lui donna le privilège exclusif de la vente des collerettes pendant plusieurs années. Henri III, qui avait hérité de ce goût passionné de sa mère pour les coquetteries italiennes, était si jaloux d'étaler des fraises irréprochables qu'il ne dédaignait pas de les repasser lui-même. Armé du fer à plisser, il redressait les godrons (1) amollis ou chiffonnés de ses cols et de ses manchettes. Vinciolo encouragé par la reine publia un recueil très complet de patrons qu'il in-

(1) On appelle godrons des plis arrondis faits aux fraises, aux jabots ou aux bonnets.

titula : « Les singuliers et nouveaux portraits et ouvrages de lingerie servant de patrons à faire tous points coupés, lacis et autres. Dédié à la Reine. Nouvellement inventé au profit et contentement des nobles dames et damoiselles et autres gentils amateurs d'un tel art. Par le seigneur Frédéric de Vinciolo, vénitien ». L'auteur, en habile courtisan, s'il le dédia à la Reine Mère, n'oublia point de le faire précéder d'un portrait du roi amateur de riches dentelles.

L'étude des costumes de cette époque est très suggestive. On remarque que la fabrication des plus belles pièces de dentelle a été inspirée non par des dames, mais par des hommes. C'est seulement du jour où les justaucorps et les pourpoints ont été richement ornés que les dessins ont pris le caractère artistique que nous admirons aujourd'hui. Les chefs d'œuvre les plus prisés sont, soit des collerettes de grand seigneur, soit des aubes ou des rochets de prélat. Les arabesques et les fleurs ne remplacèrent définitivement les dispositions géométriques dans les dessins que du jour où les collerettes et les manchettes furent à la mode. Sous l'influence des peintres flamands et hollandais qui s'exerça même en Italie, les cols plats ou relevés en éventails prirent la place des fraises. Les tulipes largement épanouies devinrent un motif de dessin fréquent et des courbes gracieuses et opulentes se substituèrent avantageusement aux anciennes bordures dentelées du temps des Valois.

Henri IV se montra favorable au développement des industries de luxe. Loin de les entraver il cherchait au contraire à les stimuler de toute façon. En 1607 il créa la manufacture royale de tapisserie. Neuf ans plus tôt, en 1598, un milanais avait apporté de son pays quinze mille mûriers.

Sous la surveillance d'Olivier de Serres ces arbres furent plantés dans le parc du château de Madrid près Paris, une magnanerie y fut bientôt organisée. Le roi n'écoutait que d'une oreille distraite les objurgations de Sully lui disant : « C'est de fer et de soldats que vous avez besoin, sire, et non de dentelles pour habiller vos muguets ». Les conseils de l'austère Sully l'emportèrent pourtant à la fin. La mode des dentelles donnait lieu aux plus folles prodigalités, des fortunes entières étaient sacrifiées à ce luxe effréné ; le meilleur or de la France passait ainsi dans les caisses des marchands flamands ou vénitiens. Plusieurs édits somptuaires s'efforcèrent d'entraver l'usage des dentelles étrangères. Henri IV alla même jusqu'à déclarer la dentelle article de contrebande. Peine perdue, Gabrielle d'Estrée, la maîtresse aimée, n'hésitait pas à braver ces défenses à la cour même du roi.

A l'avènement de Louis XIII le rigorisme le plus strict succéda dans l'entourage royal au laisser aller du bon roi Henri IV. Aussi les édits somptuaires furent-ils appliqués avec beaucoup plus d'exactitude. Le roi aggrava même les mesures prises par son père. En 1629 un édit fut promulgué portant « règlement sur les superfluités des habits ». L'article 133 est ainsi conçu : « Défendons toute broderie de toile ou de fil et imitation de broderie, rebordement de filet ou de toile et découpure de rabats, collets, manchettes sur quintins et autres linges et tous points coupés, dentelles et passements et autres ouvrages de fil aux fuseaux pour hommes et pour femmes en quelque sorte et manière que ce puisse être.

« Et défendons en outre tout autre ornement sur les collets, manchettes et autres linges fors que des passements, points coupés et dentelles manufacturés dans ce royaume

nôn excédant au plus cher la valeur, de trois livres l'aune tout ensemble bande et passement et sans fraude.

« A peine de confiscation des dits collets, chapeaux et manteaux qui se trouveront sur les personnes contrevenant et ensemble des carrosses et chevaux sur lesquels ils se trouveront ». (1)

Cet édit fut-il appliqué avec beaucoup de rigueur ? En tout cas caricaturistes et poètes satiriques trouvèrent là un thème charmant à développer. Abraham Bosse dans plusieurs de ses gravures nous représente « le courtisan suivant le dernier édit » abandonnant ses cols, manchettes et rabats de dentelle pour revêtir les costumes les plus simples et les plus primitifs. Là un valet raconte le désespoir de son maître :

C'est avec regret que mon maître
Quitte ces beaux habillements
Semés de riches passements
Qui le faisaient si bien paraître.
Mais d'un autre côté je pense
Qu'étant avare comme il est,
Assurément l'édit lui plaît
Pour ce qu'il règle la dépense.
Je vais donc mettre dans le coffre
Tous ces vêtements superflus,
Et quoiqu'il ne les porte plus,
Je ne crains pas qu'il me les offre.

Ailleurs c'est une dame déplorant la sévérité de sa parure depuis la prohibition des dentelles.

Quoique j'aie assez de beauté
Pour asseurer sans vanité
Qu'il n'est point de femme plus belle,

(1) Ernest Lefébure : *Broderies et Dentelles*, p. 140.

Il me semble pourtant à mes yeux
Qu'avec de l'or et la dentelle
Je m'ajuste encore bien mieux.

Une réglementation aussi draconienne se justifie par le luxe énorme et réellement exagéré des dentelles à cette époque. Le règne de Louis XIII laisse loin en arrière à ce point de vue les règnes pourtant si efféminés des Valois. « Tout dans le costume des hommes donne lieu à garniture de dentelle. Les grands cols, les manchettes à revers, les gants, les pourpoints de chausse et jusqu'aux bottes, tout est paré à profusion.

Les pièces du mobilier sont recouvertes de lacs et de dentelles. On en met littéralement partout et surtout aux lits : le bois du lit, son ciel, ses colonnes, disparaissent sous des étoffes ; les baldaquins portent leurs panaches jusqu'au plafond ; les tentures descendent jusqu'à terre. Les carrosses eux-mêmes étaient garnis de dentelles à l'intérieur et tout autour de leurs grands chassis ouverts ». (1)

Lors de son arrestation en 1642 Cinq-Mars fut trouvé propriétaire de trois cents cols et manchettes enrichis de dentelles.

Dans l'inventaire du mobilier de la comtesse de Soissons, dressé en 1644, se trouve la description de son lit : « Il était garni d'un pavillon de toile de lin à bande de réseuil (2) fait par carel, le dossier recouvert en pareille étoffe, le fond du ciel, les fourreaux des colonnes, un drap de pareille toile à

(1) Ernest Lefébure, *Broderies et Dentelles*, p. 204.

(2) Réseuil, sorte de tissu intermédiaire entre le filet et la dentelle.

bande de réscuil, la couverture de parade, le tout bordé de dentelle » : (1)

Louis XIII mort, les troubles qui accompagnèrent la régence d'Anne d'Autriche firent oublier toutes les mesures prohibitives. Le jeune roi semblait sur cette matière fort porté à l'indulgence. Les partisans du rigorisme tentèrent pourtant un suprême effort. Ce fut l'édit de l'année 1660. Il répétait les anciennes défenses créées en 1629 et négligées depuis.

Grand fut l'émoi à sa promulgation, il arrivait juste à la veille du mariage du roi. Les costumes les plus riches étaient prêts pour accueillir dignement la jeune reine. De nombreuses protestations éclatèrent et cette fois encore tous les rieurs furent du côté du roi. Molière traduisit l'hilarité générale :

Oh trois et quatre fois béni soit cet édit
Par qui des vêtements le luxe est interdit,
Les peines des maris ne seront plus si grandes
Et les femmes auront un frein à leurs demandes.
Oh ! que je sais au roi bon gré de ces débris
Et que, pour le repos de ces mêmes maris,
Je voudrais bien qu'on fit de la coquetterie
Comme de la guipure et de la broderie (2).

Les mécontents répondirent à ces railleries. C'étaient le beau temps des précieuses et de l'hôtel de Rambouillet. Dans le goût de ces réunions fut publié un poème satirique intitulé « la Révolte des passements ». (3) Cette pièce est un des plus intéressants monuments que nous ayons sur l'histoire de la dentelle. Sous le couvert d'une satire il fait défiler

(1) Ernest Lefébure, *Broderies et Dentelles*, p. 204.

(2) Molière, *Ecole des Maris*, acte II, scène IX.

(3) *Révolte des passements*, poème satirique paru en 1660.

devant le lecteur les genres de dentelles existant au XVII^e siècle et ressortir les caractères distinctifs de chaque point.

Victimes de l'édit contre le luxe du costume, les broderies,

Les points dentelles passements
Qui par une vaine dépense
Ruinaient aujourd'hui la France,

concertent en commun les mesures de défense à prendre. Chacun y va de son petit discours et expose ses moyens. Certains conseillent une retraite générale au couvent. Les broderies acceptent à la rigueur de n'être employées qu'à l'ameublement. Les dentelles d'Angleterre se voient réduites à servir de filets à un oiseleur. La dentelle d'Aurillac tremble d'être transformée en tamis à fromage ; son odeur un peu forte remplacerait difficilement le musc et la fleur d'oranger. Toutes pleurent sur leur triste sort lorsque l'une d'elles propose la résistance :

Il nous faut venger cet affront,
Révoltons-nous, noble assemblée.

Les dentelles normandes prennent la tête du mouvement :

Là-dessus le Point d'Alençon
Fit une fort belle harangue
Remplie de tant de douceur
Qu'elle ravit, dit-on, tous les cœurs.

Que d'héroïnes parmi ces dentelles ! Toutes se remémorent leurs hauts faits :

Racontant des combats qu'elles ne virent jamais, l'une ornait, dit-elle, l'uniforme des mousquetaires du roi, l'autre comme cravate avait suivi Monsieur dans deux campagnes ; une balle avait déchiré celle-ci au siège de Dunkerque ; celle-là avait accompagné Turenne sur les champs de bataille.

Il faut donc partir en guerre. Hélas ! ces beaux courages s'évanouissent vite. Sous les ordres du général « Luxe », et du colonel « Sotte Dépense » les dentelles vont au combat. Le bruit du canon amène promptement une débandade générale ; toutes fuient apeurées et se rendent à merci. Pour leur rébellion elles sont condamnées, les unes à être transformées en amadou à l'usage spécial des mousquetaires du roi, les autres à devenir cordages aux galères du roi. Les plus coupables seront brûlées vives. Par bonheur arrive l'Amour,

Le petit dieu, plein de finesse,

obtient vite leur pardon et, qui plus est, leur rentrée à la cour où elles trônent à nouveau dans l'ivresse du succès. (1)

Tel fut en effet le sort de l'édit de 1660. Après avoir soulevé bien des murmures il tomba vite dans l'oubli et les dentelles reparurent plus belles que jamais.

Colbert se rendit compte que le luxe des dentelles ne pouvait être entravé par des prohibitions. Si l'on voulait briser la puissance commerciale de Venise qui s'affirmait de plus en plus, il fallait créer en France une industrie dentellière capable de rivaliser avec la sienne. Ce fut le but où tendit l'ordonnance du 12 août 1665 qui créa, à proprement parler, le Point de France.

Cette ordonnance en effet portait établissement dans les villes d'Alençon, du Quesnoy, Arras, Reims, Sedan, Château-Thierry, Loudun, Aurillac et autres du royaume, « de la manufacture de toutes sortes d'ouvrages de fil tant à l'aiguille qu'au coussin en la manière des points qui se font à Venise,

(1) Burry Palliser, *Histoire de la Dentelle*, traduction française, p. 36.

Gênes, Raguse et autres pays étrangers, qui seront appelés points de France ». L'ordonnance créait en outre à Paris une Compagnie avec un privilège exclusif d'une durée de neuf années. Cette compagnie était destinée à organiser la fabrication et la vente des nouvelles dentelles ; elle recevait une gratification de 36000 livres. Des directeurs et des maîtresses devaient être installés dans chacune des villes désignées. Trente ouvrières des plus habiles furent appelées à Venise, deux cents des Flandres et seize cents femmes travaillèrent pour le compte des nouvelles manufactures. L'ordonnance ajoutait « interdiction de travailler à tout autre point et autrement que sur les modèles et dessins émanant des dites manufactures ».

Venise ne laissa pas abattre le prestige de ses dentelles sans tenter une vive résistance ; elle s'efforça d'entraver l'ouverture et l'organisation des manufactures royales. Tout fut mis en œuvre pour empêcher l'exode des dentellières, attirées par les offres avantageuses de Colbert ; l'intimidation et les menaces furent employées. A preuve cette motion adoptée par le Sénat de Venise : « Que si quelque ouvrier ou artiste transporte son art en pays étranger au détriment de la république il lui sera envoyé ordre de revenir. S'il n'obéit pas, on mettra en prison ceux qui lui appartiennent de plus près. S'il s'obstine à vouloir demeurer à l'étranger, on cherchera quelque émissaire pour le tuer et seulement après sa mort ses parents seront remis en liberté ». (1)

Louis XIV répondit par l'ordonnance du 12 octobre 1666.

(1) Bayzelon, *L'industrie dentellière et les tentatives récentes de rénovation.*

Elle contenait « très expresses inhibitions et défenses à tous marchands de trafiquer des dits points de fil tant de Venise, Gênes que d'autres pays étrangers et de vendre et débiter dans le royaume, à peine de confiscation des marchandises, de trois mille livres d'amendes pour la première fois et d'être procédé contre les contrevenants comme perturbateurs du repos public : comme aussi fait sa Majesté pareilles défenses à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, d'en acheter n'y d'en porter, à peine de confiscation des ouvrages, de quinze cents livres d'amende et de désobéissance ; et néanmoins permet Sa Majesté d'en porter de vieux jusqu'au vingtième de janvier prochain et sans que sous prétexte de la dite permission aucun puisse acheter n'y porter aucun ouvrage de Venise ou autres pays étrangers neuf, sous les mêmes peines ni pareillement en porter le dit délai passé en quelque sorte et matière que ce puisse être ».

Colbert ne se contenta pas d'ailleurs de faire reproduire servilement dans les nouvelles manufactures les modèles italiens. Il fit modifier et rajeunir ces dessins par des artistes tels que Lebrun, Bailly, Berain, Bonnemer. Les nouvelles dentelles perdirent un peu en relief et en richesse, mais gagnèrent beaucoup en grâce et en légèreté. Le commerce de la dentelle devint vite considérable et à la fin du XVII^e siècle nombre d'intendants pouvaient écrire que « le menu peuple ne subsiste que par le travail de la dentelle » et que « la taille ne se paie que par ce moyen ». (1)

La première ville choisie par Colbert pour établir une manufacture de dentelles fut Alençon.

(1) Lettre de l'intendant d'Alençon du Boulay Favier à Colbert.

CHAPITRE TROISIÈME

La Dentelle à l'Aiguille à Alençon

I

Avant 1666

Colbert choisit la Basse Normandie comme centre de la nouvelle industrie dentellière parce que depuis de nombreuses années les travaux à l'aiguille y étaient fort estimés.

Les ducs d'Alençon, très amateurs de grand luxe, stimulaient de toute leur influence les industries somptuaires dans leur fief. Marguerite de France, sœur de François I^{er} et épouse de Charles IV, duc d'Alençon, plus connue dans l'histoire sous le nom de Marguerite de Navarre (1), aimait, en improvisant ses délicieuses poésies, à exécuter d'artistiques broderies d'or ou d'argent. A son imitation les hautes dames de sa cour devisaient gaiement en travaillant à l'aiguille.

(1) Marguerite de Navarre (1492-1549) mariée en premières noces à Charles IV duc d'Alençon, en deuxièmes noces à Henri d'Albret, roi de Navarre, protectrice des arts et des lettres, auteur de l'Hep-taméron et de divers recueils de poésies.

Jusqu'au fond des couvents broder était devenu l'un des passe temps les plus agréables et les plus gracieux. Les comptes de l'Abbaye de Ste Claire d'Argentan, l'un des couvents les plus célèbres de la région, mentionnent un chapitre de dépenses ainsi libellé : « Pour avoir des soies et toutes choses qu'il faut pour faire des ouvrages ». (1) Un évêque y vit même un abus et crut de son devoir d'interdire aux religieuses de ses monastères les ouvrages de broderie comme trop mondains. (2)

Ces travaux, considérés pendant longtemps comme de simple agrément, prirent à la longue un caractère commercial. Cette transformation s'opéra le jour où le menu peuple imitant l'aristocratie vit dans les travaux à l'aiguille une occasion de lucre. Juifs et Italiens, surtout, se firent courtiers en « passements ». (3) C'était l'expression nouvelle adoptée pour désigner ce genre d'ouvrage. Toute une colonie Italienne s'établit à Alençon au XVI^e siècle, profitant de l'avance acquise par leur pays pour monopoliser ce nouveau commerce. Leurs échoppes étaient ouvertes dans un quartier de la ville qui conserva depuis leur passage le nom de rue des Lombards.

La vente des passements était devenue au début du XVII^e siècle l'objet d'un trafic très important et les points d'Alençon

(1) On appelle du nom d'ouvrages, dans les écrits de cette époque, tous les travaux à l'aiguille, tels que la broderie, guipure, dentelle, etc.

(2) Viollet le Duc : *Dictionnaire du Mobilier Français*.

(3) A l'origine le mot « passément » désignait un réseau plus ou moins grossier fait de fils de lin, de laine ou de soie entrelacés. Plus tard il désigna la dentelle proprement dite.

étaient les seuls capables de rivaliser avec les dentelles Vénitiennes. Le poème « La révolte des passéments » fait une place d'honneur au Point d'Alençon. L'auteur d'une comédie parue en 1663 « Zélinde ou la véritable critique de l'Ecole des femmes », pièce dirigée contre celle de Molière, parle en termes flatteurs des dentelles d'Alençon. La scène se passe chez un marchand de dentelle de la rue Saint Denis. Celui-ci, en habile commerçant, s'écrie devant deux élégantes acheteuses : « Si vous voulez avoir un beau point d'Alençon je vous en vais montrer un que l'on prendra pour un point de Venise ». (1)

Les femmes du peuple tiraient grand profit de cette industrie. Si l'on consulte les contrats de mariage de la petite bourgeoisie signés à cette époque dans le pays d'Alençon, on constate souvent parmi les apports de la femme cette mention très significative : « pécule amassé par son industrie, trafic et bon ménage à faire des ouvrages ».

Devant un ensemble de circonstances aussi favorables, Colbert résolut donc d'organiser directement à Alençon la fabrication des points de Venise. Tandis que dans d'autres villes il se contentait d'améliorer par des procédés plus rationnels les dentelles antérieurement fabriquées, il installa en Basse Normandie des ouvrières vénitiennes avec défense de travailler à tout autre ouvrage que celui enseigné par elles. Pareil bouleversement ne se fit pas sans vigoureuses protestations.

(1) *Zélinde ou la Véritable Critique de l'Ecole des femmes*, acte I scène I.

II

De 1666 à 1789

Rien n'est plus difficile à vaincre que la routine d'une industrie. Colbert devait en faire à Alençon la pénible expérience. La nouvelle réglementation de l'industrie dentellière souleva dans tout le pays une véritable révolution accompagnée de violences et d'émeutes et, selon le mot de Jules Simon, le puissant ministre « fut sur le point de faire marcher un régiment contre les dentellières d'Alençon ». (1)

Des bruits sinistres couraient dans la ville depuis le début de l'année 1665. Le goût marqué du jeune Louis XIV pour les brillantes dentelles de Venise n'était un secret pour personne ; nul n'ignorait par contre la volonté inébranlable de Colbert de maintenir strictement les sévères prohibitions édictées contre tous produits de luxe étrangers.

Désireux toutefois de satisfaire l'engouement du roi et de la cour, le ministre, prétendant la rumeur publique, allait monopoliser l'industrie de la dentelle et la réformer entièrement. De nombreuses ouvrières étrangères seraient, racontait-on, installées à Alençon et y enseigneraient leur art. Interdiction à toute ouvrière de travailler de toute autre façon. Beaucoup seraient ruinées de ce fait, trop vieilles pour subir un nouvel apprentissage ou inhabiles à un travail fin et délicat comme le point de Venise.

(1) Jules Simon, *L'Ouvrière*, page 210.

Les marchés conclus à cette époque entre dentellières et marchands de dentelles laissent deviner la fièvre et l'inquiétude qui régnaient parmi les ouvrières. Le 23 juillet 1665 Barbe Bayel s'engageait à travailler pour Renée Courtin, mais elle exigeait l'adjonction de cette clause à la fin du contrat : « En cas qu'il y eut défense de faire dudit ouvrage, le présent marché demeurera nul et sans intérêt ». (1)

L'ordonnance déjà citée (2) du 5 août 1665 enregistrée par le Parlement le 14 du même mois créait véritablement le point de France. Sa promulgation mit le feu aux poudres. Un ensemble de mesures très minutieuses y réglaient la fabrication des dentelles. Une société puissante, munie d'un privilège exclusif, était créée pour monopoliser la vente. Placée sous le patronage de Colbert lui-même, ses principaux actionnaires étaient MM. Pluymen, Talon, de Beaufort et le Brie. Comment lutter contre un adversaire aussi fortement armé, s'avancant sous l'égide même de la loi ? Les vieilles dentelles normandes étaient condamnées à disparaître. Elles devaient se modifier profondément sous l'influence des nouvelles méthodes.

Par malheur, forte de l'appui du roi, la nouvelle Compagnie privilégiée ne sut pas montrer le tact et la prudence utiles en semblable situation. Des agents qui auraient senti tout ce que les mesures à prendre avaient de vexatoire et d'abusif eussent été nécessaires pour calmer l'effervescence des ouvrières. Au lieu de cela elle fit le choix le plus déplorable

(1) Duval, *Documents pour servir à l'histoire du Point d'Alençon* p. 24.

(2) Voir supra, page 36.

en appelant à Alençon comme agent général le sieur Jacques Provost. Il était originaire d'Alençon, mais établi à Paris depuis 1663. Brutal et emporté, il devait surexciter les esprits enfiévrés au lieu de les calmer. De plus, sa femme jouissait, parmi les dentellières d'Alençon, d'une réputation qui était loin de lui concilier les sympathies.

En octobre 1659, dirigeant encore un atelier dans la ville, elle avait reçu de la dame de Larré la commande d'une colerette de dentelle. Ce travail fut exécuté sous ses ordres par la femme Ruel qui, avec quelques apprenties, travaillait ainsi en sous ordre. Le 8 avril 1660, comme le travail traînait, la dame Provost se présenta chez l'ouvrière pour réclamer « un morceau de six fleurs qui était dudit collet ». De là vive altercation. La dame Provost, emportée par la colère, se jeta sur l'ouvrière et la frappa violemment. L'atelier tout entier prit fait et cause contre elle ; elle dut fuir échevelée, la coiffe déchirée, poursuivie par les jeunes apprenties. L'affaire fit grand bruit à Alençon, car la femme Provost était de bonne bourgeoisie. Citée en justice elle fut condamnée à vingt sous d'amende envers le roi et à six livres pour tous intérêts et dépens envers Thomas Ruel et sa femme (1). Un pareil scandale explique l'antipathie marquée de toutes les ouvrières contre la directrice de la manufacture.

Provost, dès son arrivée, traita d'ailleurs la ville d'Alençon en pays conquis. Muni de lettres de cachet il agissait directement vis-à-vis des échevins et du procureur du roi sans même en référer à l'intendant. On eût pu croire qu'il cher-

(1) Duval, *Documents pour servir à l'histoire du Point d'Alençon*.

chait à blesser toutes les susceptibilités. Aussi, à l'ouverture de la manufacture royale de dentelles, l'émeute gronda-t-elle tumultueuse dans les rues d'Alençon. Le 30 août, plus de mille personnes s'assemblèrent et se ruèrent contre Provost. Faisant son rapport au ministre sur cette échauffourée l'intendant écrivait : « S'il n'eût évité leur furie, il eût été assurément mis en mauvais état. Il a trouvé sa retraite chez moi. J'ai apaisé doucement cette foule qui ne sera point en repos jusqu'à ce qu'il ait plu au roi leur donner quelque assurance qu'on ne leur ôtera point la liberté de travailler ». (1)

Colbert répondit à ces tentatives d'intimidation par un arrêt du conseil d'Etat en date du 3 septembre 1665. Cet arrêt rappelle les tumultes et les violences auxquels se sont livrés les habitants d'Alençon contre les organisateurs de la manufacture, puis il montre tous les avantages que cette manufacture pourrait donner au commerce du pays en permettant « d'occuper les sujets du roi, d'empêcher le transport des deniers du royaume dans les pays étrangers et de faire naître l'abondance et le bon marché dans les lieux où les bureaux des dites manufactures seront établis et en particulier dans la ville d'Alençon ». Enfin il prend des mesures sévères pour empêcher à l'avenir le retour de pareilles manifestations et assurer la complète exécution de l'ordonnance du 5 août : « Le roi en son conseil a ordonné et ordonne que les dites lettres de Déclaration du mois d'août dernier seront exécutées selon leur forme et teneur, ce faisant, qu'il sera incessamment procédé à l'établissement d'un ou de plusieurs bureaux en la ville d'Alençon et ailleurs où besoin sera pour y faire

(1) Depping, *Correspondance administrative*, tome III p. 746.

travailler aux points de fil de France. Mettant Sa Majesté les dits suppléants et le dit Provost, sa femme, ses frères et sœurs et autres qui seront employés à l'établissement desdites manufactures, sous la protection et la sauvegarde des habitants de la dite ville d'Alençon, leur faisant défense de leur méfaire ni médire à peine de punition corporelle.....

« Ordonne en outre Sa Majesté que par le sieur du Boulay-Favier, maître des requêtes ordinaires de son hôtel et commissaire départi en la Généralité d'Alençon, il sera informé de la sédition et désordres arrivés en ladite ville d'Alençon ledit jour trente et un août dernier, ensemble des menaces et injures proférées contre ledit Provost et le procès fait et parfait aux coupables, souverainement et en dernier ressort appelant avec lui le nombre des gradués portés par les ordonnances, lui en attribuant à cette fin toute cour, juridiction et connaissance et icelle interdite et défendue à toutes les cours et aucuns juges. Enjoint Sa Majesté au lieutenant général du Présidial, maire, échevins et autres officiers de ladite ville d'Alençon, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt à peine d'en répondre en leur propre et privé nom ». (1)

Cet arrêt renforçait les pénalités contre les dentellières en révolte. De plus, voulant assurer une répression plus sévère, il enlevait aux juges ordinaires, taxés d'indulgence, la connaissance de ces délits et évoquait devant l'intendant, agent direct du ministre, tous procès concernant l'édit du mois d'août.

Dans ce conflit violent, l'intendant d'Alençon sembla obéir

(1) Duval, *Documents pour servir à l'histoire du point d'Alençon* p. 18.

plutôt à un principe d'équité, qu'à un esprit de flatterie vis-à-vis du puissant ministre. Ses lettres à Colbert prennent le parti des ouvrières révoltées et montrent ce que la conduite du directeur de la manufacture a d'injuste et d'arbitraire. Le 7 septembre, le lendemain même de la publication de l'arrêt du Conseil d'Etat, il écrivait :

« La rumeur et le murmure ont si fort continué parmi le peuple, à cause de ce nouvel établissement qui est ordonné, que celui qui y est préposé n'oserait se hasarder ni se montrer par les rues ; aussi en a-t-il si mal usé que, sans en avoir communiqué à personne, non pas même à moi, il a parlé de cette affaire publiquement, a distribué les lettres de cachet aux échevins et procureurs du roi sans m'avoir baillé celle qui m'était adressée que lorsqu'il a été poursuivi par la populace et qu'il a trouvé sa retraite dans ma maison ; et comme il est né dans la ville et qu'il est cousin de tout le monde, le peuple s'anime d'autant plus contre lui qu'il a fait des discours qui le mettent au désespoir, disant que les filles seront assez heureuses de gagner deux sols par jour et que, malgré tout le monde, la chose sera établie. Son peu de jugement et de conduite est cause du trouble qui, étant commencé, aura peine à se calmer dans la crainte qu'on a que l'établissement n'empêche les particuliers de gagner leur vie ». (1)

L'intendant ose ensuite quelques timides observations sur ce que le fonctionnement rigoureux de la manufacture aurait d'injuste et de brutal. Beaucoup de dentellières se trouveraient de fait privées de leur gagne pain : « Toutes sortes de personnes ne seront pas propres à travailler au point qu'on

(1) Depping, *Correspondance administrative*, t. III p. 748.

veut faire faire et les enfants seront frustrés et éloignés parce qu'ils ne pourront jamais y parvenir étant accoutumés aux gros points dont néanmoins ils ont actuellement le débit. C'est ce qui fait qu'ouvertement ils résistent à ces établissements, croyant par là qu'on leur ôte le pain de la main et le moyen de payer leur taille. Les petites bergerottes des champs y travaillent même. J'ai cru en ma conscience être obligé de vous le représenter et de vous faire connaître le tort que l'on veut faire à tout un pays que le ciel a favorisé par cette industrie qui donne la vie et la subsistance à tant de milliers d'âmes. Voilà la vérité des choses, que si, après ces réflexions pleines de pitié et de commisération pour ces pauvres gens, vous m'ordonnez d'agir, je ne manquerai en rien pour faire ce que vous me ferez l'honneur de me commander ».⁽¹⁾

Le lendemain avait lieu par l'entremise du même intendant une assemblée générale de tous les anciens fabricants de dentelle auteurs de la révolte et des agents de la manufacture. Le but visé était la conclusion d'un arrangement qui satisferait à la fois les deux partis. Les projets de Colbert recevraient leur application et certaines garanties seraient accordées aux ouvrières. La discussion fut violente. Enfin, sur les conseils du marquis de Rânes, bailli d'Alençon, les marchands de dentelles déclarèrent que : « Si après que le roi aura trouvé les deux cents filles pour faire le Point le plus fin on veut donner la liberté de travailler à tout le reste comme on fait à présent, ils se soumettront ». (2) L'intendant,

(1) *Ibidem*.

(2) Duval, *Documents pour servir à l'histoire du point d'Alençon* p. 32.

dans le rapport où il communiquait cette entente à Colbert, ajoutait : « Mais je crois, si vous le trouvez bon, qu'il serait à propos qu'un autre que ledit Provost se mêlât de l'affaire parce que à toute la ville et à tous ses parents il est en horreur ».

Mal en prit à l'intendant de sa franchise. Favier du Boulay, qui occupait cette fonction depuis 1644, fut remplacé peu de temps après par Bernard de Masle.

Malgré ces vives oppositions, la manufacture s'organisa sur un pied assez important, car le directeur prit à bail pour établir ses bureaux une maison louée quatre cents livres, loyer très élevé pour l'époque.

Les troubles éclatèrent à nouveau lors de l'arrivée des maîtresses vénitiennes. Des individus, soudoyés par les marchands, attaquèrent les nouvelles arrivantes et tentèrent de leur faire un mauvais parti.

Ces émeutes furent rigoureusement réprimées grâce aux mesures énergiques prises par le nouvel intendant. De plus, sous l'impulsion de directrices habiles, le travail s'organisa très vite et atteignit bientôt un très haut degré de perfection.

Il serait exagéré toutefois de croire que le succès de la manufacture royale ait été absolu. Beaucoup d'ouvrières refusèrent énergiquement de s'embaucher dans les nouveaux bureaux. Tout un commerce frauduleux s'organisa par l'entremise des anciens marchands. Le 30 novembre 1665 Catherine de Marcq, directrice générale, écrivait à Colbert pour se plaindre que, sur plusieurs milliers de dentellières existant à Alençon, sept cents seulement se fussent inscrites dans les bureaux de la manufacture et que deux cent cinquante

tout au plus fussent aptes à donner un travail fini. (1) La création de bureaux suburbains destinés à drainer le travail des dentellières des campagnes n'arriva pas à entraver les fraudes. L'intendant dut de nouveau recourir aux moyens violents. Des perquisitions, des poursuites, des condamnations sévères vinrent réduire à l'impuissance ceux qui continuaient à trafiquer les dentelles fraudées.

La haute société Normande passa en grande partie dans le camp des révoltées. Les couvents, en particulier, grâce à l'inviolabilité de leur territoire, furent des lieux de recel tout désignés. Le 11 avril 1669, l'intendant raconte à Colbert la ruse adroite qu'il employa pour surprendre en flagrant délit les Bénédictines de Montsort. « Comme il est de conséquence d'empêcher le cours de ces désordres qui diminuent le nombre des ouvrières, on s'est avisé de faire passer un particulier envoyé de la part des intéressés à la manufacture pour un marchand qui cherchait des ouvrages à acheter. Il fut conduit samedi dernier entre 9 et 10 heures du soir au couvent des religieuses bénédictines du faubourg Montsort par la femme du nommé Dubois, peintre, demeurant à Alençon. Dans cette maison religieuse on lui vendit six mouchoirs et une cornette, le tout quatre cent soixante douze livres dont il lui fut donné une facture non signée, sous le nom d'étoffes vendues et délivrées. Au sortir de cette maison la femme Dubois fut arrêtée à onze heures du soir et amenée devant moi. L'ayant interrogée elle reconnut la vérité de la chose et qu'elle avait porté à ces religieuses un mouchoir pour vendre, mais qu'il était resté dans le couvent parce que le mar-

(1) Despierres, *Histoire du point d'Alençon* p. 27.

chand ne l'avait pas voulu acheter ne l'ayant pas trouvé assez beau. Lundi dernier j'en allai faire mes plaintes aux supérieures de cette maison qui sont les dames de Nonant, belles sœurs de M. le Comte de Chamilly, dans la pensée de trouver quelque expédient pour accomoder cette affaire à cause du privilège de l'Eglise qui pourrait faire du bruit et de la recommandation de M. le comte de Chamilly que le roi considère beaucoup. Ces dames de Nonant me parurent d'abord bien intentionnées, mais après en avoir référé à ceux qui leur avaient donné ces mouchoirs à vendre, elles changèrent de sentiment et soutinrent que tout cela était des suppositions inventées par leurs ennemis et ceux de la manufacture. J'ai cru que je ne devais rendre aucun jugement sur cette affaire sans vous en donner avis et après vous avoir représenté que l'éclat qu'elle a fait la rend de très grande conséquence pour la manufacture ; mon avis serait de condamner les religieuses à rendre les quatre cent soixante douze livres qu'elles ont reçues, sauf leur recours contre ceux qui leur ont donné ces ouvrages à vendre. Cette religion dépend pour le spirituel de M. l'Evêque du Mans ». (1)

Le roi confirma cette décision et le couvent restitua à la manufacture le prix des dentelles.

Les travaux exécutés à Alençon devinrent bientôt très remarquables et en 1666 l'intendant en adressait un spécimen à la duchesse de Chevreuse, fille de Colbert : « Je crois, écrivait-il au ministre, que vous serez satisfait de ce mouchoir et que vous avouerez que notre manufacture est la meilleure.

(1) Depping, *Correspondance administrative*, t. 3 p. 796.

de toutes celles qui sont établies ». Un an plus tard il écrivait à nouveau au ministre pour se plaindre de ce que « le roi ne faisait pas assez de commandes à la manufacture d'Alençon qu'il avait lui-même entreprise ». (1) Et pourtant, nous apprend Voltaire dans son *Siècle de Louis XIV* : « Le roi achetait tous les ans pour huit cent mille livres de tous les ouvrages de goût qu'on fabriquait dans son royaume et il en faisait des présents ».

Malgré les difficultés qu'elle eut à vaincre et la vive opposition qu'elle rencontra, la Compagnie créée par Colbert n'en prospéra pas moins.

Ses bénéfices furent au bout de peu de temps considérables. Les parts d'associé augmentèrent de valeur avec une rapidité significative. Un an après sa fondation la société dut faire appel à de nouveaux actionnaires et l'apport de chacun d'eux fut fixé à huit mille livres. (2) Trois ans après nouvelle augmentation de capital, nouvel appel de fonds. Cette fois chaque associé doit verser dans la caisse de la société vingt deux mille livres. La première distribution des profits fut faite en 1669. Chaque part ou action rapporte six mille sept cent cinq livres dix-sept sols huit deniers et, comme l'indique formellement l'acte de délibération, le règlement de comptes ne visait que les trois premières années. En 1670 une nouvelle distribution eut lieu et les actionnaires se répartirent plus de douze mille livres. En 1673, troisième répartition encore plus considérable. Enfin en 1675, lors de l'expiration du privilège, la société

(1) Duval, *Documents pour servir à l'histoire du point d'Alençon* p. 35.

(2) *Ibidem*.

fut liquidée et les fonds restitués aux divers actionnaires avec un reliquat de bénéfices. (1)

L'ordonnance de 1665 avait conféré à la société un privilège exclusif d'une durée de neuf années. A l'expiration de ce délai Colbert ne le renouvela pas. Le but visé par lui se trouvait en grande partie atteint. La majeure partie des ouvrières avait subi de gré ou de force l'influence des ouvrières vénitiennes. Un monopole devenait donc inutile. Seules des mesures douanières très sévères protégèrent cette industrie encore un peu hésitante. Toutes les dentelles des Flandres, des Pays-Bas, d'Italie devaient subir à leur entrée en France une formalité dite la marque, à laquelle était jointe la perception d'un droit à peu près prohibitif. La perception de ce droit fut en 1664 unie au bail des cinq grosses fermes. La marque consistait dans un cachet de cire fixé à chaque pièce de dentelle. Ce procédé avait été substitué au sceau en plomb précédemment adopté, sur les remontrances des marchands qui voyaient leurs dentelles déchirées par le poids de la lamelle métallique.

Jusqu'en 1680 la marque ne fut pratiquée qu'au bureau de la douane de Lyon vis-à-vis des dentelles italiennes, mais à cette époque une ordonnance créa un nouveau bureau à Péronne et décida « que tous marchands, courriers, voituriers et autres qui apporteront dans le royaume des dentelles de Flandres seront tenus de passer au bureau de Péronne et de les présenter audit bureau pour y être marquées de la marque du fermier aux deux bouts de chaque pièce des dites den-

(1) Despierres, *Histoire du point d'Alençon*, p. 37.

telles et d'y payer les droits dus ». Toutes ces mesures prohibitives furent reprises par le tarif douanier de 1684.

Cette période qui suivit la suppression de la Compagnie est certainement la plus glorieuse de l'histoire de la dentelle. Dès 1668 M. de Pomereu écrivait sur Alençon : « La Manufacture des points de France est l'une des plus considérables du pays. Des femmes et des jeunes filles y sont employées au nombre de huit à neuf cents sans compter celles de la campagne dont le nombre est considérable. C'est un commerce d'environ cinq cent mille livres par an ». Au même moment Molière faisait dire à Tartuffe admirant le fichu de dentelles d'Elmire :

Mon Dieu, que de ce point l'ouvrage est merveilleux ;
On travaille aujourd'hui d'un air miraculeux !
Jamais en toute chose on n'a vu si bien faire (1).

Les points de France que l'on admirait ainsi ne ressemblaient en effet à aucune dentelle portée jusqu'alors.

L'intention première de Colbert avait été d'acclimater en France le point de Venise tel qu'on le faisait en Italie. Mais comme l'écrivait le prévôt des marchands de Lyon : « Il faudrait des siècles entiers pour établir en France les manufactures existant chez nos voisins et peut-être encore ne serait-il pas possible d'y parvenir, car elles ne dépendent pas toutes de l'adresse et de l'industrie de l'ouvrier ; il y a certaines différences et des avantages secrets qui ne se peuvent attribuer qu'à des grâces particulières du ciel, des eaux et des situations.

« Le même ouvrier avec la même laine ne saurait faire en

(1) *Tartuffe*, acte III, scène 3.

France un drap comme en Hollande ou en Angleterre ; les velours noirs de Gênes sont inimitables partout quoiqu'on y emploie les mêmes soies. Nous faisons ici du plus beau satin qu'à Florence et il n'en vient plus de ce pays ; ils n'ont jamais su fabriquer à Tours d'aussi beaux velours que nous en faisons ici ni arriver au lustre de nos taffetas, mais ils l'emportent pour la panne et quelques autres ouvrages ».

Le jour où les directrices d'ateliers voulurent reproduire à Alençon des modèles italiens elles se heurtèrent à des difficultés insoupçonnées. Mme Guibert, la directrice technique de la manufacture et les diverses ouvrières placées sous ses ordres furent toutes surprises de ne pouvoir obtenir des dentellières normandes un point pareil à celui qu'elles leur enseignaient. Elle renonça donc au projet de faire à Alençon du point de Venise et imagina une dentelle tout à fait nouvelle. Pour sa fabrication elle pratiqua une division du travail poussée jusqu'à l'extrême. Par ce procédé jusque là inconnu elle arriva à simplifier l'ouvrage, à rendre chaque ouvrière parfaitement habile dans sa tâche spéciale et à leur faire produire à toutes un point admirable de solidité et de richesse, mais qui ne ressemblait nullement à celui de Venise. De ce moment datent les beaux points à l'aiguille qui sont la gloire de notre industrie dentellière. La galerie des dentelles anciennes à l'Exposition Universelle de 1900 présentait quelques spécimens vraiment merveilleux. M. Lefébure, dans son rapport sur cette partie rétrospective de l'Exposition, signalait en particulier un médaillon appartenant à la collection Porgès : « Au milieu trône le soleil royal ; il est surmonté du dais et accompagné de deux trophées portant des sabres croisés et des drapeaux. Jamais on n'a tiré meilleur parti de tou-

tes les ressources artistiques que présente la dentelle à l'aiguille. Sur un fond de grands réseaux picotés se détache bien nettement cette sorte d'architecture idéale qui encadre si gracieusement l'emblème triomphant du soleil. Les formes sont précises sans lourdeur, accentuées par des broderies en relief discrètes et savamment distribuées et impriment à tout cet ensemble une élégante noblesse qui n'a jamais été surpassée. Il est incontestable que ces points de France de la grande époque des Manufactures royales sont infiniment supérieurs, au point de vue de la composition artistique, à toute la production vénitienne qui évolue toujours dans la même donnée de rinceaux plus ou moins ouvragés ». (1)

On s'explique facilement la vogue de ces dentelles. En 1675, lors du rétablissement du libre commerce des dentelles dans le royaume, leur supériorité sur les anciens points d'Alençon était indiscutable. De là grande dépréciation de ces derniers. Certes on continua à fabriquer durant une bonne partie du XVIII^e siècle. Jusqu'en 1680 les contrats de mariage distinguent nettement les économies amassées par les dentellières soit aux Points d'Alençon soit aux Points de France. Mais les premiers baissèrent considérablement de valeur, ce qui conduisit à la ruine les marchands spécialisés dans leur production. Ce fut entre autres le sort de Thomas Ruel. Il se vit dans l'impossibilité de faire face à ses engagements et il expliquait le mauvais état de ses affaires « par la perte et la diminution qui est arrivée sur ces marchandises qu'il avait

(1) Lefébure, *Rapport sur l'exposition rétrospective de dentelle*, 1900 p. 12.

payées hors de l'achat argent comptant ». Les experts au procès déclarèrent en effet que sur deux mouchoirs valant autrefois cent livres il pouvait y avoir vingt-cinq livres de diminution ». (1)

A la vue des bénéfices considérables réalisés par la manufacture durant les neuf années de son monopole, beaucoup d'industriels voulurent à leur tour faire fortune dans le commerce des dentelles. Non seulement les anciens dentelliers reprirent leur trafic, mais de hauts personnages y espérèrent de gros gains. Beaucoup échouèrent dans leur tentative. Ce malheur atteignit en particulier un atelier ouvert sur les auspices de Mme Berryer, femme de Louis Berryer, conseiller d'Etat, premier commis de Colbert, secrétaire du Grand Conseil, Directeur de la Compagnie des Indes. L'entreprise avait un but charitable : fournir du travail aux pauvres de l'hôpital général dont Berryer était directeur. La dame des Jugeries, sa nièce, fut chargée d'organiser les ateliers de dentelle à Alençon. Des succursales seraient fondées dans diverses localités de Normandie : Argentan, Falaise, la Ferrière-aux-Étangs où Berryer avait son château. Les travaux exécutés dans ces ateliers étaient ensuite mis en valeur à Paris par les pauvres de l'Hôpital. Les fonds nécessaires étaient avancés par le receveur des gabelles d'Alençon qui devait recueillir de ce fait une part des bénéfices réalisés. Mais celui-ci, voyant sans cesse les traites affluer et n'entendant jamais parler de répartition de bénéfices, refusa un beau jour de les payer. La société fut liquidée et le directeur des gabelles dut intenter un

(1) Duval, *Documents pour servir à l'histoire du point d'Alençon* p. 73.

procès à Berryer pour rentrer dans ses déboursés. Le passif s'élevait à vingt cinq mille livres, la vente des dentelles en rapporta à peine dix mille (1). La tentative avait donc été désastreuse.

Cet'essai malheureux d'organisation du travail dans les hôpitaux n'était pas une innovation. Sous l'ancien régime, des dentelles furent fabriquées dans nombre de ces établissements. En 1636 les enfants des deux sexes de l'Hôtel-Dieu d'Argentan y furent employés sous la direction d'un administrateur intelligent et cet hôpital jouera plus tard un rôle important dans la création du Point d'Argentan. Entre 1650 et 1654 on commença aussi à faire du velin aux hôpitaux d'Alençon et de Sées. Cet usage était devenu général au XVIII^e siècle. En 1709 le curé de Notre-Dame d'Alençon fondait la communauté de la Providence et dans le couvent « ayant mis trois maîtresses à ses dépens, il offrit de faire apprendre aux filles pauvres plusieurs ouvrages qui étaient le velin, la couture et les bas ». Les ouvrières ainsi admises vivaient en dehors du couvent et touchaient selon leur travail un salaire rémunérateur. Après 1716 le velin devint la seule industrie du couvent et en 1754 le supérieur de la communauté « dressait état et inventaire des objets qui pouvaient être contenus dans le dit couvent étant une manufacture réputée ». (2)

Malheureusement des crises violentes vinrent entraver ce brillant commerce.

(1) Duval, *Documents pour servir à l'histoire du point d'Alençon* p. 73 et 82.

(2) Despierres, *Histoire du point d'Alençon* p. 132.

La première cause fut le nombre même des marchands dentelliers. La concurrence effrénée qu'ils se firent alors amena la ruine d'un certain nombre. Après 1675 Provost, ancien directeur de la Manufacture, s'associa à ses deux frères pour ouvrir une maison. La Société fut dissoute en 1679. L'un des frères Provost, poursuivi en justice, affirmait « que les marchandises avaient diminué de plus d'un tiers attendu le grand nombre de marchands trafiquant des dits ouvrages ».

Des malheurs politiques aggravèrent en outre cette situation.

La révocation de l'édit de Nantes et les mesures de persécution prises contre les protestants portèrent un coup dangereux à l'industrie dentellière. Alençon comme beaucoup d'autres villes souffrit cruellement de l'exode de ses ouvriers vers l'étranger. Les interdictions sévères dont l'Eglise frappait alors le prêt à intérêt avaient fait affluer une partie du commerce dans les mains des juifs et des protestants. Leur départ entraîna bien des ruines. Certains historiens ont cependant beaucoup exagéré le nombre des ouvrières qui abandonnèrent ainsi Alençon en 1685. Mme Bury Pallisser, dans son histoire de la dentelle, dit : « La révocation de l'édit de Nantes chassa d'Alençon quatre mille dentellières dont une grande partie se-réfugia en Hollande ». D'après M. de la Sicotière, qui semble plus près de la vérité, au maximum trois mille protestants s'expatrièrent alors d'Alençon et dans ce chiffre les dentellières ne formaient pas la majorité. Ces nombreuses familles par leur départ entravèrent le développement économique de la ville. Mais au moins ne créèrent-elles pas à l'étranger des industries rivales comme le fait se produisit pour d'autres corps de métiers. Cet avantage vint

de ce que tous les gros fabricants étant catholiques demeurèrent à Alençon. L'émigration se produisit surtout parmi les ouvrières. Déracinées elles ne surent à l'étranger exercer leur art dans toute sa pureté. Le point de Reine fabriqué en Hollande et dont la création est souvent attribuée à des dentellières émigrées, est en fait bien antérieur à la Révocation de l'édit de Nantes.

A la même époque les guerres malheureuses entreprises par Louis XIV et qui attristèrent si péniblement la fin de son règne apportèrent une nouvelle entrave à la prospérité générale du royaume. Les luttes contre la Hollande en 1688, celles de la succession d'Espagne en 1709, suscitèrent une misère profonde dans toute la France. Fénelon écrivait : « La culture des terres est presque abandonnée, la ville et les campagnes se dépeuplent ; tous les métiers languissent et ne nourrissent plus leurs ouvriers. La France n'est plus qu'un grand hôpital désolé et sans provisions ».

Cette situation devait avoir un contre coup sensible sur le travail de la dentelle comme sur toutes les industries somptuaires qui vivent surtout de la prospérité du pays. Malgré cela les manufactures d'Alençon ne disparurent pas entièrement. Savary dans son dictionnaire du commerce disait d'elles : « La fabrication du Point de France, que dans le pays on appelle velin à cause du velin ou parchemin sur lequel il se travaille, se soutient encore à Alençon et aux environs ».

Cela s'explique par la vogue immense dont jouissaient à l'étranger les produits de luxe français. La cour de Louis XIV, même vaincu et malheureux, donnait le ton à toutes celles de l'Europe : « L'Europe, disait Frédéric II, enthousiasmée du caractère de grandeur que Louis XIV imprimait à ses

actions, de la polillesse qui régnait à sa cour et des grands hommes qui illustraient son règne, voulait imiter la France qu'elle admirait ; toute l'Allemagne y voyageait ; un jeune homme passait pour un imbécile s'il n'avait séjourné quelque temps à la cour de Versailles. Le goût des Français régla nos cuisines, nos meubles, nos habillements et toutes ces bagatelles sur lesquelles la tyrannie de la mode exerce son empire ; cette passion portée à l'excès dégénéra en fureur ». La dentelle profita largement de cet engouement.

La France, sauvée par des victoires tardives, se relevait à peine de ses ruines lorsqu'une catastrophe financière sans précédent vint atteindre son commerce. En 1716, au début même de la régence, les spéculations maladroites de Law se terminèrent par un crack ruineux. Pendant trois ans ce Contrôleur général des Finances donna un élan puissant à notre industrie par la création de la Banque Royale et l'émission des billets. Mais la dépréciation rapide de ce papier monnaie ruina une foule de commerçants et amena un bouleversement considérable des fortunes. Beaucoup de fabricants de point d'Alençon furent victimes de ces spéculations hasardeuses. En effet, ceux qu'enrichissaient les spéculations effrénées de la rue Quincampoix s'empresaient d'afficher leur richesse par un luxe insolent. Ils payaient naturellement leurs achats de dentelles en billets de banque que lors de la banqueroute de Law les fabricants ne purent écouler. C'est ainsi qu'Elisée Tripier, poursuivie en 1784 pour le paiement d'une somme de trois mille livres, exposait dans une requête à l'intendant « qu'en l'année 1720 elle avait perdu presque tout son bien par le moyen de billets de banque qui lui étaient rentrés et qui avaient causé la cessation d'un com-

merce considérable de point de France qu'elle faisait alors ». De même le 14 février 1727 Marguerite Leconte, qui tenait un magasin d'ouvrages de dames, demandait à René Lecomte, marchand de dentelles, « d'attendre pour le paiement de deux mille cinq cents livres de marchandises de point de France qu'elle devait encore par rapport à la situation des temps et le nombre des billets de banque qui lui sont rentrés et dont elle n'a pu faire usage ». (1)

Toutefois l'industrie de la dentelle se releva de ce désastre et sous le règne de Louis XV elle connut une ère nouvelle de prospérité. Les dentelles d'alors se caractérisent par une moins grande perfection du dessin ; la composition s'est alourdie et a perdu cette sobre élégance qui caractérisait le style Louis XIV.

Avec Marie Leczinska apparaît le genre rococo où les chinoïseries dominent. Les artistes s'inspirent alors beaucoup des porcelaines de Saxe très à la mode et dessinent sur les dentelles de petits kiosques, des paysages en miniature avec rochers et rivières où des chasseurs et des chiens poursuivent des cerfs minuscules.

A cette époque beaucoup de sociétés se constituent pour se livrer au commerce des dentelles, preuve évidente de sa prospérité. Tantôt plusieurs marchands s'associent dans le but d'étendre leurs affaires, tantôt des bailleurs de fonds apportent aux trafiquants les capitaux nécessaires à leurs entreprises. Plusieurs de ces sociétés se livraient surtout à l'exportation. Les Compagnies des Indes créées par Richelieu

(1) Despierres, *Histoire du point d'Alençon* p. 127.

et Colbert, ressuscitées par Law au profit de sa banque, avaient mis à la mode ce genre de commerce. En 1740 un acte de société fut ainsi signé au Mans. Nicolas Blesbois, marchand fabricant de dentelles au faubourg Saint Blaise, s'engageait à acheter et expédier les marchandises nécessaires au commerce que les frères Winckelmans établiraient aux îles Saint-Domingue. Les bénéfices et les pertes seraient liquidés au bout de six ans. (1)

Comme au XVII^e siècle, nombre de curés cherchèrent en développant l'industrie de la dentelle, à faire disparaître la misère de leur paroisse. En 1763 le curé de Saint-Denis-sur-Sarthon ouvrait un bureau et faisait venir des maîtresses « pour apprendre par charité aux pauvres de la paroisse le point d'Alençon ». (2) Des fondations semblables étaient faites à Sainte-Marguerite-de-Carrouges et dans d'autres communes des environs.

Les hautes classes de la société s'intéressaient également à ce trafic. Helvétius, le bon philosophe percheron, habitant sa terre de Voré près Regmalard, voulut y tenter la fortune. La fabrication du point à l'aiguille fut organisée par lui dans le Perche. Mais, plus habile à disserter sur les hauts problèmes de l'Encyclopédie qu'à gérer une entreprise commerciale, il dut bientôt fermer les ateliers qu'il avait ouverts.

La liberté du commerce de la dentelle fut gravement menacée, en 1757, par les entreprises de l'un des fabricants

(1) Despierres, *Histoire du Point d'Alençon* p. 126.

(2) *Ibidem* p. 131

alençonnois du nom de Lacoste. Son but était de rétablir à son profit l'ancien privilège royal octroyé jadis par Colbert à la première manufacture de point de France. Une pareille tentative n'était pas nouvelle. Quarante ans plus tôt, l'un des gros trafiquants de point avait obtenu pour son atelier le titre de manufacture royale. Des protestations violentes avaient forcé l'intendant à retirer le privilège. Les colères grondèrent à nouveau contre Lacoste lorsque ses projets furent connus. Dans une assemblée générale des dentelliers réunie par les échevins de la ville, le procureur du roi déclara que l'obtention d'un privilège royal compromettrait « les intérêts des hôpitaux et d'un nombre infini de gros et de petits fabricants qu'il est du dernier intéressant de protéger et de soutenir ». Une supplique fut adressée au roi par les dentelliers dans laquelle ils exposaient que, par la création d'une manufacture royale, « ils seraient à la veille de la destruction de leur commerce et hors d'état de faire subsister plus de huit mille ouvrières qu'ils entretiennent en la ville et aux paroisses circonvoisines ». La liberté du commerce des dentelles fut maintenue.

Sous Louis XVI, l'industrie dentellière perdit beaucoup de son ancienne prospérité. La reine Marie-Antoinette n'aimait que les tulles et les gazes légères ; à son imitation toute la cour négligea les riches dentelles des règnes précédents. A l'approche de la Révolution, une plus grande simplicité du costume devint d'ailleurs de mode. La reine donnait elle-même le ton. « Dans ses dernières années, Marie-Antoinette inquiète de la tournure des événements, ne porte plus que des vêtements simples. Ce sont des mousselines à pois : ses lingeries sont garnies de dentelles à bordure légères ; plus de

beaux dessins, plus de points de France si riches et de si noble allure aux grands réseaux picotés ». (1)

Un aussi fâcheux revirement pesa lourdement sur l'industrie. Les rapports faits aux assemblées provinciales des Généralités de Rouen, Caen et Alençon nous apportent les plaintes que formulaient tous les fabricants en l'année 1787 :

« La fabrique du Point de France ou d'Alençon, qui faisait en 1772 un objet d'environ un million deux cent mille livres et dans laquelle il n'entrait au plus que pour cent cinquante mille livres de fils des Flandres et du Brabant, dont les prix varient suivant leur finesse et qualité, depuis soixante jusqu'à huit mille neuf cents livres à la livre, a successivement diminué de plus de moitié tant à Alençon qu'à deux, trois et quatre lieues aux environs. Il résulte d'une diminution aussi considérable que la main-d'œuvre, que l'on payait depuis huit sols jusqu'à trois et quatre livres par jour, n'est plus payée présentement que depuis quatre sols jusqu'à vingt et trente sols par jour, ce qui a jeté dans la misère le plus grand nombre des ouvrières. Il en est même beaucoup trop qui, faute de travail, se trouvent dans la fâcheuse nécessité de mendier leur pain.

« Cette fabrique, qui occupait encore en 1772, plus de huit mille ouvrières, voit le prix de la main-d'œuvre et la vente diminuer sensiblement chaque jour par le peu de consommation qui s'en fait depuis quelques années à la Cour, à Paris, dans les autres villes du royaume et chez l'étranger où l'on préfère les gazes, particulièrement celles d'Angleterre,

(1) Lefébure, rapport sur l'Exposition rétrospective de dentelles de 1900.

les blondes, et autres espèces de dentelles, au point d'Alençon ou d'Argentan. On ne connaît de moyen de remettre cette fabrique dans son premier lustre que celui d'une vive et forte consommation ; le goût trop varié des nouvelles modes et beaucoup d'autres circonstances politiques ne permettent pas de se le promettre ; sa décadence actuelle paraît lui annoncer le même sort qu'ont presque toutes les manufactures de luxe ». (1)

Cette prédiction devait malheureusement se réaliser. La Révolution, survenue deux ans après, bouleversa toute la hiérarchie sociale et porta un coup terrible à une industrie qui ne vivait que du luxe des grands et de l'apparat des cours.

(1) Hippeau, *Gouvernement de Normandie*, t. V cité par de La Prade, *Le point de France et les centres dentelliers*, p. 101.

III

Après 1789

L'usage des dentelles avait été, sous la royauté, l'apanage presque exclusif des hauts dignitaires de la noblesse et du clergé. Sous la Révolution, ce luxe fut donc traqué et pros- crit comme un emblème monarchique. La simplicité du cos- tume était un signe de civisme et d'attachement à la Républi- que. Les beaux points de France disparurent. Leurs proprié- taires les cachaient ou les détruisaient, y voyant une preuve irréfutable de leur ci-devant noblesse.

Avec le calme, le luxe réapparut dans les classes élevées de la société. Mais les goûts étaient complètement changés ; la mode était toute entière aux costumes imités de l'antique. Les Merveilleuses du Directoire et du Consulat adoptèrent ces robes unies, serrées à la taille, à l'exemple d'une statue grec- que et ne comportant aucune ornementation. « Jusqu'à la prise de la Bastille, écrivaient les Goncourt, la mode était venue de Versailles. Versailles était le maître des élégances. Il était la mode même ; et Mademoiselle Bertin venait y chercher tous les jours l'idée que Paris devait adopter le lendemain.

« Sous la Révolution, la mode se démocratise, l'initiative in- dividuelle de la coquetterie succède à l'omnipotence des exemples de la Cour. Ainsi libérée d'hier, la mode retourne vers les patrons Grecs ou Romains et s'en va, encouragée par l'Ecole patriote, aux costumes d'avant Jésus-Christ. Les né-

gligés à la Pompadour disparaissent, exilés au fond d'une garde-robe, menant avec les mules et les boîtes à mouche le convoi des toilettes mortes ». (1) Les belles dentelles étaient également bien mortes. Comment avec leurs contours très nets et leurs reliefs accentués se seraient-elles prêtées à des costumes aussi légers ?

Tandis que les industries de luxe se réorganisaient lentement après la tourmente révolutionnaire, le travail de la dentelle demeura infructueux. Ne trouvant plus d'écoulement à leurs produits, les fabricants fermèrent leurs bureaux ; les ouvrières abandonnèrent le parchemin et l'aiguille.

Pouvaient-elles continuer leur travail ? La Révolution les avait laissées complètement désorganisées.

Plus que toutes autres elles souffrirent des réformes apportées par la Constituante dans l'organisation du travail. La suppression des corporations ruina l'apprentissage dans cette industrie où il est essentiel, éloigna les uns des autres patrons et ouvrières et fit perdre à celles-ci les traditions d'élégance et de légèreté, fruit du travail patient de quatre ou cinq générations.

A Alençon, le travail de la dentelle devint à peu près nul. Plus de la moitié des ouvrières, qui s'y livraient encore en 1789, cherchèrent un emploi plus lucratif. Les quelques fabricants qui persistèrent, agirent surtout par humanité, ne voulant pas réduire à la misère de vieilles ouvrières sans ressources.

Il fallut le premier Empire pour redonner un certain essor

(1) Goncourt, *La Société sous le Directoire*.

à une industrie presque morte. Napoléon admira beaucoup ce travail de fée et, sur son ordre, les dentelles reparurent aux Tuileries. On raconte que, voyageant en Normandie avec l'impératrice Marie-Louise et de passage à Alençon, il visita une exposition des industries alençonnaises. Les dentelles y occupaient la place d'honneur. Les ouvrières les plus habiles, réunies à la préfecture, exécutèrent en outre quelques points sous les yeux des souverains. L'Empereur, étonné d'une telle dextérité, s'écria : « C'est merveilleux ! Comme on travaille bien en France, je dois encourager une pareille industrie », En effet, durant son règne, d'assez nombreuses commandes furent faites par lui ou l'Impératrice aux ouvrières Alençonnaises. La plus importante consista en une garniture de lit, toute en point d'Alençon qui fut payée quarante mille francs. Elle comprenait le ciel de lit, les rideaux, le couvre-pieds et les taies d'oreiller. Les armes de l'Empire, sur un semis d'abeilles, formaient le principal motif de l'ornementation.

La dentelle était devenue obligatoire à la Cour et les mémoires du temps dépeignent combien ravissantes étaient celles que portaient dans les grandes occasions les dames de l'aristocratie impériale. La duchesse d'Abrantès, décrivant son trousseau, raconte qu'il était composé de « mouchoirs, de jupons, de peignoirs de mousseline de l'Inde, de camisoles de nuit toutes garnies de Valenciennes, de Malines ou de point d'Angleterre ». Dans la corbeille de noces on pouvait admirer : « Des voiles de point d'Angleterre, des garnitures de robe en point à l'aiguille et en point de Bruxelles »... « Le jour de mon mariage, écrit-elle, j'avais une robe de mousseline de l'Inde brodée en point à jour. La fraise était en magnifique point à l'aiguille ; sur ma tête j'avais un bonnet en

point de Bruxelles. Du sommet du bonnet partait un long voile en point d'Angleterre qui tombait à mes pieds et dont je pouvais presque m'envelopper ». Ailleurs, la duchesse décrivant une robe que portait l'impératrice Joséphine : « Tout autour courait un magnifique point d'Angleterre de la hauteur de deux mains et orné de rubans bleu turquoise ».

Un jour Mme Récamier, donnant une soirée où le premier consul devait assister, se trouva indisposée quelques heures avant la réunion. Elle reçut ses invités « étendue sur un lit doré sous des rideaux du plus beau point de Bruxelles à guirlandes de Chèvrefeuille et doublé de satin rose tendre. Des oreillers de batiste brodée tombaient des flots de Valenciennes. La dame était enveloppée dans un peignoir garni du plus ravissant point d'Angleterre ». On raconte aussi que Napoléon paya trente mille francs un lot de dentelles à l'aiguille commandé par sa sœur Pauline et dont celle-ci refusait de prendre livraison.

La dentelle reprit donc sous l'Empire la place importante qu'elle occupait avant la Révolution. Mais, les quelques exemples cités en font foi, tout le succès fut pour les dentelles des Flandres. Il ne faut pas oublier que les conquêtes de la Révolution et de l'Empire avaient fait les Flandres provinces françaises. Bruxelles était ville de l'Empire. Napoléon croyait servir la France en mettant à la mode les dentelles flamandes. Celles-ci, légères et sans relief, correspondaient très bien aux goûts de l'époque. On commençait en effet à rechercher beaucoup les gazes et les mousselines de l'Inde. Ces étoffes presque aériennes étaient du plus heureux effet sur les longues tuniques que l'on portait alors. Elles avaient en

outre l'attrait dangereux des marchandises de contrebande. (1)

Aussi, à Alençon, principal centre de fabrication du point de France, l'industrie dentellière demeura-t-elle très précaire. La production qui atteignait dix huit cent mille à deux millions de livres au plus beau temps de l'Ancien Régime, s'élevait à peine à deux cent mille francs au début du XIX^e siècle. Nombreuses sont les doléances des patrons et des ouvrières demandant du travail. Les salaires baissent, les magasins se ferment, la misère la plus noire règne dans le bas peuple.

Cette situation alarmante, fut exposée au début de l'année 1809 dans un mémoire du maire d'Alençon au préfet de l'Orne. (2) « La fabrique des dentelles d'Alençon éprouve depuis plusieurs années une stagnation affligeante. Aujourd'hui, et surtout depuis un an, elle est dans un état voisin de son anéantissement. Cette fabrique, qui entretenait avant la Révolution six à sept mille ouvrières et encore il y a un an environ trois mille tant dans la ville que dans les campagnes, n'en occupe en ce moment que quinze cents ; une grande partie ne peut trouver d'ouvrage. Celles qui travaillent encore gagnent seulement de vingt à soixante centimes par jour ; c'est malheureusement le plus grand nombre qui ne gagne que vingt centimes, tandis qu'auparavant elles gagnaient au minimum soixante centimes et les meilleures de un franc cinquante à deux francs. Ce tableau de la diminu-

(1) Le blocus continental interdisait l'entrée en France de tous tissus d'origine anglaise.

(2) Archives de la mairie d'Alençon.

tion de la main-d'œuvre doit faire juger à quelle extrémité cette fabrique est réduite ».

Ce mémoire faisait de la mode la grande coupable, seule elle avait occasionné un pareil état de choses : « Avant la révolution l'étiquette voulait que les princes, les seigneurs, les personnes employées dans le gouvernement ne pussent se présenter l'hiver à la cour sans porter des dentelles de point d'Alençon ; la parure des femmes et les étoffes qu'elles portaient en habit de cour exigeaient aussi des dentelles. Ce sont ces anciens usages qui avaient fait la prospérité des belles étoffes de Lyon et des dentelles d'Alençon. Aujourd'hui, les tulles, les blondes ont remplacé les dentelles parce qu'ils les imitent de loin et flattent l'amour propre du petit particulier qui les porte. Elles devraient être exclues du costume des personnes reçues à la cour, les belles dentelles reprendraient alors leur faveur ». (1)

Les fabricants Alençonnais reconnaissaient certes que des commandes importantes avaient été faites au nom de l'Empereur. Mais presque toutes l'avaient été inconsidérément. Au lieu d'aller aux fabricants les meilleurs et les plus réputés, elles passèrent par de nombreux intermédiaires. La plupart du temps elles furent exécutées au rabais, sous la direction d'individus visant surtout à retenir partie des bénéfices et les ouvrières elles-mêmes en profitèrent fort peu.

D'ailleurs la réalité resta loin des promesses faites : « A l'époque des campagnes de Prusse Sa Majesté avait eu la pensée de répandre ses bienfaits sur les villes dont les manufactures languissaient. M. de Champagny, alors ministre

(1) Mémoire du maire d'Alençon au Préfet de l'Orne.

de l'Intérieur, avait proposé de faire exécuter à Alençon, pour une somme d'environ trois cent mille francs, des commandes importantes au nom de l'Impératrice, destinées à faire des présents aux cours étrangères. La paix survint et tout resta sans exécution ». (1) Les guerres recommencèrent bientôt après et la prospérité ne revint pas.

La politique napoléonienne retrécissait considérablement le marché ouvert jadis aux industries de luxe. Les voyages continuels de l'Empereur, son absence presque permanente de Paris, rendaient de plus en plus rares les fêtes aux Tuileries. L'étranger lui aussi cessa ses commandes en France. Toutes les cours d'Europe, jalouses de rivaliser de luxe avec Versailles, faisaient jadis de nombreux achats en France, les capitales de Prusse, d'Autriche et de Russie étaient des centres d'exportation très importants pour les dentelles normandes.

Les traités de Presbourg et de Tilsitt, ruinant l'Autriche et la Prusse, arrêtaient tout commerce avec elles. Même après la paix, le souvenir cuisant des défaites d'Austerlitz ou d'Iéna rendait odieux tout ce qui venait de France.

Les rapports commerciaux de la France et de la Russie diminuèrent aussi d'une façon très sensible. La principale cause en fut la perte considérable que subissait au change le rouble contre le franc. Le rouble, qui valait avant 1789 de trois francs vingt-cinq à trois francs trente de France, ne donnait plus sous l'Empire que un franc cinquante à un franc cinquante-cinq. Dans de pareilles conditions il était difficile aux négociants russes de faire de grosses commandes aux fabri-

(1) Mémoire du maire d'Alençon au Préfet de l'Orne.

cants français. Par le fait du change défavorable, les prix français se trouvaient majorés du double vis-à-vis des acheteurs russes. Le commerce des dentelles pâtit gravement de cet état de choses. Le nombre des gros fabricants, qui était de dix avant la Révolution, tomba alors à moins de cinq. Et encore, dans leurs bureaux, les commandes étaient-elles rares, par suite le travail peu actif.

Le maire d'Alençon faisait la triste constatation que la misère augmentait sans cesse dans la ville. Il l'écrivait dans une supplique adressée au ministre de l'Intérieur, par l'entremise du préfet, le 8 février 1812.

Sous l'Ancien régime, les usages des corporations d'arts et métiers imposaient aux compagnons l'obligation de ne changer de patron qu'après avoir obtenu un congé écrit de celui qui les employait, mais, avant la fin du XVIII^e siècle rien n'en déterminait la forme. A la veille de la Révolution, des lettres patentes du 12 septembre 1781 réglementèrent cette pratique et dotèrent les ouvriers d'un livret obligatoire sur lequel les patrons successifs inscrivaient les congés.

La Constituante, en supprimant les corporations, fit disparaître le livret ouvrier. L'indépendance des salariés vis-à-vis des patrons se trouva de ce fait considérablement augmentée. Les employeurs étaient privés de tout moyen de contrainte ; l'employé pouvait violer ses engagements, abandonner l'atelier sans avoir à obtenir de congé. De là de nombreuses plaintes dans le monde patronal, plaintes qui influencèrent le premier consul. La loi du 22 Germinal an XI rétablit le livret ouvrier obligatoire. Bonaparte voyait d'ailleurs dans cette institution un instrument de police excellent pour tenir en laisse les masses ouvrières des grandes villes. Aux ter-

mes de la loi tout ouvrier de manufacture devait être muni d'un livret délivré par l'administration, c'est-à-dire par le maire dans les localités ordinaires, par le préfet à Paris et à Lyon. Des pénalités sévères atteignaient tout contrevenant. Sur le livret étaient mentionnés les noms, lieu de naissance et signalement de l'employé. C'était donc un véritable passeport que l'ouvrier faisait viser dans toute localité où il cherchait du travail.

Le livret était en outre une arme donnée au patron contre l'ouvrier. Il devait en effet porter l'indication de tous les ateliers où l'ouvrier avait travaillé, les dates d'entrée et de sortie, les engagements contractés vis-à-vis de l'employeur, enfin les avances non remboursées reçues de celui-ci. Aucun patron ne pouvait engager un ouvrier dont le livret n'était pas à jour, c'est-à-dire ne portant pas l'acquit des obligations contractées à l'égard du précédent patron. Ces mesures semblèrent exorbitantes à la majorité des ouvriers, puisqu'elles permettaient à un patron de condamner au chômage un ouvrier endetté. Elles furent néanmoins appliquées immédiatement et rigoureusement dans les grands centres ; mais dans les petites villes et dans les campagnes quelques industries locales restèrent sans livret. Ce fut en particulier le cas des dentellières Alençonnaises. En 1812 elles n'étaient pas encore en règle avec la loi du 22 Germinal an XI. A cette époque, le ministre de l'Intérieur invitait le préfet de l'Orne à veiller à ce que toutes les ouvrières de la ville fussent munies d'un livret. Le 6 février de la même année, le maire d'Alençon, informé de cette mesure, écrivait au préfet :

« Je m'empresse de répondre à la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 3 de ce mois par laquelle vous

m'invitez à exiger que les ouvrières en Point d'Alençon se munissent comme les autres ouvrières du livret prescrit par l'arrêté du gouvernement du 9 Frimaire an XII.

« J'ignore quels sont les motifs de cette décision, mais la mesure me semble impraticable et je crois qu'on a fait une fausse application, tant de l'arrêté du gouvernement du 9 Frimaire an XII que de la loi du 22 Germinal an XI, d'après laquelle il a été pris ; qu'il suffit pour s'en convaincre de se reporter aux dispositions de cet arrêté.

« L'article premier porte que tout ouvrier travaillant en qualité de compagnon ou de garçon devra se munir d'un livret, il est prescrit par l'article deux d'indiquer sur le livret le nom de l'ouvrier, son âge, le lieu de sa naissance et le nom du maître chez lequel il travaille. En voulant assimiler les ouvrières en point d'Alençon aux autres ouvrières en général, on n'a pas réfléchi qu'il n'en était pas de ces ouvrières comme de ceux dont il est question dans l'arrêté précité, par les raisons que :

1° Ces ouvrières ne travaillent pas chez les fabricants.

2° Elles ne sont pas attachées à une fabrique plutôt qu'à une autre.

3° Elles se procurent du travail comme elles le peuvent dans tous les bureaux indistinctement, là où on veut bien leur en donner ; aujourd'hui elles travaillent pour un bureau, demain pour un autre. Elles peuvent même avoir à la fois des commandes pour des bureaux différents.

4° Enfin les formalités à remplir et les obligations imposées par la loi et l'arrêté précité aux autres ouvriers en général, travaillant en qualité de compagnons ou garçons et voyageant pour leur état dans les différents pays et villes de l'Em-

pire, ne peuvent être imposées à des ouvrières sédentaires qui ne travaillent point exclusivement pour telle ou telle fabrique.

« Au surplus, les circonstances sont rien moins que favorables pour soumettre ces ouvrières à des formalités qui, lors même qu'elles pourraient les remplir, exigeraient d'elles beaucoup de démarches, qui leur feraient perdre un temps précieux et les mettraient dans la nécessité d'acheter un livret. Il est reconnu que ces malheureuses femmes gagnent à peine de dix à quinze centimes par jour, un grand nombre n'ont pourtant pas d'autres ressources pour pourvoir à leurs besoins et cette ressource, si modique qu'elle soit, elles sont sur le point d'en être privées, puisque le commerce du point d'Alençon est tellement tombé que les fabricants, qui avaient continué jusqu'à ce moment de faire fabriquer pour procurer du travail à la classe indigente, n'attendent que la fin de l'hiver pour cesser entièrement de faire travailler ». (1)

Il semble bien que le gouvernement n'insista pas ; aucune mesure coercitive ne vint forcer les dentellières à se procurer des livrets. Le préfet avait d'ailleurs appuyé d'une note favorable la supplique du maire d'Alençon. Il écrivait au ministre : « D'après les renseignements donnés par le maire sur la situation dans laquelle se trouvent les ouvrières en point d'Alençon, sur le rapport de leur travail journalier, situation différente de celle des ouvrières travaillant en boutique ou en manufacture, je serais porté à croire que l'arrêté du gouvernement précité ne leur serait pas applicable et je pense à

(1) Archives du département de l'Orne.

cet égard que vous jugerez les observations de ce fonctionnaire susceptibles de fixer votre attention ». (1) Les dentellières avaient d'ailleurs perdu leur ancienne turbulence. Napoléon pouvait, sans danger pour l'Etat, laisser sommeiller à leur égard la surveillance policière qu'il exerçait sur l'ensemble des masses ouvrières.

Il ressort avant tout de cette correspondance qu'en 1812 la situation des dentellières ne s'était pas améliorée: La période de paix qui suivit le traité de Tilsitt fut trop courte pour ramener la prospérité dans l'industrie française. Certes les affirmations du maire d'Alençon sur la misère des ouvrières étaient sans doute pour les besoins de la cause, quelque peu exagérées. Mais il est cependant certain que la crise industrielle qui paralysa la France de 1813 à 1820 commençait déjà à faire sentir ses funestes effets.

Aux diverses expositions qui eurent lieu sous l'Empire, les fabricants d'Alençon s'efforcèrent de faire assez bonne figure. En 1806, à celle organisée aux Invalides, l'un d'eux obtint une médaille d'argent. La pièce qui mérita cette distinction était un tableau allégorique sur la prospérité de l'Empire. La description qu'en donnait l'annuaire de l'Orne montre dans ce travail plutôt un tour de force d'exécution qu'une œuvre bien conçue et bien ordonnée. Le code Napoléon, entouré des noms des principales Victoires, des faisceaux de lances faisant pendant à des gerbes de blé, l'aigle impérial serrant la foudre et auréolé d'une couronne d'étoiles, formaient un dessin d'ensembles quelque peu lourd et disparate. (2)

(1) Archives de l'Orne.

(2) Annuaire de l'Orne, année 1807.

La Restauration ne fut pas plus favorable que l'Empire à l'industrie dentellière. La France était affaiblie par vingt-cinq années de guerre. Des malheurs et des deuils vinrent en outre assombrir la cour du roi Louis XVIII. Le caractère un peu bourgeois de ce roi, les infirmités qui, durant tout son règne, le clouèrent sur un fauteuil, empêchaient les réunions brillantes qui sont un actif stimulant au développement des industries de luxe.

A l'avènement de Charles X, les dentelliers reprirent espoir. On se souvenait des folles dépenses du comte d'Artois à la cour de Louis XVI. Fervent passionné de l'Ancien Régime, le roi, espérait-on, rétablirait les antiques traditions et les somptueuses solennités de Versailles. L'apparat le plus pompeux succéderait aux mornes soirées intimes de Louis XVIII, les belles dentelles de France pourraient de nouveau briller de tout leur éclat aux fêtes des Tuileries.

Aussi, dès l'avènement du roi, deux fabricants d'Alençon s'empressèrent-ils de lui adresser une supplique. Les fêtes du couronnement étaient proches. Quelle meilleure occasion de stimuler leur industrie par d'importantes commandes ! Le préfet s'empressa de transmettre cette requête en l'appuyant d'une lettre pleine de détails sur la situation des dentellières au début du XIX^e siècle.

« Je me suis d'autant plus volontiers rendu à leur demande, écrivait-il, que la fabrique de point d'Alençon, qui était jadis renommée et qui occupait un nombre considérable d'ouvrières, est tombée dans un état de stagnation affligeant, stagnation qui a laissé sans occupation plus de cinq mille personnes ne vivant que du produit de leurs travaux dans la préparation du point.

« Son Altesse Royale, en passant dans cette ville, a fixé particulièrement ses regards sur cette fabrique et a promis à ceux qui la dirigeaient sa puissante protection. Il a témoigné ses vifs regrets d'avoir commandé à Bruxelles les dentelles de Madame la duchesse de Berry.

« J'ai plusieurs fois entretenu Monsieur le Ministre de l'Intérieur des souffrances qu'occasionnaient pour la classe ouvrière l'état actuel de cette fabrique. Je lui ai même envoyé deux échantillons de ses produits pour lui en faire remarquer la beauté, la finesse et surtout la solidité ; il est certain qu'en aucun lieu d'Europe on ne fabrique de dentelle aussi belle, d'un travail aussi élégant que celle d'Alençon.

« Il me semble que Sa Majesté pourrait ranimer cette branche précieuse de l'Industrie Française en lui témoignant sa bienveillance. A aucune époque sa sollicitude ne pourrait plus utilement se manifester qu'à celle de son Sacre, attendu impatiemment par tous ses fidèles sujets.

« Il ne s'agit point ici de l'intérêt que l'on peut témoigner à deux fabricants. Il est question principalement de faire jaillir une source abondante de prospérités pour ce département, d'encourager une fabrique qui fait honneur à l'industrie française et de procurer des moyens de subsistance à des milliers d'ouvrières qui languissent actuellement dans la misère ». (1)

Quelques jours plus tard, le Directeur de la Maison du Roi répondait qu'il lui serait agréable de satisfaire au désir des dentelliers ; mais qu'aucune disposition n'avait encore été prise concernant le Sacre. Il semble bien toutefois qu'il ne

(1) Archives de l'Orne.

perdit pas de vue leur demande, car les gravures de l'époque célébrant cette brillante cérémonie nous montrent les hauts dignitaires du royaume portant sur leurs habits de cour de splendides jabots en point d'Alençon (1).

En 1827, la municipalité d'Alençon tenta une manifestation destinée à attirer l'attention du Souverain sur l'industrie dentellière. Le 7 septembre, la Dauphine devait traverser le département de l'Orne. Les édiles de la ville décidèrent « qu'une corbeille lui serait offerte par douze jeunes filles et que la corbeille serait garnie en Point de France dût dentelle d'Alençon, le plus beau et du dessin le plus moderne qu'on pourrait trouver ». Les frais de cette corbeille s'élevèrent à seize cent quarante deux francs et un des marchands de dentelles fournit trois aunes de point d'Alençon. (2)

Sous la Restauration, plusieurs expositions eurent lieu au Louvre, des dentelles normandes y furent admirées et obtinrent des distinctions honorifiques en 1819, 1823 et 1827.

La Monarchie de Juillet porta peu d'intérêt à l'industrie dentellière. De très rares commandes vinrent stimuler l'activité ouvrière. Seules, quelques expositions parisiennes ou régionales permirent aux fabricants de faire admirer leurs travaux. Dans les expositions qui s'ouvrirent à Paris en 1834, 1839 et 1844, à Alençon en 1839, les dentelles exposées par M. d'Occagne obtinrent un brillant succès. Il appartenait à l'une des plus vieilles familles du pays où se fussent conservées sans défaillance les anciennes traditions du com-

(1) Voir les reproductions de ces gravures dans l'ouvrage de M. A. Lefébure, *Dentelles et Guipures*, p. 90.

(2) Délibération du Conseil municipal d'Alençon, 20 août 1827.

merce de la dentelle. Le premier dentellier qui porta ce nom apparaît sur les registres de l'état civil d'Alençon en 1620. Durant sept générations, la fabrique de dentelle se transmet de père en fils dans cette famille jusqu'à Philibert d'Occagne, lequel n'abandonna son entreprise qu'en 1855. Les d'Occagne possédaient à Alençon, rue de l'Abreuvoir, une cité ouvrière appelée le petit Versailles, où ils logeaient leurs ouvrières pour un loyer extrêmement modique. (1)

Le rapporteur de l'Exposition de 1844 rendait hommage non seulement à la valeur artistique des produits de ce fabricant, mais aussi au noble désintéressement dont il avait toujours fait preuve au cours des crises qu'avait traversées son industrie. « Cette maison, seule ou presque seule, durant la stagnation des affaires, avait eu le courage d'occuper à Alençon un certain nombre d'ouvrières en dentelles ». (2)

La lettre suivante, datée de janvier 1839, du Préfet de l'Orne au Directeur des douanes prouve combien, vers 1840, le commerce des dentelles était loin d'avoir retrouvé, même à l'étranger, son ancienne prospérité : « J'ai l'honneur de vous transmettre une réclamation qui vous a été adressée par M. Launay Céphas, ancien négociant, domicilié à Alençon, pour obtenir l'autorisation de faire rentrer en France divers coupons de dentelles dits points d'Alençon, qu'il a exportés et pour lesquels il n'a pu trouver de débouchés à l'étranger. M. Launay Céphas est connu pour avoir soutenu pendant longtemps la fabrique du Point d'Alençon, qui nourrissait une grande partie de la population. Il a fait des pertes

(1) De La Prade : *Le point de France et les centres dentelliers*.

(2) Despierres : *Histoire du point d'Alençon*, p. 149.

considérables en Russie. Ce sera justice lui rendre que de lui permettre de recouvrer des valeurs qui sont mortes pour lui depuis beaucoup d'années ». (1) Le Directeur des douanes fit droit à cette réclamation. Les négociants avaient donc beaucoup de mal à écouler leurs produits et souvent les commissionnaires chargés de les placer à l'étranger étaient obligés de les leur renvoyer pour compte.

Il faut attendre le second Empire pour retrouver l'industrie dentellière vraiment prospère. De 1851 à 1870, les dentelliers se crurent reportés aux beaux temps du XVII^e et XVIII^e siècles. Les Souverains firent maintes et maintes commandes dignes d'un Louis XIV ; la cour brillante des Tuileries et le luxe général des toilettes stimulé par l'Impératrice ouvraient aux industries féminines des débouchés fermés depuis longtemps.

Pour bien se figurer cette renaissance, il suffit de parcourir les rapports des expositions, qui sont comme le livre d'or de l'Industrie dentellière.

Dès 1851, à la première exposition universelle qui eut lieu à Londres, les dentelles à l'aiguille furent dignement représentées. « Les points d'Alençon étaient l'objet de l'attention générale ; ils brillaient entre tous par la richesse de leurs dessins, la régularité du réseau et la variété des jours ». (2) Entre toutes les pièces exposées était surtout remarquable un volant de quarante-huit centimètres de haut. Trente-six ouvrières avaient été occupées à le faire pendant plus de dix-huit mois. L'Empereur rendait hommage à la Beauté et à

(1) Archives du département de l'Orne.

(2) Félix Aubry, rapport sur l'Exposition Universelle de 1851.

la délicatesse du travail en le mettant deux ans après dans la corbeille de mariage de l'Impératrice.

Celle-ci, toujours attentive à stimuler les industries françaises, qu'il s'agisse des industries propres aux grandes villes, comme les soieries, ou des industries plutôt destinées à la campagne, comme les dentelles, eut l'idée d'organiser un concours entre tous les fabricants de dentelles françaises. Le *Journal d'Alençon*, rendant compte de ce concours, disait : « Les garnitures de robes, but du concours, devaient être l'une en point d'Alençon, l'autre en dentelle noire de Chantilly. Vingt-cinq concurrents avaient envoyé leurs dessins et échantillons. Sur le rapport d'une commission nommée pour en faire l'examen, Sa Majesté a commandé la garniture de robe à MM. Videcoq et Simon. On imaginerait difficilement un dessin à la fois de cette richesse, de cette légèreté, de cette originalité ; il figure des branches exotiques encadrant des bouquets d'impériale, motif heureusement ramené dans les volants, dans la berthe et dans la garniture des manches. Jusqu'au dernier moment, on avait douté de la possibilité de réaliser un pareil dessin et de rendre par le travail compliqué du point les beaux effets souhaités. Nos ouvrières ont répondu victorieusement à ces doutes injurieux ; cette garniture est le chef d'œuvre de la fabrique alençonnaise ; elle n'a jamais rien entrepris d'aussi considérable ni rien produit de plus achevé ; même dans les petites pièces elle n'avait pas encore approché de la perfection de ce travail, qu'il n'a pas fallu moins d'une année pour mener à bonne fin ». (1)

(1) *Journal d'Alençon*, année 1855.

Cette description quelque peu hyperbolique montre l'enthousiasme soulevé parmi les dentellières par de pareilles commandes. Ces ouvrières, si longtemps réduites au chômage et à la misère, voyaient enfin le travail affluer.

D'autres commandes furent faites par l'Empereur lors de la naissance du Prince Impérial. La robe, le manteau et le bonnet de baptême étaient en Alençon.

L'aristocratie suivit l'exemple des souverains. L'exposition de 1855 contenait deux garnitures de robes que des dames de la cour avaient achetées trente mille francs.

Peu de temps avant la guerre de 1870, l'Impératrice fit encore exécuter à Alençon une garniture de robe reproduite d'un dessin du XVIII^e siècle et copiant un modèle porté jadis par Madame de Pompadour. Malheureusement le 4 Septembre survint avant la fin de ce travail et la robe ne fut jamais livrée à l'Impératrice. Après la guerre une riche américaine en fit l'acquisition.

Sous le second Empire, le nombre des ouvrières s'était très rapidement accru. Nous avons vu après la Révolution une foule de femmes délaisser une industrie qui ne les faisait plus vivre. La broderie, beaucoup moins artistique, avait gagné en partie ce que perdait la dentelle. De 1820 à 1845, Alençon était devenu un centre assez important de fabrication de broderie sur tulle. A partir de 1851 beaucoup reprirent le parchemin et l'aiguille. De 1855 à 1870 on estime au moins à douze cents le nombre des femmes travaillant à demeure au point à l'aiguille et cela dans la seule ville d'Alençon. Les campagnes fournissaient un contingent encore plus considérable. Deux mille villageoises environ faisaient de la dentelle dans les cantons voisins. Les salaires, sans être très

élevés, étaient suffisamment rémunérateurs. Les dentellières gagnaient facilement de un franc cinquante à un franc soixante-quinze par jour.

Malheureusement cette prospérité ne dura que l'Empire. La guerre de 1870 suscita une baisse de la dentelle qui n'a fait que s'accroître. Les efforts tentés depuis quelques années ont pu seulement empêcher sa complète disparition.

Une statistique de l'année 1887 (1), portant sur la situation industrielle du département de l'Orne, donnait des renseignements peu encourageants. A Alençon il n'existait plus que trois bureaux distribuant du travail. Le nombre des ouvrières était tombé à quatre cents. Les fabricants avaient pourtant haussé leurs salaires : les dentellières gagnaient de un franc cinquante à deux francs pour dix heures de travail. L'enquête ajoutait en outre que l'état de la vente était mauvais, ce qui laissait peu d'espoir d'une reprise.

Aujourd'hui deux maisons seules ont continué de faire à Alençon le commerce du point. Le nombre des ouvrières qu'elles occupent est d'environ deux cents, groupées à Alençon ou dispersées dans les communes voisines de l'Orne et de la Sarthe. Le salaire qu'elles gagnent est retombé à ce qu'il était sous le second Empire. Une ouvrière gagne environ de dix à quinze centimes par heure, ce qui représente, pour un travail moyen de dix heures, de un franc à un franc cinquante par jour. C'est à peu près ce que gagnaient les ouvrières à la veille de la Révolution. Les salaires se sont accrus depuis cette époque dans une proportion générale très considérable. Celui des dentellières est demeuré station-

(1) Statistique du ministère du Commerce, année 1887.

nairé. Ce seul fait montre quelle crise terrible atteint leur industrie.

Aussi les fabricants ont-ils beaucoup de mal à recruter encore quelques jeunes ouvrières. Presque toutes celles qu'ils occupent sont vieilles et disparaissent sans être remplacées. Les rares jeunes filles qui se hasardent encore à apprendre ce métier, loin de payer comme jadis leur apprentissage, touchent au contraire des primes du fabricant qui les embauche.

Et pourtant les dentelles sont aussi parfaites que sous le second Empire. Les spécimens exposés aux diverses expositions internationales prouvent non seulement l'habileté des ouvrières, mais le goût parfait des dessins.

C'est donc à des causes extrinsèques qu'il faut attribuer la mévente des dentelles. Des mesures de protection et non des modifications dans les procédés de travail peuvent seules apporter remède à une aussi déplorable situation.

CHAPITRE QUATRIÈME

La Dentelle à l'Aiguille à Argentan

I

Avant 1789

La manufacture royale créée par Colbert en 1665 ne se contenta pas d'organiser autour d'Alençon la fabrication du point de France, elle voulut étendre son champ d'action dans toutes les régions où le travail de la dentelle se trouvait en honneur.

Durant les neuf années que la manufacture exerça son privilège, des bureaux furent fondés par elle à Argentan, au Mans, à Nogent-le-Rotrou et à Verneuil.

Cette création fut accueillie avec peu d'empressement par les habitants du Mans. Le maire et les échevins de la ville y firent une vive opposition, si bien que Colbert, châtiant leur mauvais vouloir, refusa une décharge d'impôt sollicitée par eux : « Je déclarai aux maire et échevins de la ville du Mans qu'ils seraient privés cette année du soulagement qu'ils

auraient pu espérer, attendu le peu d'affection qu'ils ont témoigné jusqu'ici pour l'établissement du bureau de la manufacture des Points de France ». (1) A Nogent-le-Rotrou et à Verneuil ils n'eurent pas meilleur succès.

Au contraire, le bureau fondé en 1665 à Argentan par le Directeur de la Manufacture acquit rapidement un développement très considérable et forma un centre de fabrication rival de celui d'Alençon.

Depuis longtemps les travaux à l'aiguille, broderies, points coupés, étaient en honneur dans cette ville. Une foire qui s'y tenait le lundi de la Pentecôte était le rendez-vous des marchands de ce genre d'ouvrage. Certains auteurs prétendent même que, dès le mois de novembre 1634, une dame de Falaise, Suzanne Filleul, avait implanté à Argentan une industrie qui ne donnait pas tout à fait la dentelle de Venise, mais qui en présentait une assez parfaite imitation.

Le bureau de la manufacture, trouvant un terrain préparé, s'organisa donc sans aucune peine à Argentan et le travail du Point de France fut prospère durant tout le XVII^e siècle.

Plusieurs maisons particulières succédèrent au bureau quand fut supprimée la manufacture ; tout porte à croire qu'elles firent d'excellentes affaires, car à la même époque l'atelier de dentelles ouvert par les sœurs hospitalières de l'Hôpital Saint-Louis obtint un plein succès.

Les règlements de 1649 et les statuts de 1679 avaient laissé à ces religieuses la liberté de faire le commerce au profit de

(1) Lettre de Colbert à l'intendant de la généralité du Mans.

leur communauté. Elles en profitèrent pour installer plusieurs ateliers et surtout une manufacture de dentelles et Points de France. Les gains considérables qu'elles réalisèrent de ce chef leur permirent de constituer sur l'Hôtel-Dieu un capital de vingt-deux mille livres et cela en moins de trente ans.

« Le profit de leur manufacture leur fournit en outre le moyen d'entreprendre et faire construire à leurs propres frais le grand bâtiment qui sert d'infirmière aux hommes et aux femmes avec les deux pavillons qui sont au bout vers le Nord ».

Nicolas Prouverre, l'auteur de qui nous tenons ces détails sur l'hôpital Saint-Louis d'Argentan, ajoute ces considérations générales, qui montrent le succès de l'industrie dentellière dans le reste de la ville :

« En ce temps-là, Dieu suscita une autre grâce en la ville, qui fut l'établissement de l'ouvrage de point que l'on nomme velin, qui a apporté tant d'utilité que très assurément les travaillants à ce bienfaisant ouvrage attirent plus d'argent que ce que la taille en pourrait enlever et ce qui a maintenu la ville et a empêché qu'elle ne soit demeurée la plus misérable de la province ». (1)

A la fin du XVII^e siècle, la crise violente que nous avons déjà constatée sévissant à Alençon atteignit gravement la ville d'Argentan. Le travail de la dentelle y disparut presque entièrement. Lorsqu'après la paix d'Utrecht le luxe et la prospérité refleurirent en France, il ne restait plus à Ar-

(1) Manuscrit de Nicolas Prouverre, sire de Bicheteaux, Bibliothèque d'Argentan.

gentan qu'un seul fabricant, du nom de Guyard. Ruiné par la guerre, il avait sollicité en 1708 un privilège royal qui lui avait été accordé par arrêt du 21 juillet 1708 :

« Sa Majesté lui permit l'établissement d'une fabrique de dentelles dans la ville d'Argentan et en tels autres lieux de la Généralité d'Alençon que bon lui semblerait, avec exemption de logement des gens de guerre, même dans les passages de troupes, pour la maison qui serait louée dans ladite ville d'Argentan ou achetée par ledit sieur Guyard pour servir de bureau à la dite fabrique et y faire la distribution des dessins, la réception et le paiement des dentelles fabriquées, à l'effet de quoi il sera mis sur la principale entrée un tableau aux armes du roi ».

Guyard avait établi comme directeur de sa fabrique un dessinateur habile, du nom de Montulay. Le même arrêt disposait à l'égard de ce dernier : « Qu'il serait exempt du paiement de tailles subsides et autres impositions qui seraient levées dans la ville d'Argentan, à l'exception de la capitation, pour laquelle il serait taxé d'office par les Commissaires départis dans la Généralité d'Alençon tant qu'il serait employé pour le travail de la dite fabrication de dentelles, pourvu qu'il n'ait point déjà été imposé à la taille et autres impositions, qu'il ne possédât aucuns biens dans ladite ville et qu'il n'y fit aucun trafic ni négoce ». (1)

De cette époque date le véritable succès des dentelles d'Argentan. Auparavant les dentelliers s'étaient contentés de reproduire du velin ou point d'Alençon, dentelle à réseau

(1) De La Prade, *Le point de France et les centres dentelliers*, p. 109.

hexagonal, très fin, très régulier, formé de points de brides sans picots. Montulay, dessinateur de Guyard, s'inspirant du point d'Angleterre déjà très prisé, imagina un réseau à grandes mailles, beaucoup plus simple que le réseau d'Alençon. Il substitua dans sa fabrication la bride tortillée à la bride bouclée. L'ouvrière, au lieu de faire sur le fil du tracé une succession de points de boutonnière, se contentait de la recouvrir d'un autre fil entortillé que l'on bouclait seulement une fois, à chaque angle de la maille. Cette modification, rendant le travail plus économique, propagea beaucoup les dentelles à grand réseau, qui prirent le nom de point d'Argentan, par opposition à celles à petit réseau, qui continuèrent à s'appeler velin ou point d'Alençon. Les plus belles dentelles que nous admirions aujourd'hui sont formées d'Alençon et d'Argentan combinés. Le relief du grand réseau fait admirablement ressortir la délicatesse du petit.

Quelques années plus tard, en 1714, une fabrique concurrente s'ouvrit à Argentan. Elle le fut par ce même Montulay, ancien gérant de Guyard, brouillé depuis avec lui. Dans une supplique au roi le nouveau fabricant expliquait les motifs de sa décision : « Il avait fait au mois de juin 1708 une société pour six années avec Mathieu Guyard, marchand mercier à Paris, et Louis Marescot, fabricant de point d'Alençon, pour établir dans la ville d'Argentan une manufacture de dentelles tenant du point de France et de la dentelle d'Angleterre dont il était l'inventeur... Les associés n'avaient aucunement participé à l'invention ni à la conduite des ouvrages, quoique l'arrêt du 24 juin 1708 eût été rendu sous le nom de Guyard comme inventeur de cette fabrique ; d'ailleurs le suppliant avait par lui-même les

fonds nécessaires pour soutenir et augmenter cette manufacture ». (1) Le 24 avril 1714, le roi conférait à cette seconde manufacture de point d'Argentan les mêmes privilèges et exemptions qu'à la première. Montulay n'eut pas cependant gain de cause sur toute la ligne. Il sollicitait du roi un privilège exclusif de fabrication. Cet avantage lui fut refusé. L'intendant d'Alençon faisait remarquer au roi à ce sujet : « A l'égard des filles que Montulay occupe il n'y en a qu'un petit nombre de la ville d'Argentan ; mais il en fait travailler plus de sept cents dans la campagne, ce qui ne laisse pas d'avoir son utilité pour leurs familles, quoique la plupart ne gagnent par jour que cinq à huit sols, tout au plus jusqu'à dix sols. Cela vient de ce que beaucoup de filles se sont attachées à ce travail et que ces points ne sont pas si chers qu'ils l'ont été. Il serait très dangereux d'accorder à Montulay seul le privilège d'une manufacture pour ces sortes d'ouvrages. Cet établissement causerait un grand préjudice au petit peuple parce qu'il ne donnerait que ce qu'il voudrait à ses ouvrières, au lieu que, lorsqu'il ne les satisfera pas, elles seront en état de travailler aux autres bureaux et de soulager leurs familles ». (2) Cette lettre nous indique quel était le salaire moyen d'une dentelière d'Argentan au début du XVIII^e siècle.

Guyard ne se tint pas pour battu. Dans une requête soumise au Bureau du Commerce le 14 décembre 1714, il suppliait le roi « que le sieur James, nommé au lieu et place du sieur Montulay pour la conduite de la fabrique de

(1) De La Prade, *Dentelles de France*, p. 110.

(2) *Ibidem*.

dentelles, jouisse avec sa famille de l'exemption des tailles, subsides et impositions qui se lèvent dans la ville d'Argentan ainsi et de la même manière que le dit Montulay et sa famille en ont joui ou dû jouir ». (1) Faveur qui lui fut accordée.

Les deux manufactures fonctionnèrent donc concurremment et il est probable que toutes deux prospérèrent. Le privilège octroyé à Montulay pour une durée de dix années fut successivement renouvelé en 1723 et 1733. Dans la requête présentée par lui à cette dernière échéance nous lisons : « La manufacture dans laquelle il a employé quatre à cinq cents ouvriers étant dans une réputation si favorable qu'il a eu l'honneur de faire les cravates et les collets de Sa Majesté, même celui dont elle s'est servie lors de son sacre, le drap de lit pour le mariage du Roi et en dernier lieu le tour de linge de Monseigneur le Dauphin, il espère que Sa Majesté voudra bien lui donner de nouvelles marques de sa protection en prorogeant en faveur de lui et de sa famille les exemptions et privilèges portés par les arrêts des 12 juillet 1708, 24 avril 1714 et 5 avril 1723 ». (2)

Du succès de la fabrique fondée par Montulay il ne faudrait point conclure que le roi retira sa faveur à celle de Guyard. Au contraire des mesures royales vinrent lui donner soutien et protection :

En 1725 il sollicitait du roi un prêt de douze mille livres. Cette somme fut avancée par le Trésor « au sieur Guyard, marchand faisant fabriquer des points de France, dentelles

(1) De La Prade, *Dentelles de France*, p. 110.

(2) *Ibidem*.

d'Angleterre et dentelles de soie et ce pour soutenir ses fabriques ». L'arrêt résumait dans les termes suivants les mérites divers de Guyard :

Ses ancêtres et lui font fabriquer depuis plus de cent ans dans les environs de Paris (1) des dentelles de soie noire et de fil blanc auxquelles il a donné tant de perfection depuis le voyage qu'il a fait à Gênes, en l'année 1705, par ordre de sa Majesté, pour s'instruire à fond de ce travail. Il imite aujourd'hui les plus fines dentelles de Gênes, d'Angleterre et de Malines ; il occupe à cet ouvrage plus de huit cents pauvres femmes et filles qu'il a fait instruire à ses dépens et auxquelles il avance les sommes nécessaires pour subvenir à leurs besoins. En l'année 1708 la fabrique des Points de France, établie dans la ville et aux environs d'Argentan, en Normandie, étant entièrement tombée, il entreprit non seulement de la rétablir, mais encore d'y faire fabriquer une nouvelle espèce de dentelles par lui imaginée qui tient des Points de France et des dentelles d'Angleterre ; en quoi ses soins ont été si utiles qu'il a relevé cette fabrique et que, outre six cents ouvrières qu'il occupe seul, cette manufacture est devenue très considérable et procure la subsistance à un grand nombre de familles ». (2) Ce rapport montre que l'autorité royale ne considérait pas Montulay comme unique inventeur du point d'Argentan ainsi que lui-même s'en faisait fort dans sa supplique du mois d'avril 1714.

L'année suivante, Guyard demandait au roi de transpor-

(1) Les Guyard faisaient fabriquer beaucoup de dentelles à Louvres-en-Parisis.

(2) De La Prade, *Dentelles de France*, page 117.

ter ses privilèges sur la tête de ses fils âgés de vingt-huit et vingt-six ans, « son grand âge et ses infirmités ne lui permettant plus de donner aux dites manufactures les mêmes soins qu'il a donnés jusqu'à présent et ayant élevé ses fils dès leur enfance dans les connaissances nécessaires pour la fabrique des dits ouvrages dans la vue de le remplacer et soutenir ces manufactures ». Ce transfert eut lieu par arrêt du 9 avril 1726.

Quinze ans plus tard, en 1741, une nouvelle manufacture se fonda à Argentan, et obtint un privilège royal avec dispense d'impôts. Elle appartenait à une dame Wyriot et était sous la direction d'un nommé Du Ponchel. En 1844 cette maison entra en guerre ouverte avec celle des Guyard, que dirigeaient alors Mademoiselle Saint-James et le sieur La Leu. Les deux manufactures s'accusaient de se débaucher réciproquement leurs ouvrières. La faute eût été de conséquences graves car, cette année, le travail abondait. De grosses commandes, faites à l'occasion du mariage du Dauphin, arrivaient à Argentan.

Le 19 septembre 1744, La Leu écrivait à l'intendant d'Alençon : « Je fournis la chambre du roi pour cette année par ordre du duc de Richelieu, j'ai aussi l'honneur de fournir la garde robe du roi par ordre du duc de la Rochefoucauld. Dans ce moment même, je fournis la dentelle pour le mariage du Dauphin ». (1) De son côté, du Ponchel déclarait : « qu'il avait à exécuter deux toilettes et leurs suites, nombre de bourgognes et leur suite, pour la Reine et aussi

(1) De Chennevières, *Notes d'un compilateur pour servir à l'histoire du point de France*, p. 4.

une cravate, tous ces objets devant être portés au mariage du Dauphin ». (1) L'intendant donna gain de cause à Du Ponchel et interdit aux autres fabricants de molester ses ouvrières.

Aux approches de la Révolution, plusieurs demandes de privilèges furent adressées au roi. Ainsi en 1763 les époux Malbiche de Boislaunay sollicitèrent pour leur établissement le titre de manufacture royale avec les exemptions ordinaires. Cette faveur leur fut refusée. En 1781 le sieur Gravelle Desvallées fit dans le même sens une tentative qui resta également infructueuse. A la fin du XVIII^e siècle il existait donc à Argentan trois manufactures de dentelles subventionnées par le pouvoir royal. En outre, le travail du Point était demeuré très prospère à l'hôpital Saint-Louis et l'on retrouve nombre de traités passés à cette époque entre la supérieure de l'hôpital et des apprenties auxquelles elle s'engage à apprendre le métier de dentellières. (2)

Les règnes de Louis XV et de Louis XVI furent en effet la période de vogue du point d'Argentan et l'ère de grande prospérité pour cette industrie dans la région. Onze à douze cents ouvrières étaient alors constamment occupées au travail de la dentelle, tant à Argentan que dans les paroisses voisines.

Les puissantes favorites qui se disputèrent le pouvoir sous le règne de Louis XV contribuèrent beaucoup à la vo-

(1) De Chennevières, *Notes d'un compilateur pour servir à l'histoire du point de France*, p. 4.

(2) *Ibidem*.

gue du point d'Argentan. Madame du Barry fut l'une de celles qui firent le plus pour le succès de cette dentelle. En 1772 un simple volant de point fut payé par elle plus de cinq mille livres. Le produit annuel de cette industrie atteignait facilement cinq cent mille livres.

Marie-Antoinette maintint en faveur la dentelle argentanaise ; elle la préférait de beaucoup au point d'Alençon qu'elle trouvait lourd et manquant de relief. Le jour de son couronnement, elle portait un voile en point d'Argentan qui a été reproduit depuis et figurait à l'exposition de 1878. La reine prisait comme motifs d'ornementation les fleurs : la tulipe, les œillets et par dessus tout les roses qu'elle aimait en guirlandes. L'exposition rétrospective de 1900 montrait dans ce genre un volant d'Argentan qui est un magnifique spécimen « du style le plus féminin et le plus charmant qu'on ait jamais pratiqué ». (1)

(1) Lefébure, rapport sur l'exposition rétrospective de dentelle, de 1900 p. 21.

Après 1789

En 1789 Argentan, comme Alençon, vit disparaître une industrie qui avait fait sa gloire et sa prospérité. La Révolution anéantit presque entièrement dans cette ville le commerce des dentelles. A tel point qu'une longue inaction fit perdre aux ouvrières argentanaïses le secret de leur art. Ce ne fut qu'en 1878 que des recherches très habiles et très minutieuses permirent de reconstituer le point d'Argentan.

Le travail de la dentelle cessa-t-il brusquement à l'époque de la Révolution ? De vieilles traditions semblent témoigner du contraire. Pendant la Terreur, les parentes des émigrés, demeurées en Normandie, auraient travaillé à la dentelle et les produits de leur industrie, expédiés en fraude à l'étranger, auraient fait vivre les proscrits. (1) Vraies ou fausses, ces légendes prouvent encore qu'une bourgeoise ne se croyait pas déshonorée pour faire de la dentelle. M. de Chennevières rapporte d'ailleurs que sur une liste de cent onze ouvrières, inscrites à la manufacture Guyard, se trouvaient les noms de plusieurs bonnes familles bourgeoises du comté d'Alençon. On peut toutefois affirmer qu'après 1789 la dentelle en temps qu'industrie disparut d'Argentan.

Napoléon I^{er}, de passage à Alençon, se prit d'enthousiasme, avons-nous vu, pour les belles dentelles que l'on confec-

(1) Abbé Leboulanger, *La dentelle d'Argentan*, p. 22.

tionnait dans cette ville. Il semble bien qu'Argentan n'eut point cet heureux sort et ne put sortir de l'oubli où la crise révolutionnaire l'avait plongé. Quelques spécimens de dentelles figurèrent sans grand succès à l'exposition de l'Industrie en 1808.

Plusieurs années auparavant, en 1803 et 1804, des tentatives infructueuses avaient eu lieu pour remettre à la mode les points de France à grand réseau qui se fabriquaient à Argentan. M. Bréard-Lalande, argentanais d'origine, fixé depuis longtemps à Paris, en était l'auteur. Il avait pensé intéresser à son œuvre la femme du premier consul. Dans ce but, sa cousine, Madame Levavasseur, fit confectionner par deux vieilles dentellières travaillant encore à Argentan, quelques jolis échantillons qui furent expédiés à Paris.

Le 10 thermidor au XI, Bréard-Lalande écrivait à Madame Levavasseur : « Je sors à l'instant, ma chère cousine, de chez l'orfèvre du premier consul, lequel m'a promis de m'introduire chez Madame Bonaparte lors de son retour de Belgique. Vous voyez qu'il me serait nécessaire d'avoir pour ce temps un assortiment de quelques pièces de beau point. Je vous invite donc à accélérer celui qui est en main et à m'avertir s'il s'en fait de plus haut et s'il serait possible d'en avoir à condition et enfin combien il faudra de temps pour la confection de quatre pièces ».

Déjà le 26 floral il avait expliqué le genre de dentelles qu'il désirait : « Je vous engage surtout à faire des dessins riches et légers et de la dentelle de différentes hauteurs, car avec un joli assortiment la vente est beaucoup plus facile ».

Enfin l'année suivante, le 13 frimaire an XII, il accusait

réception des dentelles commandées et son contentement prouve que les ouvrières argentanaïses n'avaient rien perdu de leur ancienne habileté. « J'ai reçu hier le carton que vous m'avez adressé renfermant les deux pièces de point et les échantillons. Demain, si j'ai quelques instants, je verrai M. Bienais, orfèvre du premier consul, et ferai en sorte d'en donner la vue, s'il est possible, à Madame Bonaparte. Quand je ne lui en vendrais pas, la beauté et la perfection de l'ouvrage la détermineraient peut-être à me faire une commande. C'est pourquoi j'attendrai quelques jours à donner de mes nouvelles afin de savoir le résultat de cette entreprise ». Le succès ne vint malheureusement pas confirmer ces espérances. Peut-être la future impératrice, portée, par son tempérament de créole, vers les blondes et les dentelles légères n'apprécia-t-elle pas le relief et la richesse du Point de France ? En tout cas, désespéré, Bréard-Lalande écrivait le 23 germinal : « Votre dernier envoi m'est parvenu bien conditionné, le travail et les dessins sont parfaitement réussis ; il est malheureux que la saison soit trop avancée pour la vente de ces objets et que l'on soit obligé de faire une si grande avance de fonds, donner ensuite un terme de trois mois à l'acheteur et courir les risques d'une faillite malheureusement trop multipliés aujourd'hui. Voilà les motifs qui m'empêchent de continuer cette entreprise ». (1) Aucune autre tentative ne fut faite pour réorganiser l'industrie dentellière à Argentan. L'Empire tomba. Les Bourbons revinrent au pouvoir sans prendre aucune mesure utile

(1) De Chennevières, *Notes d'un compilateur pour servir à l'histoire du point de France*.

à ce sujet. En 1830 mourait le dernier fabricant de dentelles, ce Gravelle Desvallées qui avait sollicité en vain de Louis XVI un privilège de manufacture royale. Avec justesse on aurait pu écrire sur sa tombe : (1)

Ci gît le dernier Fabricant .
Du célèbre point d'Argentan

En effet, durant les deux tiers du XIX^e siècle, personne ne s'occupa plus de cette industrie. Les vieilles ouvrières disparurent toutes, les unes après les autres, sans transmettre à personne leurs ingénieux procédés. En 1850 M. de Chennevières écrivait avec raison : « La manière de faire la bride picotée est entièrement perdue et pas une ouvrière normande n'est capable de faire du Point d'Argentan ». (2)

En 1874 des initiatives heureuses s'efforcèrent de reconquérir le secret perdu. Ces efforts intelligents furent couronnés de succès et Gustave Levavasseur pouvait, quelques années après, s'écrier :

Nos dentellières...
Aujourd'hui
Font encore, d'un doigt agile
.....
Glisser le fil dans la bride
Pour couvrir de fleurs le vide
Du réseau (3)

Messieurs Béchard, sous-préfet, et Lebouc, maire d'Argen-

(1) Abbé Leboulanger, *La dentelle d'Argentan*, p. 25.

(2) De Chennevières, *Notes d'un compilateur pour servir à l'histoire du point de France*.

(3) Poésie de Gustave Levavasseur, citée par J. Leboulanger.

tan, eurent l'honneur de cette initiative. Ils pensaient par là fournir du travail aux ouvrières pauvres de la région. Cette industrie d'art avait bénéficié d'un regain de succès dans la ville d'Alençon. C'était peu de temps après la fin de l'Empire. La dépréciation profonde dont souffrent actuellement les dentelles, ne s'était pas encore fait sentir ; on pouvait donc espérer que le travail affluerait dans les ateliers rouverts et réorganisés.

Le maire d'Argentan s'adresse à M. Lefébure, dont la maison jouissait déjà du haut renom qu'elle possède aujourd'hui. Il lui demandait de rechercher les procédés de fabrication sur d'anciennes dentelles conservées précieusement. Le sous-préfet ajoutait ses instances à celles du maire : « Monsieur le Maire et moi, lui écrivait-il, nous vous attendons avec impatience. Vous verrez mieux par vous-même ce qui peut être tenté et quelles sont les chances de réussite que pour ma part je crois sérieuses ». (1)

Cédant à d'aussi vives instances, M. Lefébure se rendait compte par lui-même qu'il était malheureusement impossible, en étudiant de vieilles dentelles, de retrouver la manière exacte de les fabriquer. Seul le canevas ou parchemin sur lequel se piquent les points du réseau permet de suivre pas à pas les différents mouvements exécutés par la dentellière et de refaire ainsi la dentelle.

Des recherches furent entreprises dans les maisons qui avaient servi de bureaux aux différentes manufactures, dans les papiers de famille des anciens dentelliers, avec l'espoir de retrouver quelque vieux parchemin vert sur le-

(1) Abbé Leboulanger, *La dentelle d'Argentan*, p. 30.

quel des ouvrières eussent travaillé. Elles ne donnèrent point de résultat immédiat, mais mirent sur le chemin d'une découverte intéressante.

L'hôpital Saint Thomas possédait une riche collection de dentelles, collection d'ailleurs tout à fait inappréciée. L'hôpital en avait déjà troqué une partie pour de la lingerie. On apprit qu'en 1864 les religieuses avaient découvert dans un grenier quantité de vieux parchemins qui depuis étaient conservés par l'économe. M. Lefébure se rendit donc à l'hôpital et examina ces parchemins. Beaucoup étaient sans grande utilité, mais l'un contenait des indications très précieuses. C'était un ancien patron auquel adhérait encore un fragment de dentelle commencée. Il suffisait d'analyser les différents points composant cette ébauche et de les reproduire ensuite pour retrouver le secret du Point d'Argentan.

De retour à Paris, M. Lefébure confia le canevas à l'une de ses meilleures ouvrières en point d'Alençon, Mademoiselle Hamel, qui travaillait alors chez les religieuses de la Providence, à Saint-Maur-les-Fossés. Quelques jours après, le fabricant écrivait : « Je vous amène ma meilleure dentelière. Nous avons étudié ensemble les anciens réseaux, je ne doute pas qu'à force de patientes recherches, elle ne soit bientôt en mesure de les reproduire exactement ». (1) En effet, après de minutieuses analyses, de nombreux tâtonnements et essais d'abord infructueux, l'ouvrière parvint à refaire du point de France à grand réseau.

Peu de mois plus tard, un atelier de dentelles s'ouvrait à l'orphelinat des Bénédictines de Saint-Jacques d'Argentan.

(1) Abbé Leboulanger, *La dentelle d'Argentan*, p. 31.

Mademoiselle Hamel en était directrice. Les jeunes apprenties furent d'abord initiées par elle au travail du point d'Alençon, puis elle leur apprit la fabrication du Point d'Argentan. Gustave Levavasseur disait à L'Association Normande réunie à Argentan en 1880 : « Mademoiselle Hamel est venue se fixer à Argentan chez les Bénédictines de Saint-Jacques, où elle dirige un atelier dont le noyau est formé de jeunes filles de l'Orphelinat attaché à l'établissement. Elle occupe quarante ouvrières qui font exactement le Point d'Argentan tel qu'il était fabriqué jadis et par les mêmes procédés ». (1) Dès 1878, c'est-à-dire très peu de temps après la réorganisation du travail, figuraient à l'exposition universelle de très beaux spécimens de dentelles d'Argentan. L'atelier avait pour cette circonstance reproduit le voile que portait Marie-Antoinette le jour de son sacre.

Les ouvrières ne se sont pas d'ailleurs confinées dans la fabrication exclusive du point d'Argentan. Les autres dentelles à l'aiguille y sont aussi en honneur. On y pratique avec succès le point d'Alençon, le point de France (2), le point Colbert (3). C'est ainsi que les Bénédictines d'Argentan travaillèrent, concurremment avec l'atelier de Bayeux, à la confection d'un rochet offert au pape Léon XIII. Cette pièce tout à fait remarquable est formée d'un mélange de point d'Argentan et de point de France. Sur un fond de grand réseau

(1) Annuaire de l'Association Normande 1880.

(2) Le mot point de France ne désigne plus comme au XVII^e siècle toutes les dentelles à l'aiguille faites en France mais un point spécial à très grand réseau différent de l'Argentan et de l'Alençon.

(3) Le point Colbert est une dentelle sans réseau assez semblable à l'ancien point de Venise.

picoté, ressortent les armes des principales villes de Normandie. Des guirlandes et des arabesques s'enroulent gracieusement, formant encadrement autour des médaillons. De place en place, des semis de fin réseau font admirablement ressortir la délicatesse et le relief de l'ensemble du dessin.

Ces dentelles remportèrent encore un très grand succès à l'exposition universelle de 1900, où elles obtinrent une médaille. « La vitrine de M. Lefébure offrait de très beaux spécimens des différentes dentelles à l'aiguille qu'il fabrique en Normandie, parmi lesquels le pont d'Alençon tient toujours la première place. D'abord une berthe en point d'Argentan, d'un dessin artistique et d'un travail irréprochable. C'est un genre de dentelles où M. Lefébure excelle. Puis un volant en point d'Alençon à fond diamanté, le dessin est finement interprété, les jours sont très travaillés ; peut-être ce fond diamanté donne-t-il à l'ensemble du volant un aspect un peu lourd ? Un éventail, des bandes en point d'Alençon et en point Colbert complètent l'ensemble des dentelles à l'aiguille ». (1)

Malheureusement l'état lamentable dans lequel languit l'industrie dentellière depuis 1870 n'a pas permis à cet atelier d'Argentan de prendre tous les développements qui lui eussent permis d'être utile aux classes laborieuses. Il fait travailler aujourd'hui de soixante-dix à quatre-vingts ouvrières prises soit dans la ville, soit dans les campagnes voisines. Comme à Alençon, presque toutes sont vieilles et travaillent

(1) Hénou, Rapport sur l'exposition de dentelles 1900.

à la dentelle depuis plus de vingt ans. Fort peu de jeunes filles consentent à se lancer dans une industrie qu'elles considèrent comme peu sûre. L'apprentissage y est très long ; il dure au moins deux ans, minimes sont les salaires. Les dentellières gagnent de quinze à vingt-cinq centimes l'heure, rarement trente centimes. C'est à peu près le tarif des ménagères dans les petites villes de province. Sans le zèle infatigable et les efforts persévérants des Bénédictines de Saint-Jacques, secondées par leur actif et intelligent aumônier, M. l'abbé Leboulanger, il est probable que déjà le point d'Argentan, si difficilement retrouvé, aurait de nouveau disparu.

CHAPITRE CINQUIÈME

La Dentelle à l'Aiguille à Bayeux

Vers le milieu du XIX^e siècle, un nouveau centre de fabrication de dentelles à l'aiguille s'est formé en Normandie. A Bayeux, une centaine d'ouvrières s'emploient à la confection des points comme à Alençon et à Argentan.

Cette ville était surtout célèbre par ses dentelles au fuseau. Aubry estimait à soixante mille le nombre des dentellières dans la région bayeusaine. Les Chantilly avaient depuis longtemps disparu de la région parisienne et avaient émigré dans le Calvados. M. Lefébure dirigeait une importante manufacture de ces dentelles quand le succès inespéré obtenu par les dentelles à l'aiguille au début du second Empire lui suggéra de former ses meilleures ouvrières à ce genre de travail. Les premières dentelles sorties de son atelier furent exposées à Londres en 1851. Au premier rang figurait une magnifique écharpe en point d'Alençon.

Les ouvrières de Bayeux prirent une part très active, en collaboration avec celles d'Argentan, à la fabrication du rochet qui fut offert au pape Léon XIII en 1887.

Mais Bayeux est surtout célèbre par la résurrection de

l'ancien point de Venise, tel qu'on le fabriquait en Italie à la fin du XVI^e siècle. Il consistait en rinceaux très épanouis, à reliefs accentués, reliés entre eux non par un réseau, mais par des brides picotées jetées négligemment d'un motif à un autre. Colbert ne put acclimater en France la fabrication de ces dentelles. Le génie plus délicat des dentellières normandes affina ces dessins et amena insensiblement les dentelliers aux points d'Alençon et d'Argentan avec leurs ornements légères et leurs fins réseaux. Nous avons noté les étapes de cette évolution.

La dentelle de Venise, dont la richesse pouvait paraître un peu lourde, ressortait cependant admirablement sur un transparent foncé et se prêtait ainsi aux meilleurs effets. Une étude minutieuse permit de retrouver tous les secrets de sa fabrication. Copiée par des dentellières habiles, elle obtint sous le second Empire une vogue très grande. Baptisée du nom de point Colbert, elle est aujourd'hui fabriquée en Normandie concurremment avec les dentelles d'Alençon et d'Argentan.

Que l'on envisage l'industrie de la dentelle à l'aiguille dans n'importe lequel de ses centres, Alençon, Argentan ou Bayeux, on arrive nécessairement à cette conclusion déplorable : elle souffre d'une crise qui compromet son existence même. Le nombre des ouvrières diminue de jour en jour. Aujourd'hui elles ne sont plus qu'un petit noyau de vieilles. Demain aucune normande ne saura plus piquer l'aiguille sur le parchemin vert. Si l'on veut perpétuer cet art délicieux dans nos campagnes françaises, il faut chercher les causes du mal dont il souffre et le plus promptement y porter remède.

DEUXIÈME PARTIE

LES CAUSES

DE LA

CRISE DENTELLIÈRE

Les Remèdes



La grave question de la crise industrielle des dentelles à la main a été étudiée dans le Congrès international pour la protection de la Propriété industrielle tenu à Bruxelles en 1910. Dans la séance spéciale consacrée aux dentelles, M. Lefébure fit un remarquable rapport où il démontra le marasme dans lequel déclinait cette industrie depuis quelque trente ans.

« La crise que subit la dentelle, y disait-il, est indéniable, mondiale, unique dans les industries de luxe. Si l'on veut régénérer la dentelle, il est nécessaire de prendre dans le monde entier des mesures utiles pour combattre cette crise et en détruire les causes.

A la prospérité de la dentelle, en effet, est liée une question primordiale qui en est la conséquence, c'est la question des salaires féminins. Le meilleur et peut-être le seul moyen de relever d'une façon vraiment utile ces salaires dans l'industrie qui nous occupe est de rendre à la dentelle la place d'honneur qu'elle occupait et qu'elle a le droit d'occuper dans l'ornement du costume féminin et dans la décoration intérieure de nos maisons.

Le luxe en général n'a peut-être jamais été aussi effréné et aussi répandu qu'à notre époque. L'argent est abondant et on ne peut pas dire que les classes riches recherchent l'éco-

nomie dans la toilette et dans l'ameublement. Pourtant la crise de la dentelle est certaine. Elle a commencé vers 1870, allant progressivement et mathématiquement en s'aggravant, depuis cinquante ans, sans qu'on ait pu réagir, parce que, depuis cette époque, on a négligé de prendre certaines mesures radicales mais nécessaires qui, seules, pouvaient défendre et sauver cette industrie.

Si, depuis cette date, on suit l'histoire de la dentelle à travers toutes les manifestations publiques qu'ont créées les Expositions internationales, si l'on fouille les rapports qu'elles ont suscités, on ne peut nier qu'au point de vue du progrès, de la qualité artistique et intrinsèque et même de l'économie de la fabrication par la division du travail, de multiples efforts ont été faits et que cette industrie n'est pas restée plus en arrière du progrès que les autres industries de luxe qui l'entourent. Il en résulte qu'elle n'est pas personnellement responsable de la situation qu'elle subit. Au contraire on peut et on doit s'étonner que la multitude des efforts faits autour d'elle; soit pour la soutenir, soit pour l'encourager, soient restés si peu productifs et que, malgré ces efforts, nous soyions encore aujourd'hui réduits à parler de la baisse des dentelles.

Cette crise est en second lieu mondiale. Nul pays ne peut vraiment se vanter d'y avoir échappé. Nulle part on n'a complètement réussi à détourner la tourmente qui s'est abattue sur cette industrie d'art manuel. Les dentelles les plus belles, les plus riches; les plus fines, ont été les premières atteintes, mais peu à peu les dentelles ordinaires ont subi aussi de terribles secousses.

Du nord au midi du continent, des milliers d'ouvrières ont

été privées de salutaires salaires, si nécessaires dans les pays où le travail à domicile est un bienfait social. De tous côtés on n'ose plus former de ces merveilleuses ouvrières, parce que l'on ne sait plus où écouler leurs produits. Il y a des pays où des femmes du monde se font vendeuses et colporteuses de dentelles pour assurer du travail aux pauvres femmes de leur voisinage.

Nul ne peut non plus contester l'universalité de la crise. La preuve même en est dans l'universalité des efforts faits depuis cinquante ans dans tous les centres dentelliers qui s'appellent la Belgique, l'Italie, l'Autriche, l'Angleterre et la France. Il serait trop long d'énumérer et de détailler ces efforts, mais tous ceux qui ont suivi de près l'histoire de la dentelle moderne savent que, dans tous les pays, la protection et la défense de l'industrie dentellière ont été l'une des préoccupations constantes de l'initiative privée, soutenue par tous les gouvernements, sans que cependant on ait pu obtenir les résultats nécessaires.

Cette crise de la dentelle est, enfin, une crise unique dans les industries de luxe et c'est là un des traits caractéristiques de la question.

Il ne peut, sans cause spéciale, y avoir de différence caractéristique entre telle ou telle manifestation industrielle ou artistique. Les progrès mécaniques ou chimiques accomplis depuis un demi siècle et qui tendent, sous toutes les formes, à démocratiser les industries d'art et de luxe, ont été les mêmes et se sont produits dans les mêmes proportions pour toutes les industries, qu'elles s'appellent la bijouterie, l'orfèvrerie, la tapisserie, la sculpture ou le bronze. Les mœurs se sont transformées dans les mêmes conditions. La copie,

par un procédé d'imitation, produisant l'illusion de la richesse, a sévi contre toutes ces industries et cependant ne les a pas tuées et n'a pas créé pour elles, jusqu'à présent, une crise mondiale comme celle que subit la dentelle. »

Il y a donc là un point d'interrogation à poser et n'est-ce pas un fait extraordinaire que la dentelle toute seule souffre d'un mal spécial ignoré jusqu'ici des autres industries ?

A cette situation on peut trouver diverses causes :

1° La concurrence déloyale faite aux dentelles à la main par les dentelles mécaniques et l'absence de toute délimitation commerciale entre ces deux sortes de produits.

2° Les entraves nombreuses apportées de nos jours à l'apprentissage de la dentelle et la bassesse des salaires.

3° Enfin, et surtout, l'indifférence absolue que témoigne aujourd'hui la haute société française à l'égard des très belles dentelles, le nombre prodigieux de fausses vieilles dentelles répandues sur le marché, qui décourage les amateurs consciencieux.

Il serait donc intéressant, après être arrivé à cette conclusion que l'industrie des Points à l'aiguille se meurt en Normandie, d'étudier ces différents faits et de noter les mesures pratiques susceptibles d'y remédier.

CHAPITRE SIXIÈME

Les Dentelles Mécaniques

I

Histoire de la Fabrication Mécanique de la Dentelle

L'industrie de la dentelle mécanique est peut-être l'un des plus beaux triomphes de la machine au XIX^e siècle. Les fabricants sont arrivés aujourd'hui, par un jeu habile de mécanismes, à reproduire en quelques jours des centaines de mètres de dentelles qui auraient nécessité le travail de plusieurs vies de dentellières à la main. Les métiers mécaniques livrent actuellement des dentelles, certes très inférieures en solidité et en durée aux dentelles à la main, mais qui semblent, au premier aspect, d'un travail aussi délicat et d'un fini aussi parfait. L'expérience et le doigté d'experts professionnels sont nécessaires pour les distinguer à première vue. Tandis que la dentellière confectionne de petits morceaux d'un décimètre carré tout au plus, réunis ensuite par la rattachouse, la machine produit d'un seul jet d'immenses pièces de tulle, rehaussées de semis et de ramages, capables

d'envelopper d'un unique morceau une robe entière de dame.

Cette industrie de la dentelle mécanique, très prospère aujourd'hui, est vieille d'un peu plus d'un siècle. Le premier métier à dentelle fut construit par un nommé Hammond, ouvrier bonnetier. (1) En perfectionnant l'ancien métier à bas, il parvint à fabriquer du tulle uni. Ce premier pas fut fait en 1768, mais le résultat immédiat fut médiocre, la nouvelle invention resta sans grande utilité pratique pendant plus d'un quart de siècle. Ce n'est qu'en 1809 que deux ouvriers anglais, Heathcoat et Ludley, apportèrent de nouvelles modifications au métier à bas et le nommèrent métier « hobin ». Ces travaux firent progresser l'industrie du tulle mécanique. Elle demeura d'ailleurs pendant longtemps monopolisée par les industriels anglais.

Seule, en France, Nîmes fabriquait, dès 1802, du tulle uni. Un ouvrier de la ville avait imaginé un métier dont le tulle était à mailles carrées. Des ouvrières habitant surtout le département du Rhône brodaient ensuite à la main ces tulles de soie. L'Espagne les achetait presque tous comme blondes de Catalogne. Mais cette industrie était toute embryonnaire et ses produits bien inférieurs à ceux d'Angleterre. Les fabricants d'Outre-Manche cachaient jalousement le secret de leur invention. L'exportation des machines était punie de bannissement et même de mort. Le Blocus continental battait alors son plein. Les sévères prohibitions édictées par l'Empereur, de Berlin, de Milan et de Fontaine-

(1) Voir pour plus de détails sur l'industrie de la dentelle mécanique l'ouvrage de Henri Hénou : *L'industrie des tulles et des dentelles dans le Pas-de-Calais*.

bleau visaient machines et produits. Toute tentative d'importation anglaise était sévèrement réprimée. Les tulles mécaniques tombèrent sous l'interdit général.

Leur rareté fut même une cause de leur vogue. Les grandes dames de la cour aimaient à se parer de ces fins tissus achetés en cachette au poids de l'or. L'Impératrice Marie-Louise soutenait et encourageait elle-même secrètement les hardis contrebandiers qui lui procuraient du tulle mécanique à la barbe des policiers de l'Empereur.

Après 1815, l'ostracisme frappant les produits anglais disparut. Les mesures draconiennes prises d'autre part en Angleterre pour entraver l'exportation des machines se relâchèrent peu à peu. Des métiers furent apportés pièce par pièce à Lyon où une première fabrique se fonda. De la Restauration date donc, à proprement parler, la dentelle mécanique française.

En 1817, Saint-Pierre-lès-Calais vit s'ouvrir une nouvelle manufacture beaucoup plus importante que celle de Lyon. Quoique montée avec les meilleurs métiers anglais, les résultats qu'elle donna furent loin d'être parfaits. Malgré la fièvre avec laquelle les fabricants perfectionnaient leur matériel, les tulles mécaniques n'arrivaient point à égaler les dentelles à la main les moins fines. Produire un tulle uniforme sur toute la largeur du métier paraissait à cette époque la seule ambition des inventeurs. L'ouvrière taillait ensuite dans ces larges bandes la pièce qu'elle désirait et obtenait ainsi une robe, un volant, un voile, tantôt uni, tantôt rehaussé de broderies à la main.

Un progrès déjà sensible permit de confectionner des bandes de tulle de largeur inégale, mais la dentelle imitation

date vraiment du jour où d'habiles combinaisons permirent aux fabricants d'unir dans une même pièce du tulle clair avec un tissu plus épais formant fleurs, feuilles ou arabesques. Des constructeurs ingénieux adaptèrent, en effet, à l'ancien métier à dentelle le système Jacquart. Employant ainsi simultanément des fils de différentes grosseurs ils obtinrent des tulles brochés imitant bien la dentelle. Au début, le contour de ces dessins était accentué par des fils passés à la main. On possède de cette époque (1835-1840) des imitations de Chantilly qui sont assez parfaites.

Depuis lors le nombre des manufactures de dentelles mécaniques s'est accru rapidement. Le faubourg de Saint-Pierre-lès-Calais, jadis petite bourgade de quelques centaines d'âmes, est devenu une vaste agglomération ouvrière, pleine du bruit des machines et du ronflement des métiers. Sa population de quarante six mille ouvriers en fait un centre presque aussi important que la ville de Calais elle-même. On raconte à ce sujet qu'au début les dentelliers avaient élu domicile dans la ville même. Les habitants, obsédés du bruit croissant des machines, les auraient obligés à émigrer dans le faubourg.

Lyon se laissa difficilement distancer et suivit de près le développement croissant des usines du Nord. Entre temps, d'autres fabriques de dentelles se fondèrent à Cambrai, à Caudry, à Saint-Quentin, à Grand-Couronne près Rouen.

Des centres importants se formèrent aussi à l'étranger. Nottingham en Angleterre, Saint-Gall en Suisse, Plauen en Allemagne, sont les principaux.

Les mécaniciens français devinrent rapidement aussi habiles que leurs rivaux d'Angleterre dans la construction des

métiers à dentelle. Mais cette industrie est toujours demeurée tributaire des filatures anglaises. Les fils de lin ou de soie, d'un prix de revient trop élevé pour être utilisés dans ces dentelles bon marché, furent dès le début remplacés par des fils de coton extrêmement fins. Dans ce genre de travail l'industrie anglaise possède une supériorité incontestée. Aussi l'histoire douanière du XIX^e siècle est-elle pleine des réclamations des dentelliers français demandant le dégrèvement des filés anglais.

La production des métiers mécaniques était d'abord assez lente. Elle fut plus que décuplée par la substitution du mouvement rotatif au mouvement alternatif jusque là adopté. Les moteurs à vapeur remplacèrent aussi très avantageusement les anciens systèmes à pédale.

A Saint-Gall, les dentelliers suisses imitent les produits à la main par un procédé chimique très ingénieux. Ils utilisent la machine à broder et reproduisent avec des fils de coton des dessins sur un tissu de laine préexistant. Ils trempent ensuite la broderie obtenue dans une solution alcaline. Ce liquide a pour propriété de brûler les fibres animales sans attaquer les fibres végétales. A la sortie du bain il ne reste qu'un tissu aérien, une broderie sans fond qui imite parfaitement les belles dentelles. Ce procédé chimique est aussi très utilisé en Saxe.

Aujourd'hui les dentelles mécaniques représentent annuellement, tant en France qu'à l'Etranger, une valeur de deux cents millions de francs. La région de Calais s'inscrit à elle seule dans ce total pour une quote part variant de cinquante à quatre-vingts millions. Ce chiffre considérable d'affaires ne nécessite pourtant que quinze à dix huit cents mé-

tiers et sept à huit mille ouvrières. Pour accumuler un pareil stock de marchandises avec les dentellières à la main, il faudrait occuper au moins deux cents à deux cent cinquante mille ouvrières travaillant sans discontinuer.

Cette simple comparaison montre qu'il serait impossible, absurde même, de songer à supprimer aujourd'hui la dentelle mécanique. Dans toute une branche de la consommation elle règne et régnera toujours en maîtresse. Les fabricants ont beaucoup perfectionné leurs dessins et ils arrivent à fournir des produits qui, vus à distance, peuvent faire croire à des dentelles à la main. Ces diverses dentelles courantes si répandues actuellement, rideaux, stores, voilettes de tout genre, sortent des ateliers mécaniques. La production courante et bon marché est à jamais fermée au travail à la main. Les dentelles mécaniques tendent même à supplanter la dentelle à la main comme industrie de grand luxe et nombre de points qui sont vendus, surtout en Amérique, comme faits à la main ont été entièrement fabriqués par un métier mécanique.

Pourquoi crier au désastre ? La dentelle mécanique est-elle arrivée à un degré de perfection qui la fait rivaliser en finesse et en beauté avec la dentelle à la main ? Peut-elle, en outre, être livrée à un bas prix qui défie toute comparaison avec cette dernière ? Qu'en conclure sinon que la dentelle à la main est une industrie irrévocablement condamnée à disparaître à brève échéance. Elle suit la grande évolution de tout le travail moderne qui va de l'atelier vers l'usine, du travail manuel au travail mécanique.

Bien fou celui qui voudrait ressusciter de nos jours la fileuse d'antan ou le forgeron d'autrefois dont l'agilité du pied

ou la force du bras étaient les seuls moteurs. Les filatures et les forges mécaniques sont un progrès énorme qui a peut-être suscité bien des misères, mais sur lequel il est impossible de revenir aujourd'hui. Tous les petits métiers manuels tendent de même à disparaître. Les cloutiers qui étaient légion dans les campagnes de Basse-Normandie diminuent sensiblement. Les tisserands à la main ne sont plus qu'en nombre insignifiant. L'horlogerie fabriquée l'hiver par les paysans du Jura ou des Vosges se voit supplantée par les produits à la machine venant d'Amérique. Même dans certains métiers où le travail manuel paraissait jusque-là seul possible, tels la menuiserie et l'ébénisterie, la machine commence une concurrence terrible. Au milieu des régions forestières se créent de vastes usines qui fabriquent par centaines les pièces les plus diverses, portes, fenêtres, tables, chaises, lesquelles sont ensuite expédiées dans les grands centres prêtes à placer. Le vieux moulin à vent ou à eau est presque devenu une pièce archéologique remplacé partout par ces énormes minoteries qui attirent les grains de la plaine dans le voisinage des villes.

Pourquoi n'en serait-il pas de même de la dentelle ? La dentelle mécanique remplacerait économiquement la dentelle à la main. Non ! La dentellière n'a pas vécu comme ont vécu le tisserand, le cloutier, l'horloger, voire même le menuisier, parce que la dentellière est une artiste et que là où l'art est en jeu la machine impuissante ne peut se substituer à l'homme : « Toute chose d'art exécutée mécaniquement cesse d'être une chose d'art ». (1) Le mobilier courant peut

(1) Marcel Prévost, *Frédérique*, p. 221.

se fabriquer à la machine, les meubles d'art resteront l'œuvre de l'ébéniste. La photographie n'a pu faire disparaître la peinture, le verre taillé supplanter le diamant. De même « la dentelle à la main surpassera toujours les dentelles mécaniques ». (1) « La machine, si habile qu'elle soit, porte en elle-même un vice de constitution qui la rend rebelle à la production artistique. L'art est absent de ce qu'elle fait parce que le calcul y remplace l'effort et l'émotion. On ne sent pas derrière cette main de fer vibrer une intelligence personnelle ; une régularité mathématique remplace ces hésitations qui trahissent l'effort surtout d'une main de femme ». (2)

Aussi, malgré la ressemblance des deux types de dentelle, un connaisseur distinguera-t-il toujours une dentelle véritable d'une fausse à des indices infaillibles. Un acheteur aux aguets reconnaîtra plus facilement une vraie dentelle qu'un vrai diamant ou qu'une vraie perle. Un examen attentif révèle des caractères distinctifs qui rendent le doute impossible.

La dentelle mécanique est d'un dessin moins sobre, plus chargé que les dentelles à la main ; les parties estompées y sont beaucoup plus épaisses ; la répétition des mêmes motifs beaucoup plus fréquente. (3)

La régularité parfaite est un des traits caractéristiques de la dentelle mécanique : « La machine donne aux dentelles

(1) Jules Simon, *L'Ourrière*.

(2) Lefébure, *Dentelles et Guipures*, p. 277.

(3) Il faut cependant faire exception à cet égard pour les dentelles Louis XVI qui se caractérisent par la répétition perpétuelle des mêmes motifs.

une correction absolue mais affreusement monotone ; s'il se produit un léger défaut on le retrouve méthodiquement répété d'un bout à l'autre de la pièce. Le tissage et le brochage de la machine forment, dans l'intérieur des fleurs, des tissus serrés et épais qui n'ont jamais la transparence et le modelé des fonds obtenus à l'aiguille. Les dentelles véritables sont irrégulières d'une irrégularité charmante où l'on sent l'effort et l'hésitation de la main, hésitation que l'on retrouve aussi dans la ciselure, la gravure ou la sculpture du bois ou du métal ». (1)

La dentelle à l'aiguille, comme nous l'avons montré au début de cette étude, se fabrique par morceaux irréguliers, de grandeur variable, aux contours plus ou moins sinueux. La rattacheuse les réunit d'une couture imperceptible et forme la pièce désirée. Les dentelles mécaniques au contraire se font d'un seul jet en bande ayant jusqu'à onze mètres de longueur avec certains métiers. Un œil attentif arrive souvent à repérer les points de suture dans la dentelle à la main, chose qu'il ne peut faire avec la dentelle mécanique.

Le toucher fournit de son côté des indications très utiles. La dentelle mécanique est dure et cassante au contact du doigt. Le textile a perdu son onctueux et son brillant au contact des broches du métier. Les dentelles à la main, au contraire, sont douces et flexibles. Les Espagnols connaissent si bien ce caractère des vraies dentelles qu'elle n'achètent jamais une mantille de blonde sans en frôler leur vi-

(1) A. Lefébure, Rapport sur l'exposition rétrospective de dentelle, de 1900 p. 32.

sage et auprès d'elles, la douceur du tissu l'emporte toujours sur la beauté du dessin.

La disparition complète du travail à la main, c'est là le danger le plus grave, compromettrait l'existence même de la dentelle. La machine peut copier avec une certaine perfection des dentelles préexistantes ; elle est incapable de créer un modèle ou un dessin nouveau. L'industrie mécanique, seule maîtresse du marché, fera peut-être montre de dextérité dans la reproduction des anciennes dentelles, fruit du labeur et du goût des siècles passés. Mais l'art de la dentelle deviendra un art mort. Dans quelques cents ans, les vitrines d'un musée rétrospectif offriront à l'admiration publique les dentelles à la main, objets rares d'un prix inestimable comme l'est aujourd'hui une poterie antique ou une statuette de Tanagra. Peut-être les copiera-t-on de même que nous copions ces statues en biscuit ou en bronze ; mais il sera impossible de faire dans le même genre une œuvre originale pouvant rivaliser avec le modèle ancien.

L'opinion publique est en partie responsable de la déchéance subie par les dentelles à la main. Personne ne s'inquiète de l'authenticité des dentelles. Nombre de femmes qui se croiraient déshonorées de porter un diamant faux, n'hésitent pas à se couvrir de dentelles imitation. Les admirateurs, toujours prêts à mettre en doute l'authenticité d'un collier de perles ou d'une rivière de diamants, ne songent même pas à se rendre compte de la valeur des dentelles qui ornent la robe d'une dame.

Puisque l'indifférence générale défend mal les vrais amateurs de dentelles contre le flot des imitateurs, c'est aux pouvoirs publics de venir à leur secours. Le législateur, frappé

de la facilité des fraudes sur les métaux précieux, a organisé un système de poinçonnage qui garantit la richesse de l'alliage et assure à l'acheteur qu'il se trouve en face d'un métal massif et non d'un truquage habile. Pourquoi n'agirait-on pas de même vis-à-vis des dentelles et n'exigerait-on pas un système d'étiquettes qui renseignerait le public ignorant ? « Si pendant cinquante ans on avait laissé vendre des bijoux, des perles, des métaux faux comme de vrais, de la margarine pour du beurre, des vins quelconques ou des alcools fabriqués pour du Champagne et du Cognac, enfin toutes les contrefaçons ou produits similaires d'alimentation comme les produits d'origine, une même crise, une même ruine aurait, dans ces conditions, atteint tous les produits que l'on ne cesse de défendre et de protéger parce que la richesse de leur exploitation dépend surtout de leur réputation restée intacte ». (1)

C'est d'ailleurs aujourd'hui la tendance de toutes les industries de demander aide et protection au législateur. Déjà la loi de 1905 a organisé une répression générale contre toutes les fraudes alimentaires. Un service de laboratoires chimiques surveille la saine fabrication des produits qui servent à nourrir l'homme.

Des lois spéciales sont venues aussi protéger les viticulteurs du Midi contre le sucrage des vins ; d'autres entraver toute concurrence déloyable dans la fabrication des conserves de poissons. Dernièrement encore, les vignerons champenois réclamaient, assez brutalement du reste, leur droit à

(1) Rapport de M. Lefébure au Congrès de la protection de la propriété industrielle à Bruxelles en 1910.

être défendus par la loi contre les empiètements des imitateurs étrangers. Ils affirmaient hautement être seuls en droit d'étiqueter leurs vins comme étant de Champagne et refusaient cette faculté aux vigneron d'Anjou ou de toute autre région. Pourquoi n'accorderait-on pas aux dentelliers la protection que les vigneron champenois ont réclamée avec une si violente insistance ?

Dénomination Commerciale des Dentelles Mécaniques

Cette question de la protection légale des dentelles à la main a attiré, depuis quelques années, l'attention des pouvoirs publics. Diverses associations tendant à la réglementation de l'industrie et à la répression des fraudes ont approfondi les problèmes qu'elles soulèvent et soumis les diverses solutions proposées à l'approbation des intéressés, chambres de commerce des régions dentellières, chambres syndicales de dentelliers et unions ouvrières.

En 1904, dans un Congrès de la Protection de la propriété industrielle, tenu à Paris sous la présidence de M. Millebrand, alors ministre des Travaux Publics, M. Auguste Lefébure s'élevait contre les abus justement reprochés aux fabricants de dentelles mécaniques.

« Jadis les mots dentelles d'Alençon, de Chantilly, de Valenciennes signifiaient des dentelles précieuses, d'un certain genre très caractérisé que l'on exécutait, les unes à l'aiguille, les autres aux fuseaux. Ces dentelles avaient une réputation universelle et leur nom seul évoquait leur caractère artistique et leur solidité. Beaucoup d'entre elles ont traversé des siècles et se sont encore conservées après avoir servi à plusieurs générations.

« Les fabricants de dentelles mécaniques voudraient faire oublier cette définition, car ils se servent actuellement des mêmes termes pour désigner leurs articles, sans prévenir l'acheteur qu'il est en face d'imitations produites par la machine. Le mot imitation qui pendant très longtemps fut employé par eux sur leurs étiquettes ou leurs factures a été peu à peu supprimé et aujourd'hui ne paraît plus dans bien des cas. Qu'en est-il résulté ? Une confusion tellement grande par la similitude d'aspect des deux produits que ceux qui tiennent à faire une différence entre leur qualité et veulent éviter toute tromperie demandent en vain une formule ou une indication descriptive entre une dentelle à la main et son imitation. On est aussi impuissant à la leur donner que le serait un bijoutier entre un bijou en or ou en doré, entre une vraie perle et une fausse.

« L'éducation de l'acheteur a été peu à peu faussée par les renseignements douteux qu'on lui donnait dans le but de jeter du trouble dans son esprit et on l'a conduit ainsi à l'indifférence. La réputation des dentelles à la main en a été si gravement atteinte qu'il serait impossible aujourd'hui de faire une campagne de publicité en faveur de telle ou telle dentelle pour la mettre à la mode sans que cette publicité, par suite de la confusion des noms, ne profite presque exclusivement à l'imitation de cette dentelle ».

Quels moyens légaux possède en effet le marchand de dentelles à la main pour empêcher le fabricant à la mécanique d'étiqueter ses produits d'une rubrique identique à la sienne ?

Toute personne qui souffre d'un dommage doit pouvoir s'adresser à l'auteur de ce dommage pour en demander répa-

ration. Cette règle fondamentale de droit est exprimée par l'article 1382 du Code Civil : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ». Que le fait dommageable tombe ou non sous l'application de la loi pénale, le principe d'une réparation civile n'en existe pas moins.

L'exercice de cette action en dommages-intérêts n'est subordonnée qu'à deux conditions indispensables l'une et l'autre : la lésion d'un intérêt et la violation d'un droit. Ces deux éléments existent-ils dans la question qui nous occupe ? Autrement dit, le fabricant de dentelle à la main peut-il s'autoriser de l'article 1382 du Code Civil pour poursuivre en justice le fabricant de dentelles mécaniques se servant des mêmes dénominations de produits que lui ?

Certes la lésion des intérêts est évidente. Il est certain que les métiers mécaniques, en jetant sur le marché une quantité considérable de dentelles fabriquées très vite et à très peu de frais, font un tort considérable au travail manuel d'un coût de production beaucoup plus fort et d'un rendement bien plus faible.

Peut-on au contraire dire que les fabricants à la mécanique violent un droit acquis aux dentellières à la main ? La chose serait incontestable si les fabricants étiquetaient leurs marchandises : dentelles à la main ; mais ils se contentent d'ordinaire, et ce seul fait suffit en général à tromper le public, de les qualifier : « Alençon, Argentan, Venise, Colbert, Chantilly, Valenciennes, etc... » Dans ce cas ils soutiennent, avec une certaine vraisemblance, que ces expressions génériques s'appliquent aussi bien à des produits mécaniques qu'à des dentelles à la main. Les mots Alençon, Argentan, Va-

lenciennes désignent des types divers de dentelle se reconnaissant à des caractères bien déterminés, existence ou absence de réseau, forme de ce réseau, genre du dessin etc... Ces caractères se rencontrent-ils dans la dentelle, quelle que soit son origine elle peut sans fraude porter le nom d'Alençon, d'Argentan, de Valenciennes. Le litige repose donc alors sur une question grammaticale et linguistique, très difficile à trancher par le juge.

Les fabricants à la mécanique affirment que les dénominations admises sont essentiellement historiques et sans valeur de nos jours, puisque les dentelles se fabriquent souvent, même à la main, bien loin de leur centre d'origine. A Venise, à Burano en Italie, on fait de l'Alençon et de l'Argentan, de même qu'à Bayeux, en Normandie, on fait du Venise. Le Chantilly se fabrique surtout dans le Calvados, le Cluny dans la Haute-Loire. Ces expressions sont donc en fait très inexactes, même pour les dentellières à la main. Vouloir y puiser un grief contre les usines d'où sort la dentelle serait aussi futile que, de la part d'ébénistes, vouloir interdire à des usines mécaniques la fabrication du mobilier Louis XIV, sous prétexte que les meubles étaient fabriqués à la main au temps du grand roi.

De leur côté, les ouvrières à la main répondent que ces dénominations expriment plus qu'une origine historique ou qu'un style spécial, mais un mode de fabrication nécessaire à caractériser la dentelle : Alençon dentelle à l'aiguille, Chantilly dentelle au fuseau. Toute dentelle fabriquée d'une autre façon ne serait ni de l'Alençon ni du Chantilly. Sur ce terrain la discussion peut s'éterniser et aucune solution n'est possible.

Il serait donc nécessaire, pour protéger efficacement les dentelles à la main, qu'une mesure législative vint définir de façon précise les dentelles véritables et exiger le mot imitation sur tous les produits qui ne répondent pas à la définition. Cette solution fut d'ailleurs admise par le Congrès de 1905. A la suite du rapport de M. Lefébure, deux propositions furent formulées et votées.

1° « L'emploi des dénominations réputées pour les produits d'art manuel est illicite pour les produits les imitant mécaniquement, si la dénomination n'est pas accompagnée d'indications faisant clairement apparaître au public le caractère mécanique du produit.

2° « Une disposition législative est nécessaire pour exiger des indications précises de nature à éviter toute confusion entre les produits d'art manuel et les produits à la mécanique qui les imitent ». (1)

Avons-nous aujourd'hui la mesure législative sollicitée ? Peu après le Congrès de 1905, fut votée une loi (2) dont le titre est ainsi conçu : « Sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles ». Cette loi, punissant toute vente frauduleuse de marchandises, vise, dans sa généralité, le cas qui nous intéresse. L'article premier porte en effet : « Quiconque aura trompé ou tenté de tromper le contractant :

Soit sur la nature, les qualités substantielles, la compo-

(1) Congrès de la protection de la propriété industrielle, Paris 1905.

(2) Loi du 23 août 1905.

tion, la teneur en principes utiles de toutes marchandises ;

Soit sur leur espèce ou leur origine, lorsque d'après la convention ou les usages, la désignation de l'espèce ou l'origine faussement attribuée aux marchandises, devra être considérée comme la cause principale de la vente ;

Soit sur la quantité des choses livrées ou sur leur identité par la livraison d'une marchandise autre que la chose déterminée qui a fait l'objet du contrat ;

Sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus, et d'une amende de cent francs au moins, de cinq mille francs au plus ou de l'une des deux peines seulement ».

Le fait de la part des fabricants de dentelles mécaniques d'établir une confusion entre leurs produits et les dentelles à la main par l'emploi des mêmes dénominations peut à la rigueur être considéré comme une fraude sur l'espèce ou l'origine de ces produits, délit visé par le deuxième alinéa de l'article sus-énoncé. Mais pratiquement la poursuite des délinquants et leur condamnation sont-elles possibles ?

Dans sa séance du 3 avril 1906, l'Association Française pour la protection de la propriété industrielle nomma une commission chargée d'examiner cette question. Présidée par M. Vigouroux, député de la Haute-Loire, et ayant pour rapporteurs MM. Lallier et Taillefer, elle admit le principe d'une distinction entre les dentelles d'après leur procédé de fabrication et examina les mesures pratiques susceptibles d'empêcher toute confusion. L'avis unanime de cette commission fut que la loi de 1905, telle qu'elle existe actuellement, était incapable de porter remède à la situation déplorée.

Cette loi se contente d'affirmer comme frauduleuse et répréhensible toute tromperie sur les qualités substantielles des marchandises, mais se garde de spécifier pratiquement quand il y a tromperie. L'article onze déclare, à la vérité :

« Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne :

1°. La vente, la mise en vente, l'exposition et la détention des denrées, boissons, substances et produits qui donneront lieu à l'application de la présente loi.

2° Les inscriptions et marques indiquant soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales et de crus particuliers que les acheteurs pourront exiger sur les factures, les emballages ou sur les produits eux-mêmes, à titre de garantie de la part des vendeurs, ainsi que les indications extérieures ou apparentes nécessaires pour assurer la loyauté de la vente et de la mise en vente.

.....

5° Les autorités qualifiées pour rechercher et constater les infractions à la présente loi ainsi que les pouvoirs qui leur seront conférés pour recueillir des éléments d'information auprès des diverses administrations publiques et des concessionnaires de transports ».

Ces règlements d'administration publique existent pour différents produits alimentaires et en particulier pour les boissons. Des commissions siégeant au Ministère du Commerce organisent la protection des fabricants contre les fraudeurs. Les troubles de la Champagne ont montré à quelles difficultés de fait ces commissions se sont heurtées. Chargées

de fixer les mentions à donner aux produits dont elles s'occupent, elles doivent au préalable déterminer leur composition chimique, puis établir leur définition exacte lorsqu'ils sont sains et normaux. Elles ont en outre à délimiter leurs lieux d'origine ou de provenance et cette dernière question n'est pas la moins épineuse. A la suite de la délimitation d'une région viticole, nous avons vu deux parties d'une province, lésées dans leurs intérêts, se ruer violemment l'une contre l'autre et revendiquer les armes à la main leurs prétendus droits violés.

Une commission de la dentelle, établie au Ministère du Commerce, comme le demandait l'Association de la Protection de la propriété industrielle rencontrerait-elle les mêmes difficultés ? L'expérience à laquelle nous venons de faire allusion semble bien peu encourageante. Cependant il n'y a point identité de situation. Tout porte à croire au contraire que la commission chargée simplement de départager les dentelles à la main des dentelles à la mécanique aurait une tâche facile à remplir. Deux catégories de produits sont en présence et se distinguent l'une de l'autre d'après un principe sûr et facile à vérifier : le mode de fabrication. Il suffirait de donner une qualification spéciale à l'un des produits pour empêcher à l'avenir toute confusion.

Quelle terminologie adopter ?

« Le retour au mot imitation appliqué jadis aux dentelles mécaniques par les fabricants eux-mêmes ne s'impose pas nécessairement. Les mots « dentelles mécaniques », plus conformes à la vérité absolue, donneraient une suffisante satisfaction à l'industrie manuelle sans éveiller la susceptibilité des fabricants de dentelles mécaniques, la dénomina-

tion dentelles étant réservée aux seules dentelles fabriquées à la main ». (1)

L'Association pour la protection de la propriété industrielle décida d'ailleurs de se renseigner directement et d'ouvrir une enquête où les représentants des intéressés pourraient émettre leur avis.

Dans ce referendum deux questions furent posées aux chambres de commerce, chambres syndicales et associations ouvrières des régions dentellières :

1° Faut-il chercher à éviter la confusion entre les dentelles faites à la main et celles fabriquées à la machine ? Sur ce sujet vingt réponses furent formulées. Dix-neuf demandaient une distinction absolue entre les deux genres de dentelles. Avaient donné cette dernière réponse : les chambres de commerce d'Alençon, de Bayeux, de Caen, de Dieppe, de Rouen, la Chambre Consultative de Lisieux, l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Caen, pour la région Normande ; la chambre de commerce de Lille, pour les Flandres ; les chambres de commerce de Gray, de Besançon, de Mirecourt, pour les Vosges ; le syndicat des Fabricants de dentelles de la Haute-Loire, représentant les dentelles d'Auvergne ; l'Union fédérale des tissus, le syndicat fédéré des tissus, le syndicat fédéré de l'habillement féminin, la dentelle de France, la chambre syndicale des dentelles et broderies, l'Union centrale des Arts décoratifs. Inutile de dire que la seule opposition venait de la Chambre syndicale des fabricants de tulles et dentelles de Calais.

(1) Rapport de MM. Lallier et Taillefer.

2^o Quelle mesure pratique serait susceptible d'empêcher cette confusion ? Neuf réponses demandaient l'emploi du mot dentelles mécaniques. Elles venaient des chambres de commerce de Dieppe, de Gray, du syndicat des fabricants de dentelles de la Haute-Loire, de l'Union fédérale de l'habillement, du syndicat fédéré des tissus, du syndicat fédéré de l'habillement et accessoires du vêtement, du syndicat de l'habillement féminin, de la dentelle de France, de l'Union Centrale des Arts décoratifs. Les chambres de commerce de Bayeux et Mirecourt admettaient cette solution, tout en ajoutant pour les dentelles non mécaniques le mot dentelles à la main, au lieu de dentelles tout court. L'Académie des sciences, des arts et belles lettres de Caen proposait d'étiqueter les dentelles à la mécanique : genre d'Alençon, d'Argentan, de Venise au lieu de : d'Alençon, Argentan, de Venise, termes réservés aux dentelles à la main. Les Chambres de commerce d'Alençon, de Lille, de Rouen, de Caen étaient d'avis de mettre une mention spéciale uniquement sur les dentelles à la main.

Donc, sous une forme ou sous une autre, tous les représentants des régions dentellières françaises se prononçaient en faveur d'une démarcation immédiate et précise entre les dentelles à la mécanique et les dentelles à la main.

Le résultat de cette enquête fut enregistré et discuté en assemblée générale le 12 avril 1907.

La décision prise ne pouvait être que favorable à une réglementation : elle fut portée à la connaissance des pouvoirs publics par une lettre adressée au ministre du Commerce le 7 mai de la même année et ainsi conçue :

« L'Association Française pour la protection de la Pro-

priété industrielle, sur la demande de certains de ses membres, s'est préoccupée dans ces derniers mois d'étudier la question de savoir s'il ne conviendrait pas de prendre certaines mesures pour éviter la confusion entre la dentelle à la main et la dentelle fabriquée mécaniquement et mettre ainsi un terme aux fraudes dont, grâce à cette confusion, certains intermédiaires se rendent coupables au préjudice des acheteurs.

Une commission a été instituée à cet effet et cette commission, sur le rapport de MM. Lallier et Taillefer, a estimé qu'il y avait lieu de demander aux pouvoirs publics qu'un règlement d'administration publique, établi en vertu de la loi du 1^{er} août 1905, détermine les inscriptions obligatoires à apposer sur les dentelles, pour distinguer les dentelles mécaniques des dentelles à la main.

Ce rapport a été soumis à l'Association qui, dans son assemblée générale du 12 avril 1907, a été d'avis qu'il était désirable que des mesures fussent prises pour distinguer la dentelle à la main de la dentelle mécanique ; mais que, pour éviter toute difficulté, le mieux serait d'obliger les fabricants, tant de dentelles mécaniques que de dentelles à la main, à indiquer la nature exacte de leur produit. Elle a pensé que l'article 11 de la loi de 1905 autorisait un règlement de cette nature et a émis le vœu suivant : « L'assemblée à l'unanimité décide qu'il conviendrait d'obliger les fabricants de dentelles à la main et les fabricants de dentelles mécaniques à indiquer sur leurs emballages, étiquettes et factures concernant leurs produits la nature exacte des dentelles vendues par eux, de telle sorte que le mot dentelle ne

soit jamais employé isolément et sans qu'il soit accompagné d'un qualificatif en précisant la nature ». (1)

« Nous avons l'honneur, Monsieur le Ministre, de porter à votre connaissance ce vœu de notre association ».

Cette tentative demeura malheureusement sans résultat. Aucun décret n'est encore venu réglementer la vente des dentelles.

Devant cette inaction des pouvoirs publics, une proposition de loi déposée sur le bureau du Parlement aurait-elle plus de chances de réussir ? Le fait ne serait pas sans précédents. Une loi en 1906 est venue réprimer les fraudes dont souffraient les sardiniers, de la même façon, l'année suivante furent prohibés le vinage et le sucrage des vins, si préjudiciable aux viticulteurs du Midi. Cette manière d'agir avait même été préconisée en faveur de la dentelle par l'un des membres de l'Association pour la Protection de la Propriété Industrielle.

Pour leur malheur, les dentellières n'ont pas la turbulence et la vigueur des vigneronns ou des pêcheurs. Il serait fort à craindre qu'un projet les concernant n'attendit longtemps la discussion.

(1) Procès-verbal de la séance du 12 avril 1907.

III

Protection de la Propriété des Dessins de Dentelle

La guerre acharnée que se font le travail mécanique et le travail à la main s'est encore manifestée d'une toute autre façon.

La beauté des dessins joue un rôle capital dans l'industrie dentellière. On peut diviser le coût de production d'une dentelle entre trois facteurs principaux : le prix de la matière première relativement minime, le salaire du dessinateur et celui de l'ouvrière qui exécute le dessin. Dans cette association de travail, l'influence du dessinateur est prépondérante. La dentelle est belle surtout par la conception de l'artiste qui en a créé le modèle. Un dessin gracieux et délicat, même imparfaitement exécuté, peut donner un beau travail. Le dessinateur, par la simplicité des lignes facilitera la tâche de l'exécutante. La dentellière la plus habile au contraire, une vraie fée de l'aiguille, ne saurait tirer d'un dessin lourd et inharmonieux qu'une dentelle médiocre. Le dessinateur doit faire preuve d'imagination et de goût, viser à créer des effets nouveaux. Qu'il ébauche une dentelle simple et courante ou quelque pièce rare et coûteuse, le maximum d'élégance doit être son but car une dentelle n'a de raison d'être que si elle est jolie.

Dans tout bon dessinateur deux êtres, si l'on peut dire, coopèrent à une même œuvre. L'esquisseur est l'artiste qui crée l'idée générale du dessin. Dans ce but il doit laisser courir son crayon sans trop se préoccuper de l'exécution ; il vise aux effets harmonieux, aux reliefs riches sans lourdeur, aux contours souples sans mièvrerie. La nature sera son principal modèle ; la flore des jardins et des champs sera la source où il puisera ses meilleures inspirations.

À l'art de l'esquisseur qui imagine un ensemble de motifs doit succéder le talent du metteur en carte. Là le dessinateur doit surtout faire preuve d'attention : Il lui faut indiquer à l'ouvrière jusqu'aux moindres détails de son travail. Jours, percés, ombres, reliefs doivent être marqués, rien n'est laissé à l'imprévu. « L'ouvrière n'est que la machine admirablement intelligente qui interprète la pensée du dessinateur ». (1) Des connaissances techniques sont donc alors très utiles à ce dernier. Il doit se rendre un compte exact de l'effet produit par telle ou telle ornementation, de la légèreté d'un point à jour ou de la lourdeur d'un picot. C'est seulement ainsi qu'il arrive à ne pas surcharger son dessin ni inversement à lui donner un aspect mièvre et grêle.

« Les dessins des Berain, des Lebrun, de tous les dessinateurs du XVII^e siècle étaient ainsi composés avec un luxe de détails vraiment extraordinaire ; ils indiquaient à l'ouvrière tous les effets exquis qui fourmillaient dans toutes les dentelles qu'ils ont dessinées ». (2)

Les dentelles françaises l'emportèrent sur les dentelles de

(1) Lefébure, *Dentelles et Guipures*.

(2) Revue, *La Dentelle de France*, mars 1905.

Venise par la perfection du dessin. Les formules italiennes abandonnées, les fleurs et les feuilles devinrent plus petites, les contours plus fuyants, les reliefs moins accentués.

Sous Louis XV, une légère décadence de la dentelle se fit sentir ; elle se manifesta d'abord dans la pureté du dessin, aux magnifiques rinceaux, aux guirlandes de fleurs du style Louis XIV succédèrent des modèles plus capricieux, d'un goût moins pur et moins discret. Un siècle après quand l'industrie dentellière est en pleine décadence, les dessins deviennent raides, sans grâce, ni élégance. Tant vaut le dessin tant vaudra la dentelle.

Or de tout temps les fabricants de dentelles mécaniques ont cherché à s'approprier les dessins imaginés par les dentellières. La machine, habile à copier un modèle, est incapable de produire un type nouveau, elle vit donc en quelque sorte à la remorque du travail manuel.

Les dentelliers ont toujours cherché à protéger leurs dessins contre les plagiaires. Bien avant l'invention des métiers mécaniques, l'ordonnance de 1665 interdisait aux dentelliers dissidents de copier les modèles adoptés par les Manufactures royales. Les dentellières occupées par ces établissements prenaient l'engagement de ne communiquer à autrui ni les dessins, ni les secrets de leur travail, à peine de deux cents livres d'amende dont les parents étaient tenus comme caution (1). A l'expiration du privilège des manufactures royales, les petits dentelliers économisaient les frais d'achat de dessins en reproduisant les dentelles vendues par les

(1) Engerand, *Journal Officiel*, Documents parlementaires. Chambre des Députés 1903 n° 714.

gros fabricants. Ceux-ci ne tardèrent pas à souffrir de cette concurrence déloyale. Le 4 avril 1680 « trois marchands trafiquant des ouvrages de velin et points de France en la ville d'Alençon » adressèrent une requête au Bailly d'Alençon parce que « depuis trois ou quatre ans ils sont obligés de faire faire de nouveaux dessins pour faire travailler sur iceux, lesquels dessins reviennent à grand prix aux suppliants et à ceux pour lesquels ils font travailler. Cependant quantité de personnes malveillantes dérobent les dits dessins, d'autres les vendent et en tirent de l'argent, de sorte que ceux qui les ont dérobés et achetés font travailler et ont des ouvrages parfaits sur iceux longtemps avant les suppliants, ce qui cause une grande perte aux marchands pour lesquels ils font travailler, toutes choses qui méritent un châtiment exemplaire ». (1)

La loi des 19-24 juillet 1793 régla la question de la propriété littéraire et artistique. Tous les dessins étaient visés par l'article I de la loi : « Les auteurs d'écrits en tous genres, les compositeurs de musique, les peintres et dessinateurs qui feront graver des tableaux ou dessins jouiront durant leur vie entière du droit exclusif de vendre, faire vendre, distribuer leurs ouvrages sur le territoire de la République, d'en céder la propriété en tout ou en partie ».

En 1806 fut promulguée une nouvelle loi, spéciale aux dessins industriels. Elle donnait pouvoir aux conseils de prud'hommes de prendre les mesures conservatoires de la propriété des dessins. Cette loi, visant uniquement la ville

(1) Archives de l'Orne.

de Lyon, fut étendue à la France entière par l'ordonnance du 17 août 1825.

« Le dépôt des échantillons de dessins qui doit être fait aux archives des Conseils des Prudhommes pour les fabriques situées dans le ressort de ces conseils sera reçu pour toutes les fabriques situées hors du ressort d'un conseil de prud'hommes au greffe du tribunal de commerce ou au greffe du tribunal de première instance dans les arrondissements où ces tribunaux exerceront la juridiction des tribunaux de commerce ».

Depuis 1806, deux séries de dispositions législatives protégeaient donc les dessinateurs au service des industries d'art : La loi de 1793 sur les œuvres artistiques en général et les loi et ordonnance de 1806 et 1825 concernant les dessins de fabrique. La jurisprudence jusqu'en 1860 appliqua concurremment les unes et les autres, n'hésitant pas à considérer les dessins industriels comme doublement protégés. A cette date il se produisit un revirement dans la jurisprudence et, depuis, la Cour de Cassation a toujours jugé que la loi de 1793 protégeait les œuvres purement artistiques mais que seules les loi et ordonnance de 1806 et 1825 s'appliquaient aux dessins de fabrique. Or comme ces dernières ne prévoyaient aucune mesure répressive contre les délinquants, les industriels, dentelliers ou autres, se trouvaient dans une situation fort désavantageuse. Ils n'avaient à leur disposition que les moyens de droit accordés à tout propriétaire pour faire respecter sa propriété, à savoir : l'action civile dont la procédure est lente et coûteuse et le résultat très incertain. Cette situation fut très bien stigma-

tisée par M. Engerand dans l'exposé qu'il fit à la Chambre des Députés le 28 janvier 1903.

« La protection que l'on réclame pour le nom même de la dentelle, il conviendrait de l'étendre également au modèle, et au dessin, l'on soulève par là une très intéressante question de propriété industrielle. La dentelle se fait presque dans la rue, le dessin et les procédés de fabrication sont à la discrétion du public, les contrefacteurs ont donc beau jeu et il peut arriver que l'imitation précède l'original ; le dommage est d'autant plus sensible pour le fabricant que l'exécution du dessin et surtout le piquage de la carte sur laquelle l'ouvrière travaille, nécessitent des frais assez importants. Le recours à la justice est onéreux ; un procès même heureux peut avoir pour un industriel d'assez sérieuses conséquences et le défaut de législation fait que trop souvent il se termine au détriment de l'inventeur. Aussi se décourage-t-on ; dans la crainte d'être dépossédé on fuit la nouveauté, on se traîne dans les redites et l'avancement artistique de la dentelle se trouve de ce fait sensiblement compromis ». (1)

La loi du 14 juillet 1909 « Sur les dessins et modèles », a corrigé ce qu'offrait de fâcheux une telle situation.

Cette loi s'applique « à tout dessin nouveau, à toute forme plastique nouvelle, à tout objet industriel qui se différencie de ses similaires soit par une configuration distincte et reconnaissable lui conférant un caractère de nouveauté, soit par un ou plusieurs effets extérieurs lui donnant une phy-

(1) *Journal officiel*, Documents parlementaires année 1903, n° 714.

sionomie propre et nouvelle ». (1) Le principe que la propriété du modèle ou du dessin appartient à son inventeur indépendamment de tout dépôt, s'y trouve consacré. Le dépôt devient donc facultatif ; mais une fois effectué, il crée en faveur du déposant une présomption de propriété qui persiste jusqu'à preuve contraire. En outre la protection spéciale organisée par la loi ne s'étend qu'aux modèles régulièrement déposés. La publicité donnée au dessin ou modèle, soit par mise en vente, soit par tout autre moyen n'entraîne pas la perte du droit de propriété et ne met pas obstacle à l'application des dispositions de la loi après un dépôt régulier. (2)

La durée de la protection des dessins est de cinquante ans du jour du dépôt (3).

Des sanctions pénales atteignent les contrefacteurs de dessins déposés. Toute atteinte portée sciemment aux droits garantis par la loi est punie d'une amende de vingt-cinq à deux mille francs. Dans le cas de récidive ou si le délinquant est une personne ayant travaillé pour la partie lésée, la contrefaçon se doublant alors d'un abus de confiance la peine est portée à un emprisonnement de un à six mois. Le coupable peut en outre être privé, pendant un temps qui n'excédera pas cinq années, du droit d'élection et d'éligibilité aux tribunaux de commerce, chambres de commerce et conseils de prudhommes. (4)

Outre ces pénalités, la partie lésée peut exiger la confisca-

(1) Article 2. Loi du 14 juillet 1909.

(2) Article 3.

(3) Article 7.

(4) Article 10.

tion à son profit des dessins et modèles argués de contrefaçon. Il y a lieu à confiscation, même en cas d'acquiescement, au point de vue pénal. (1) Tout cela sans préjudice naturellement des dommages intérêts concédés par la loi civile.

La loi du 14 juillet 1909 répond donc en principe aux desiderata formulés par les industriels ; elle assure la propriété de tous les dessins et modèles et fait respecter cette propriété par des sanctions énergiques contre les imitations malhonnêtes. Mais son utilité pratique se trouve très restreinte par les formalités longues et compliquées qu'elle exige.

« Le dépôt comporte deux exemplaires identiques d'un spécimen ou d'une représentation de l'objet revendiqué, le tout contenu dans une boîte hermétiquement fermée et sur laquelle sont apposés la signature du déposant ainsi que le sceau, et le visa du secrétariat ou du greffe, de telle sorte qu'on ne puisse l'ouvrir sans faire disparaître ces certifications ». (2)

La publicité, autrement dit la communication à des tiers, du dessin déposé, toujours facultative pour le déposant, devient nécessaire si le propriétaire poursuit un contrefacteur. Elle s'impose alors pour que le tribunal saisi puisse comparer la pièce contrefaite à celle qui est prétendue en constituer une contrefaçon. Elle est tout aussi compliquée que le dépôt : « Lorsque la publicité du dépôt d'un dessin ou modèle est requise par le déposant ou ses ayants cause, la boîte

(1) Article 11.

(1) Article 5.

est adressée et déposée à l'Office national, qui procède à l'ouverture de la dite boîte, prélève les deux exemplaires du dessin ou modèle, constate l'identité de ces deux exemplaires, fait reproduire par un procédé photographique l'un des deux qui sera destiné à être communiqué aux tribunaux, s'il y a lieu, tandis que l'autre exemplaire demeurera à l'Office National. » (1)

Toutes ces formalités sont minutieuses et pourtant rigoureusement exigées si l'industriel veut être protégé car l'article 11 de la loi ajoute que « tous faits antérieurs au dépôt ne donnent ouverture à aucune action dérivant de la présente loi ».

Antérieurement à la publicité du dépôt, le poursuivant doit prouver devant le Tribunal la mauvaise foi de l'inculpé, c'est-à-dire la connaissance qu'avait celui-ci du dessin contrefait. Il n'est pas impossible, en effet, que l'imagination de deux dessinateurs produise une œuvre identique.

Même après la publicité, l'inculpé peut toujours exciper de sa bonne foi ; mais alors le fardeau de la preuve pèse sur lui.

Une action en justice est donc toujours nécessaire et ce seul fait arrête beaucoup d'industriels peu désireux de courir les risques d'un procès.

Plus simple et plus pratique serait l'application d'un projet exposé par M. Carlier au Congrès international du travail à domicile tenu à Bruxelles en 1910. A une procédure de dépôt, difficile quand l'industrie comprend plusieurs intermédiaires, ce projet substituait un registre dont la tenue se-

(1) Article 6.

rait obligatoire pour toute patronneuse. (1) L'auteur expliquait ainsi l'économie de sa proposition :

« Les patronneuses tiendraient un livre de garantie sur lequel seraient inscrits, en regard de chaque nouveau dessin piqué et donné en ouvrage :

1° Le nom et l'adresse du fabricant qui leur a remis ce dessin et qui désire s'en assurer la propriété,

2° La date exacte de la piqure,

3° Le nom et l'adresse de l'ouvrière qui est chargée d'exécuter le travail.

En cas de reproduction illicite ou de détournements de modèles, ce livre permettrait de déterminer aisément les responsabilités et d'arrêter la fraude. Il devrait être soigneusement tenu à jour et porter le visa de l'un des juges du tribunal de commerce au même titre qu'un livre journal de commerçant, de manière à pouvoir servir éventuellement de pièce probante devant les tribunaux. Par contrat à intervenir entre les intéressés et les patronneuses, on choisirait dans les régions de production des piqueuses assermentées auxquelles les créateurs de dessins nouveaux s'adresseraient de préférence pour augmenter l'espoir de voir la propriété de leurs œuvres enfin respectée.

Ces patronneuses seraient rattachées à un conseil de surveillance relevant du conseil des prud'hommes. Toute patronneuse, toute maîtresse d'école ou d'ouvroir, tout facteur ou employeur, voire même toute simple dentellière qui recevrait d'une maison étrangère ou par voie détournée un

(1) On appelle patronneuse l'entrepreneuse qui sert d'intermédiaire entre le fabricant et la dentellière.

échantillon ou un type de dentelle avec demande de les reproduire seraient tenus, avant d'accepter de le faire exécuter, de s'assurer, auprès de l'employeur, de la provenance et de la propriété du dessin ». (1)

Cette réglementation serait assez facile ; elle permettrait de connaître immédiatement à qui appartient un dessin sans recherches coûteuses et longues. Son introduction en France ne nécessiterait aucune intervention du législateur. La loi du 14 juillet 1909 laisse en effet toute latitude au gouvernement à cet égard :

« Des décrets spéciaux à certaines industries pourront prescrire les mesures nécessaires pour permettre aux industriels de faire constater leur priorité d'emploi d'un dessin ou modèle, notamment par la tenue de registres privés soumis à l'estampille administrative » (2)

Les auteurs de la loi, en rédigeant cet article, avaient justement en vue l'industrie dentellière. Le rapporteur de la loi, devant la Chambre des députés disait à ce sujet : « Ce système, pratiqué par les fabricants de dentelles, pourrait consister dans la tenue d'un registre coté et paraphé comme un registre ordinaire sur lequel seraient relevés au jour le jour les dessins par lui créés, chaque dessin portant un numéro d'ordre avec la date de sa création. On pourrait, dans le but de donner plus de garantie à ce mode de preuves, faire apposer, soit par l'autorité administrative, soit par le Tribunal de commerce, chaque année ou chaque mois, un timbre à date indiquant d'une façon précise les dessins mis au

(1) Rapport de M. Carlier au Congrès du travail à domicile, Bruxelles 1910.

(2) Article 4.

jour dans le courant de l'année ou du mois. La tenue d'un registre pourrait ainsi faciliter le règlement à l'amiable des difficultés surgissant entre fabricants de bonne foi. Mais si des poursuites devenaient nécessaires au sujet d'un dessin, le dépôt deviendrait obligatoire si l'on voulait les mesures protectrices de la loi ». (1)

Malheureusement aucune décision n'est intervenue sur cette question. Les pouvoirs publics, selon le mot d'un parlementaire, se désintéressent un peu « du sort de malheureuses femmes qui ne votent pas ». Le dépôt légal de dessins de dentelles reste à peu près impraticqué. Les fabricants préfèrent s'abstenir de contestations ruineuses et aujourd'hui tout dessin nouveau tombe de suite dans le domaine public. Cette situation, très préjudiciable aux dentelliers à la main, profite aux fabricants de dentelles à la mécanique.

(1) Rapport de M. Prache à la Chambre des Députés (*Journal Officiel*, 19 août 1908).

CHAPITRE SEPTIÈME

Réorganisation de l'Apprentissage

La concurrence de la dentelle à la mécanique n'est pas la seule cause de la décadence de la dentelle à la main. Les déclarations mêmes des fabricants en font foi. Jamais le commerce des imitations n'a été aussi prospère que sous le second Empire, alors que les vraies dentelles étaient en pleine vogue. D'autres causes s'y joignent donc pour achever d'expliquer leur déchéance. La difficulté pour les dentelliers de recruter des ouvrières capables entravé dans une grande mesure le développement de leur commerce. L'apprentissage de la dentelle est en voie de disparition rapide.

L'éducation ordinaire d'une femme adroite lui permet le plus souvent d'être une bonne lingère et une brodeuse habile. Mais ne fait pas de la dentelle qui veut ! Une femme ne s'improvise pas dentellière comme elle s'improvise lingère, brodeuse ou fleuriste lorsque la nécessité du travail s'impose à elle. La technique du point à l'aiguille ne s'apprend que par un apprentissage long et minutieux. Pratiquant une division

du travail poussée à l'extrême, l'ouvrière gravit une longue hiérarchie d'emplois où son travail se perfectionne. Débutante, elle pique les points sur le parchemin vert ; elle confectionne ensuite le réseau, la gaze ; enfin, quand elle sème les vides du dessin de points à jour légers et élégants, elle est une dentellière à peu près parfaite. Ce résultat n'est atteint que par plusieurs années de travail improductif. Cet apprentissage est devenu plus rigoureux de nos jours qu'autrefois. Le gros marchand de dentelles à la main, talonné par la concurrence mécanique, entravé par la mévente de nombreuses dentelles, n'achète plus comme jadis les dentelles grossières, ébauches des apprenties. La dentellière qui débute ne peut compter que sur le secours de ses parents ou les primes gratuites que distribuent les pouvoirs publics. Pendant deux ans au moins elle ne gagne à peu près rien, et, avant quatre ou cinq ans, elle ne peut se suffire à elle-même. C'est là une des causes les plus sérieuses qui éloignent les jeunes filles du travail de la dentelle. Elles hésitent pour un gain problématique, à subir un long et pénible apprentissage.

Le goût des positions stables qui pousse tant de français vers le fonctionnarisme, sévit très vivement chez les femmes. Beaucoup ambitionnent la « *mediocritas aurea* » du petit employé ou du petit fonctionnaire et délaissent les métiers manuels. Un traitement fixe, même misérable, leur semble très préférable au salaire aléatoire le plus avantageux. Ces « non classées » (1), comme les nomme M. d'Haus-

(1) L'auteur appelle non classées celles qui tentent, sans y parvenir, de s'élever à un rang supérieur, par opposition aux déclassées qui déchoient à une situation inférieure.

sonville, augmentent en nombre tous les jours ; filles de paysan ou d'ouvrier, grisées par l'instruction primaire, elles fuient le travail des mains, à leur yeux vulgaire et dégradant.

Des chiffres feront mieux sentir l'impétuosité de cette course aux fonctions rétribuées de l'Etat ou des grandes administrations : « La principale fabrique de non-classées est le ministère de l'Instruction publique. Depuis que la nouvelle législation scolaire a rendu obligatoire la création d'un grand nombre d'écoles de filles, les jeunes filles se sont précipitées vers une carrière qu'elles croyaient illimitée ». (1) En 1898, aux Ecoles du département de la Seine, plus de sept mille postulantes se présentaient pour cent quatre-vingt-treize places.

Les portes de l'administration des postes, télégraphes et téléphones sont largement ouvertes aux femmes depuis que les emplois de téléphonistes leur sont réservés. Dans l'un des concours ouverts par le sous-secrétariat, le chiffre des admissions fut fixé à deux cents. Plus de cinq mille demandes furent faites.

Certaines sociétés financières occupent des femmes dans leurs agences, soit à détacher les coupons, soit à copier la correspondance. Le Crédit Lyonnais reçoit annuellement plus de huit cents demandes d'emploi, il en accueille au maximum, quatre-vingts. Dans le but d'opérer une sélection, un article du règlement décide que toute demande rejetée ne peut être renouvelée. La Société Générale dispose environ de soixante à soixante dix emplois. C'est à peine le quart du nombre des candidats proposés.

(1) D'Haussonville, *Salaires et misères des femmes*, p. 131.

Dans les Compagnies de Chemin de fer, même fait à constater. Toutes sont assaillies de candidates à leurs différents emplois. La direction du Métropolitain accusait dernièrement trois mille candidates pour cinquante places de caissières disponibles.

Depuis quelque vingt ans, une nouvelle carrière s'offre, beaucoup plus large qu'autrefois, aux jeunes filles désireuses d'un traitement fixe, celle de vendeuse dans un grand magasin. Le Bon Marché, le Louvre, le Printemps, la Samaritaine et les autres, occupent de plus en plus des femmes et, malgré cela, les places libres sont toujours assiégées. Au Louvre, plus de cent demandes attendent toujours une vacance. Elles doivent être plus nombreuses encore dans les magasins de développement récent où les cadres du personnel ne sont pas établis de façon aussi stable.

« En 1900, concluait M. d'Haussonville, on pouvait évaluer, rien que pour Paris, à quinze ou vingt mille le nombre des jeunes filles qui végètent dans l'attente d'un emploi quelconque, que peut être elles n'obtiendront jamais. Et pendant ce temps-là, dans les petites villes de province, on se dispute les ouvrières à l'aiguille et celles douées d'un peu d'habileté de main font totalement défaut ». L'auteur aurait pu ajouter que manquent aussi dans nos campagnes les jeunes ouvrières capables de perpétuer une industrie gracieuse et artistique. De nos jours les bonnes dentellières se font rares ; les jeunes surtout sont en nombre infime. M. Engrand signalait comme preuve de cette diminution la dépopulation terrible qui sévit dans certaines régions de la Basse Normandie où l'industrie dentellière était jadis prospère.

« Depuis 1872, les campagnes des arrondissements de Caen,

de Bayeux, de Falaise, où l'on faisait surtout la dentelle, ont perdu vingt-sept mille cent quatre-vingt-deux habitants : Dans l'arrondissement de Caen notamment, les campagnes comptaient à cette date quatre-vingt-quatre mille neuf cent trente et un habitants ; ce chiffre en 1896 est tombé à soixante et onze mille quatre cent soixante et un. La dépopulation a affecté plus spécialement les cantons de la plaine où la dentelle était la principale occupation des femmes. A Amblie notamment, petite commune de la plaine de Caen, la population est passée de sept cents à trois cents âmes ». (1) Dans la *Douce France*, René Bazin nous montre « auprès de la dentellière sa petite ou la petite fille d'un voisin voulant apprendre le tranquille et joli métier qu'elle voit faire tout autour d'elle. L'enfant s'assied au seuil de la porte ouverte et, sur ses genoux un peu remontés, couverts du tablier tendu, elle aussi pose son attirail. De temps en temps la mère se penche vers elle pour ôter et remettre une épingle mal placée ou pour débrouiller les fils qui se mêlent toujours ». (2) Hélas ! dans bien peu de villages de Normandie le voyageur jouirait de ce délicieux tableau. M. Engerand semble plus près de la vérité quand il écrit : « Aujourd'hui les dentellières se font de plus en plus rares, les plus jeunes ont soixante ans ; plusieurs générations sont déshabituées de ce métier, le recrutement en est nul ; dans dix ans, si l'on n'y prend garde, il n'y aura plus de dentellières ». (3)

(1) Engerand, exposé des motifs à la Chambre des Députés, *Journal Officiel*, 1903 n° 714.

(2) René Bazin, *La Douce France*, p. 295.

(3) Engerand, *La dentelle à la main*, p. 19.

Autrefois l'apprentissage était en grande partie familial. Dès que les petits doigts encore un peu gauches de l'enfant étaient capables de tenir une aiguille ou de manier un fuseau, la mère commençait l'apprentissage de sa fille et, dentellière habile, elle l'initiait à son art. L'apprentie la plus jeune devenait l'ouvrière la meilleure. Dès cinq et six ans la fillette faisait de la dentelle ; à l'âge où, de nos jours une jeune fille entre en apprentissage, elle était déjà devenue une ouvrière expérimentée. Ce fait nous explique la lettre que Favier du Boulay, intendant d'Alençon, écrivait à Colbert en 1665 et qui, à première lecture, peut sembler un peu emphatique : « Les enfants même de sept ans trouvent dans la dentelle, les uns le moyen de gagner leur vie, les autres de nourrir leurs père et mère et de faire entièrement subsister leur famille ». (1)

Il serait erroné de croire toutefois que l'enseignement de la dentelle ait été entièrement familial et, par le fait même, routinier, chaque dentellière transmettant à ses apprenties les procédés de travail et les coups de main qu'elle tenait elle-même de sa mère et de ses aïeules.

Un enseignement très didactique avait été organisé au beau temps des Points de France. Colbert soumettait les ouvrières à une formation méthodique et les jeunes dentellières normandes n'étaient point rebelles aux leçons des maîtresses vénitiennes. A la fin du XVII^e siècle, le contrôleur général des finances offrait de faire venir à Alençon des ouvrières flamandes pour enseigner les points de Bruges et d'Angleterre.

(1) Depping, *Correspondance administrative*, t. 3, p. 747.

À diverses périodes de l'ancien régime, nous avons vu, tantôt des curés faire apprendre la dentelle à leurs paroissiennes pauvres, tantôt des directeurs d'hospice procurer par ce travail du bien-être à leurs hospitalisés. Enfin, des congrégations religieuses, telles la Providence de Séz et la Providence d'Alençon, se fondèrent avec le but spécial d'enseigner et de perfectionner la dentelle.

Apprendre la dentelle était donc, dans certaines régions, partie essentielle du programme scolaire. M. Engerand donne des renseignements très précis et très intéressants sur cet enseignement qui, suivant les pays, était organisé de différentes façons :

« La dentelle était dans les campagnes l'objet d'un enseignement spécial ; on la faisait en commun dans les classes de dentelle, dans les chambres de dentelle et dans ce qu'on appelait les paillots.

Les classes de dentelle, qui s'occupaient uniquement d'enseigner la technique de cette industrie aux jeunes apprenties, étaient presque toujours une annexe de l'école et l'une des meilleures dentellières du pays y occupait les fonctions de maîtresse d'ouvrage ». (1) Le prix de l'apprentissage complet variait de cinq à dix francs au plus, selon les régions. Les dentelles étaient vendues par les soins de la maîtresse : « L'enseignement primaire prenait à peine deux ou trois heures et le reste du temps, c'est-à-dire sept à huit heures, ainsi que toute la journée du jeudi, était consacré à la dentelle. Les enfants, la première année, gagnaient au moins le prix de leur instruction générale ; les autres au

(1) Engerand, *La dentelle à la main*, p. 12.

nées, elles faisaient des journées de dix et quinze sous et, plus elles avançaient en âge, plus leurs gains s'élevaient ; il n'était pas rare d'en voir qui arrivaient à deux francs ». (1) On trouvait de ces classes dans presque toutes les régions où les dentelles étaient en faveur ; Normandie, Auvergne, Lorraine et Flandres. Les enfants y apprenaient leur état comme inconsciemment. Les leçons de dentelle se mêlaient aux leçons de lecture, d'écriture ou de calcul. Rentrées chez elles, le soir, aux jours de congé ou de vacances, les élèves n'avaient qu'à suivre l'exemple de leurs mères pour se parfaire et devenir d'irréprochables ouvrières. Les subventions, soit de la commune, soit de la cure, ou encore les générosités de quelque riche châtelain, soutenaient largement ces écoles.

« Les chambres de dentelle, au contraire, n'étaient pas exclusivement fréquentées par les apprenties ; c'étaient plutôt des sortes d'ouvroirs où se réunissaient et travaillaient en commun toutes les dentellières du pays. Une maîtresse d'ouvrage surveillait tout ce monde et apprenait le métier aux petites qui venaient là dans l'intervalle des classes. On plaçait la débutante près d'une ouvrière habile qui la surveillait et la conseillait dans les moments embarrassants. C'était donc un véritable atelier où chacun mettait en commun son expérience et son savoir faire. On travaillait depuis six ou sept heures du matin jusque parfois dix heures du soir ; la maîtresse vendait la dentelle ainsi faite et chaque ouvrière percevait le produit de son travail particulier.

(1) Engerand, *La dentelle à la main*, p. 12.

Dans les communes qui ne possédaient pas de chambre de dentelle, ce travail en commun se faisait pendant la saison froide dans les paillots ou crèches. Le paillot n'était autre chose qu'une étable où les dentellières se réunissaient : elles s'asseyaient sur une botte de paille autour d'une chandelle entourée de globes remplis d'eau qui en multipliaient l'éclat et donnaient une lumière douce et tamisée. (1) Grâce à cette combinaison rudimentaire, ces pauvres femmes réduisaient d'autant, sur leur maigre budget, le chapitre du chauffage et de l'éclairage ». (2)

Ce travail en commun, ces classes, ces chambres de dentelles, contribuaient à perfectionner les ouvrières en stimulant puissamment leur zèle et en provoquant chez elles une féconde émulation. Elles fournissaient un apprentissage parfait. Les enfants, dès le plus bas âge, prenaient là le goût du travail : les gains minimes qu'elles recevaient développaient en elles le sentiment inné de l'épargne et un bienfait moral s'ajoutait au reste. De plus, le procédé permettait de centraliser la production, de la contrôler et au besoin de la diriger.

Malheureusement ces vieilles institutions ont été sapées dans leur base par l'application des principes modernes de l'instruction primaire. La loi du 28 mars 1882 a posé une règle absolue, commune à la France entière, et uniformé-

(1) Ce procédé d'éclairage est toujours pratiqué par les dentellières. Elles suspendent devant leur lampe un globe rempli d'eau, analogue à ceux que l'on voit aux devantures des pharmaciens. Elles obtiennent ainsi un rayon lumineux circulaire très net et très doux pour l'œil.

(2) Engerand, *La dentelle à la main*, p. 13.

ment appliquée dans toutes les régions, quels qu'en soient les usages ou les nécessités : c'est l'obligation pour l'enfant de fréquenter l'école afin d'y recevoir une instruction systématiquement réglée par le législateur.

La loi déclare en effet : « L'instruction primaire est obligatoire pour les enfants des deux sexes de six ans révolus à treize ans révolus ». (1)

Les leçons professées portent sur :

« L'instruction morale et civique :

La lecture, l'écriture ;

La langue française ;

La géographie, particulièrement celle de la France ;

L'histoire, particulièrement celle de la France jusqu'à nos jours ;

Quelques notions usuelles de droit et d'économie politique ;

Les éléments de science physique et mathématique, leurs applications à l'hygiène, aux arts industriels, travaux manuels et usages des outils des principaux métiers ;

Les éléments du dessin, du modelage et de la musique ;

La gymnastique ;

Pour les garçons les exercices militaires ;

Pour les filles les travaux à l'aiguille ». (2)

Les enfants sont donc retenues à l'école depuis sept ans jusqu'à treize ans accomplis et ne peuvent y recevoir qu'un enseignement officiel dont toutes les matières sont minutieusement fixées par des règlements. Or, de l'avis unanime de quiconque est compétent sur la question, il est impossible

(1) Loi du 28 mars 1882, article 4.

(2) Loi du 28 mars 1882, article 1.

à une jeune fille de devenir une bonne dentellière si elle retarde son apprentissage jusqu'après treize ans.

Dans un rapport présenté en 1900 au Conseil Général du Calvados sur la crise dentellière dans ce département, M. Flandin affirmait à ce sujet : « Si à l'âge de treize ans une fillette ne sait pas ce métier, elle ne le saura jamais, car elle n'aura pas le temps et les moyens de disposer de quatre années pour l'apprendre ». (1)

Dans le même sens, M. Engerand disait à la Chambre des députés : « A treize ans quand l'instruction est achevée, c'est-à-dire à un âge ou naguère sept ou huit années d'exercice de la dentelle permettaient aux fillettes de gagner un franc par jour, il faudrait qu'elles apprissent de toutes pièces un métier tombé, dont l'entière possession est affaire de quatre ou cinq ans ; à un âge où, selon les habitudes de la campagne, l'enfant doit apporter son appoint au budget familial, il faudrait sacrifier plusieurs années à l'étude d'un art dont le relèvement, s'il est espéré de tous, n'en demeure pas moins problématique ». (2)

M. Charles Dupuy, sénateur de la Haute-Loire, citait sur le même sujet, l'opinion du président de la Chambre syndicale du Puy : « Toute tentative d'apprentissage de la dentelle à la main ne commençant pas à l'école primaire est destinée à rester sans aucun effet ». (3)

C'était l'avis du directeur de l'enseignement technique au ministère du Commerce lui-même, qui écrivait : « Cet ap-

(1) Rapport de M. Flandin.

(2) *Journal Officiel* 1903, n° 714.

(3) *Journal Officiel* 1903, n° 199.

prentissage doit être commencé très jeune, alors que les enfants suivent encore les cours de l'école primaire ». (1)

L'enseignement de la dentelle demeurerait-il possible dans les écoles enfantines même sous le régime de la loi de 1882 ?

Théoriquement : oui ! Nous avons en effet constaté que le paragraphe 8 de l'article I de cette loi place les travaux à l'aiguille parmi les matières à enseigner aux jeunes filles. Les dentelles, et à plus forte raison les dentelles à l'aiguille qui seules nous intéressent, peuvent au premier chef être classées parmi les travaux à l'aiguille.

Pratiquement : non ! La fabrication de la dentelle est loin d'être uniforme comme celle de la broderie par exemple. Chaque région a ses procédés particuliers. Une dentellière du Puy, habile à faire du Cluny, est incapable de produire de l'Alençon ou de l'Argentan. La Valenciennes se travaille très différemment du Chantilly, du Venise ou du Colbert. Or, d'après l'organisation de l'enseignement primaire français, toutes les maîtresses chargées d'instruire les enfants sont formées dans des écoles normales, d'après des programmes qui sont partout les mêmes. Les travaux à l'aiguille enseignés aux futures institutrices du département du Nord sont exactement semblables à ceux qu'apprennent les institutrices de l'Orne, du Calvados, des Vosges ou de la Haute-Loire. Avec de tels principes, il est impossible d'organiser l'apprentissage de la dentelle à l'école.

D'ailleurs le décret du 27 juillet 1882, qui développait les

(1) Lettre adressée à M. Vigouroux, citée par M. Dupuy au Sénat, *Journal Officiel* 1903, n° 199.

mesures générales prises par la loi du 28 mars, montrait le peu d'importance que les organisateurs de l'enseignement primaire attachaient aux travaux manuels. Développant avec soin tout ce qui a trait aux leçons de sciences, d'histoire, de dessin, de chant, il ajoute négligemment dans un court alinéa : « Enfin pour les garçons aussi bien que pour les filles, deux ou trois heures par semaine seront consacrées aux travaux manuels » .

Les auteurs de la loi de 1882 eux-mêmes s'étaient rendu compte qu'il serait désastreux de priver les enfants jusqu'à l'âge de treize ans de tout enseignement professionnel. Était-il devenu impossible à l'école ? Il fallait le tolérer, le favoriser même en dehors de l'école. L'article 15 de la loi tendait à ce but : « La commission scolaire pourra accorder aux enfants demeurant chez leurs parents ou leur tuteur, lorsque ceux-ci en feront la demande motivée, des dispenses de fréquentation scolaire ne pouvant dépasser trois mois par année en dehors des vacances. Ces dispenses devront, si elles excèdent quinze jours, être soumises à l'approbation de l'inspecteur primaire.

.....

La commission peut aussi avec l'approbation du conseil départemental dispenser les enfants employés dans l'industrie et arrivés à l'âge de l'apprentissage de l'une des deux classes de la journée ». Cette mesure, dans l'esprit de ses auteurs, avait peut-être moins pour but de favoriser l'enseignement professionnel que de permettre aux enfants de travailler avec leurs parents. Le rapporteur en effet disait à son sujet : « Cet article prévoit la nécessité qui s'impose aux familles peu aisées de tirer quelque profit, au moins pendant

un certain temps, du travail de leurs enfants employés dans l'agriculture ou dans l'industrie ». (1)

Cette précaire tolérance favorisait de louables tentatives. Elles vinrent de diverses assemblées départementales qui voulurent stimuler le recrutement des apprenties et le zèle des maîtresses de dentelle. Le Conseil général du Calvados entra le premier dans cette voie.

En 1884 il votait un crédit de deux mille francs à répartir entre les différentes maîtresses en primes de quinze francs par élève, primes versées à la fin de l'apprentissage. Cette mesure demeura sans effet, jamais les deux mille francs du crédit ne furent atteints et en 1900 trois cents francs furent péniblement répartis. Cet échec tenait en grande partie au procédé d'attribution même de ces primes. Seule la maîtresse était intéressée au succès de l'apprentissage ; l'élève ne recevait aucune récompense. Quoique la plupart du temps l'enseignement fût gratuit, les parents hésitaient à avancer à leur fille les menus frais nécessités par la mise au métier. Ce crédit venait aussi à un moment où les écoles de dentelle étaient à peine remises du choc qui les avait désorganisées. Très peu de maîtresses subsistaient encore. Le résultat fut donc insignifiant. (2)

Le département du Nord ne resta pas en arrière. La tentative, plus réfléchie, soutenue par le ministère du Commerce, obtint un meilleur sort. A Bailleul une école dentelière fut fondée en 1902 avec le concours de l'Etat. La municipalité donnait à la maîtresse cent cinquante francs par an

(1) Rapport de M. Ribière à la Chambre des Députés.

(2) Rapport de M. Flandin au Conseil général du Calvados, 1900.

et l'Etat vingt francs par an et par élève. Celles-ci étaient admises chaque jour après la classe et le jeudi toute la journée. (1)

Dans toutes les autres régions dentellières des vœux furent émis à la même époque, demandant au Gouvernement de prendre des dispositions générales susceptibles de sauver l'apprentissage de la dentelle. L'Orne, les Vosges, la Haute-Loire intervenaient en faveur « d'une industrie moralisatrice par excellence, qui se concilie avec les obligations de la famille et avec le travail des champs, qui fixe la femme au foyer et par cela même contribue à retenir l'homme au village et à combattre l'action néfaste que la ville exerce sur eux ». (2)

Mais il fallait compter avec les inspecteurs primaires. Partout ils entravèrent la bonne volonté des organisateurs et s'opposèrent de toutes leurs forces à laisser consacrer des heures de classe à l'enseignement professionnel. C'était le règne le plus absolu du bon plaisir administratif. Selon l'observation de M. Engerand, on pouvait entendre le Directeur de l'Enseignement primaire déclarer au nom du Ministre « qu'il ne faisait aucune objection à ce que les élèves des écoles publiques soient exercées en même temps qu'à la couture proprement dite, à la confection de la dentelle à la main » et l'Inspecteur de l'Académie de Caen « refuser de distraire même une heure de classe en faveur de cet apprentissage ». (3)

(1) Rapport de M. Dupuy au Sénat, *Journal Officiel* 1903, n° 199.

(2) Rapport du docteur Soyer au Conseil général des Vosges.

(3) Engerand, *La dentelle à la main*, p. 22.

Afin de vaincre ces résistances, en 1903, le zélé député du Calvados demandait au ministre du Commerce de s'entendre avec le ministre de l'Instruction publique dans le but de faciliter l'apprentissage scolaire de la dentelle. En outre, par voie d'amendement à la loi de finances de la même année, il sollicitait de la Chambre un crédit de cent mille francs destiné à stimuler l'apprentissage. A la prière du Ministre, l'amendement (1) fut retiré et remplacé par une proposition de loi. Cette proposition comportait deux articles :

« I. L'enseignement professionnel de la dentelle à la main sera organisé dans les écoles primaires de filles des départements où la fabrication est en usage et dans les écoles normales d'institutrices de ces mêmes départements. Ces écoles seront désignées par décret.

(1) Voici le texte même de cet amendement :

Un crédit de 100.000 fr. est ouvert au ministre du Commerce pour être employé, d'accord avec les préfets des départements intéressés, à :

1° Créer un enseignement professionnel de la dentelle à la main dans un nombre à déterminer d'écoles primaires de filles des départements où la fabrication s'est maintenue ;

2° A organiser des cours professionnels ou de perfectionnement de la dentelle à la main dans les écoles normales d'institutrices de ces mêmes départements ;

3° A donner des récompenses aux enfants qui auront le mieux profité de cet enseignement pratique et une rétribution aux maîtresses d'ouvrage qui l'auront donné ;

4° A distribuer des primes aux ouvrières maîtresses d'ouvrage, mères de famille, qui justifieront par certificat du maire de la commune qu'elles ont formé des apprenties dentellières ayant travaillé assidûment au moins une année sous leur direction ;

5° A accorder, en cas de besoin, des secours aux vieilles ouvrières dentellières.

II. Il sera créé dans les principaux centres dentelliers des cours et des ateliers de perfectionnement ou des écoles propres à développer l'éducation artistique des ouvrières ou desinateurs ».

Une commission parlementaire composée de députés des différentes provinces dentellières fut chargée d'étudier la proposition. Elle consulta les conseils généraux et les Chambres de Commerce appartenant aux mêmes provinces. Tous émisrent des vœux favorables. Aussi, sur la demande même de M. Vigouroux, rapporteur, la Chambre vota-t-elle d'urgence la proposition sans y introduire aucune modification.

Le Sénat examina à son tour la proposition législative que lui envoyait la Chambre des Députés. M. Charles Dupuy montra excellemment la facilité de son application : « En ce qui concerne les écoles primaires, la leçon de dentelles sera donnée soit par l'institutrice, soit par une personne compétente de la localité, désignée dans les mêmes conditions que la maîtresse de couture.

« Quant à l'école normale, on trouvera facilement au chef-lieu où l'école est installée une dentellière experte offrant toutes garanties pour initier les élèves-maîtresses à un travail qu'elles auront à montrer elles-mêmes à leurs élèves quand elles seront institutrices. Il sera nécessaire, pour que l'apprentissage dont il s'agit se poursuive avec précision et régularité, qu'il ait une sanction dans l'examen du certificat d'études primaires élémentaires, au même titre que la couture qui donne lieu à une note spéciale ; il faudra que la dentelle ait, elle aussi, sa note spéciale.

« La proposition ne s'en tient pas exclusivement à la question de l'apprentissage ; elle prévoit une organisation profes-

sionnelle complète du métier artistique qu'est la dentelle à la main. Il est naturel, nécessaire, qu'au-dessus des écoles primaires et des écoles normales où l'étude de la dentelle ne pourra profiter que d'un temps restreint, quelques demi-heures par semaine, il soit créé un enseignement supérieur de la dentelle sous la forme de cours, d'ateliers, d'écoles propres à développer soit l'éducation artistique d'une élite d'ouvrières, soit le zèle des dessinateurs.

« Il sera facile d'utiliser pour cet objet les organismes déjà existant tels que : écoles primaires supérieures dans lesquelles s'affirment de plus en plus la spécialisation concordant aux besoins et intérêts régionaux, écoles nouvelles d'apprentissage, écoles de commerce et d'industrie. Ce sont là autant de cadres préparés, autant de milieux propices à recevoir les cours et ateliers de perfectionnement ». (1)

En présence d'aussi judicieuses observations, le Sénat ne pouvait que confirmer le vote de la Chambre.

Quel a été le résultat pratique de cette loi promulguée le 5 juillet 1903 et qui a pris, de son auteur, le nom de « loi Engerand » ? Il serait difficile de porter aujourd'hui un jugement très catégorique sur ses effets. Vieille d'à peu près dix ans, elle compte au plus six ans d'application pratique. Les jeunes filles qui, les premières, en bénéficièrent n'ont guère que de douze à quatorze ans. A cet âge il est difficile d'apprécier la capacité professionnelle et l'habileté d'une ouvrière. Toutefois, dès maintenant, le fonctionnement des cours scolaires de dentelle dans le département de l'Orne permet de

(1) Rapport de M. Dupuy au Sénat, *Journal Officiel* 1903, n° 199.

formuler certains griefs qui s'adressent peut-être moins à la loi elle-même qu'à la façon dont elle est appliquée.

Les écoles de la Roche Mabile, Damigny, Condé-sur-Huisne, Courteilles, Montsort ont organisé des leçons de dentelle à l'aiguille. Dans les trois premières de ces communes, le cours est fait par une ouvrière de la localité. A Courteilles et à Montsort, une maîtresse de l'école dentellière d'Alençon va chaque semaine instruire les élèves. Ces écoles souffrent surtout du manque de surveillance. Les professeurs sont choisis sans beaucoup de soin, leur enseignement, purement routinier, ne peut former des ouvrières habiles. Aucun contrôle ne stimule le zèle des apprenties. L'examen dont le rapporteur au Sénat signalait l'utilité n'a jamais été organisé. En fait les ouvrières font leur cours sans contrôle efficace.

Cette situation changera-t-elle ! La loi du 5 juillet 1903 prévoit des cours de dentelle organisés dans les écoles normales et permettant aux institutrices d'enseigner elles-mêmes ce travail. La dentelle à l'aiguille fait aujourd'hui partie du programme officiel de l'école normale d'Alençon. Cet enseignement y est malheureusement très insuffisant. Les points d'Alençon, d'Argentan, de Venise et de Colbert sont très variés et très compliqués. Une maîtresse habile doit avoir parcouru le cycle qui va du traçage du dessin jusqu'au remplissage des fleurs. Deux ans sont au moins nécessaires pour sa formation. Or l'horaire d'une école normale ne consacre qu'une heure par semaine à l'étude de la dentelle. L'apprentissage des maîtresses aura duré au maximum soixante à soixante-dix heures. Incapables de produire elles-mêmes, il saute aux yeux que ces institutrices ne pourront former de

bonnes élèves. Les dentelles à l'aiguille sont trop compliquées pour être ainsi apprises par des maîtresses d'école primaire. Le seul moyen d'obtenir un enseignement pratique sérieux est d'avoir recours à une ouvrière habile et instruite. Il faudrait alors, par un contrôle fréquent et des vérifications consciencieuses, tenir en éveil le zèle du professeur et des élèves.

A côté de ces écoles strictement primaires, la Chambre de Commerce d'Alençon a ouvert dans cette ville des cours de perfectionnement. Subventionnés par le Conseil général, ils reçoivent des élèves âgées de douze à treize ans et les gardent d'ordinaire jusqu'à vingt ans. Les leçons durent tous les jours de neuf heures du matin à onze heures et demie et de une heure du soir à cinq heures. Cette école n'a pas donné les bons résultats que l'on espérait d'elle. Occupant des ouvrières déjà formées, elle fabrique des dentelles d'une grande valeur marchande. Les quelques fabricants qui perpétuent à Alençon le commerce des dentelles ont vu d'un très mauvais œil la création d'une école qu'ils considèrent comme une maison rivale. La guerre qu'ils lui ont faite a nui beaucoup à son développement ; elle possède tout au plus une douzaine d'élèves.

Plus heureux a été l'effort tenté à Argentan par l'école dentellière des Bénédictines de Saint-Jacques. Le secret du Point d'Argentan avait été retrouvé, avons-nous vu, par une ouvrière de la maison Lefébure. Elle fonda en 1873 un atelier de dentelles à l'Orphelinat des Bénédictines. L'enseignement de la dentelle à l'aiguille est devenu l'une des principales occupations du personnel de cet établissement. Les élèves se recrutent soit parmi les orphelines, soit parmi les jeunes fil-

les de la ville désireuses d'apprendre cet art délicat. Les leçons ont lieu en dehors des heures de classe officielle. Un atelier de perfectionnement retient les ouvrières jusqu'à l'âge de vingt ans. Seules les anciennes élèves de cette école continuent à faire de la dentelle dans tout le pays d'Argentan.

L'école trouve d'ailleurs un écoulement facile de ses produits. Etant placée sous la haute direction de M. Lefébure, l'un des grands dentelliers de France, celui-ci, entremetteur habile, se charge entièrement de la vente des dentelles. L'école assure ainsi du travail à ses élèves et sert en outre d'intermédiaire à toutes les ouvrières de la région.

Dans les écoles professionnelles il ne suffit pas de former des ouvrières habiles, il faut aussi des dessinateurs expérimentés. Ils assureront seuls l'avenir artistique de la dentelle. Tout élève de l'école des Beaux-Arts, même doué d'un brillant talent, n'est pas apte à créer un modèle de dentelle. Des connaissances techniques lui sont nécessaires et il ne les acquerra que par un long travail. Pousser les initiatives privées vers ces études est donc rendre un signalé service à la cause de la dentelle.

L'importance de cette question n'a pas échappé à ceux qui ont à cœur en France le relèvement de cette industrie. M. Dupuy, dans son rapport au Sénat sur la loi du 5 juillet 1903, disait : « Si votre commission estime qu'il est très utile d'ouvrir des cours et des ateliers de perfectionnement pour les dentellières, elle considère qu'il est un but encore plus important à poursuivre, former des dessinateurs d'art inventifs et habiles, chargés de fournir à l'industrie dentellière ce qui lui manque trop, ce qui tend à lui manquer davantage, des dessins originaux et bien conçus. » En ce sens l'article 2 de la

loi décidait qu'il serait créé dans les principaux centres dentelliers des cours et ateliers de perfectionnement ou des écoles propres à développer l'éducation artistique des ouvrières et des dessinateurs ». (1)

Les pouvoirs publics n'ont, il est vrai à peu près rien fait à cet égard. Ce sont surtout des tentatives particulières qui ont cherché à encourager le zèle artistique des dessinateurs. En novembre 1905 l'association « La dentelle de France » organisa un concours national destiné à la création de dessins et de points nouveaux.

Les concurrents devaient fournir quatre dessins dont le thème leur était indiqué.

1° Deux bandes droites pour volant ou garniture, de trente centimètres de long sur huit de hauteur.

2° Un morceau, au choix des concurrents, destiné à orner une toilette féminine.

3° Un article d'ameublement, rideau de vitrage ou nappe à thé.

Le jury était composé d'artistes célèbres, tels Eugène Carrière, Luc Ollivier-Merson, de dentelliers connus, comme MM. Lefébure, Pagès, Marescot, Georges Martin.

Les prix offerts comprenaient, outre divers objets d'art offerts par les ministres du Commerce et des Beaux-Arts, un prix de mille francs, deux de cinq cents francs et deux de cent francs.

Cent dix dessinateurs répondirent à l'appel de l'Association. Trois cent cinquante dessins furent soumis au jury. Devant la valeur réelle de nombre de ces modèles, les prix du-

(1) *Journal Officiel* 1903, n° 199.

rent être divisés et remplacés par un prix de cinq cents francs, deux de trois cents, deux de deux cent cinquante, deux de deux cents et deux de cent francs. Tous les dessins primés furent immédiatement achetés par des fabricants. Il serait à désirer que des tentatives de ce genre ne restent pas isolées. Répétées fréquemment, elles serviraient à la fois les artistes et l'industrie dentellière.

Le Relèvement des Salaires

Quelle est en dernière analyse la vraie cause qui entrave le développement de l'apprentissage de la dentelle à l'aiguille ? La bassesse des salaires dans cette industrie.

Pourquoi, malgré tous les secours que l'on prodigue aux entreprises privées, malgré les réformes utiles que l'on apporte aux programmes scolaires, les cours de dentelle restent-ils en grande partie déserts ? Parce que, en dépit de tous les efforts, les dentellières ne parviennent à réaliser que des gains ridiculement bas.

En 1887, une enquête ouverte par le ministère du Commerce sur les diverses industries du département de l'Orne et déjà citée par nous, signalait environ quatre cents dentellières dans la région alençonnaise. Elles gagnaient péniblement un salaire moyen variant de un franc cinquante à deux francs par jour. Les meilleures ouvrières, brisées à leur tâche par vingt ans de pratique minutieuse, dépassaient rarement ce salaire quotidien.

La fin du XIX^e siècle a vu les salaires augmenter dans pres-

que toutes les branches du travail. Tel ouvrier touche aujourd'hui le double de ce qu'il gagnait il y a trente ans. Pour les dentellières à la main, au contraire, les gains déjà si modiques ont encore baissé dans une notable proportion. Une ouvrière en point d'Alençon ne tire jamais plus de un franc à un franc cinquante de dix heures de travail assidu, soit dix à quinze centimes de l'heure. Dans la même ville d'Alençon, une femme de peine se paie au minimum vingt cinq centimes.

La situation est aussi triste à Argentan. Les plus hauts salaires réalisés par une dentellière n'y dépassent jamais vingt centimes l'heure. Et encore la grande majorité des ouvrières doit se contenter d'un salaire maximum de quinze centimes.

Sur ce terrain le Calvados n'a rien à envier à l'Orne. La dentellière bayeusaine ne peut se prévaloir d'un sort plus heureux que ses compagnes d'Alençon ou d'Argentan. Un franc cinquante tout au plus doit lui suffire à vivre. Comment être surpris, après de pareilles constatations, de la décroissance rapide du nombre des dentellières dans ces régions, décroissance qui entraîne fatalement une dépopulation constante des campagnes ?

Dans toutes les industries de l'aiguille où de pareilles misères sont à déplorer, on trouve ordinairement deux causes principales : la surabondance de main-d'œuvre et la présence de nombreux intermédiaires qui retiennent une partie des bénéfices.

Or dans l'industrie dentellière ni l'un ni l'autre de ces faits n'exerce, semble-t-il, sa fâcheuse influence.

Les dentellières à l'aiguille sont fort peu nombreuses : Elles diminuent de jour en jour et l'apprentissage est loin

de combler les vides laissés par les vieilles ouvrières de la génération précédente. Alençon, en 1870 comptait plus de deux mille ouvrières, en 1887 quatre cents, en 1912 deux cents tout au plus. Dans les centres où les gros fabricants sont en concurrence directe, ils se disputent les bonnes ouvrières et malgré cela les salaires continuent toujours de baisser.

La main-d'œuvre est d'ailleurs peu variable, le long apprentissage que nous signalions dans le chapitre précédent empêche nombre d'ouvrières aux abois de s'improviser dentellières.

Presque partout les fabricants de dentelles font travailler directement les ouvrières. Leurs représentants, établis dans chaque région, reçoivent toutes les commandes et distribuent le travail aux dentellières qui viennent en chercher. Pas d'entrepreneuses que l'on puisse accuser, comme dans la lingerie, de pressurer les ouvrières qu'elles embauchent.

Aucune cause naturelle ne semble donc expliquer cette baisse des salaires. La fabrication de la dentelle est une industrie de grand luxe, la matière première y est d'un prix de revient relativement faible. Les ouvrières pourraient prétendre à des gains lucratifs comme en touchent certains ouvriers d'art, graveurs, ébénistes ou orfèvres par exemple.

Ne serait-il pas juste que le législateur vînt à leur secours ? Un minimum légal de salaire serait, à l'heure actuelle, la seule façon d'améliorer le sort des ouvrières de la dentelle.

Divers états, avons-nous vu, possèdent déjà une législation sur cette question. L'Etat de Victoria a donné le branle en 1896. Une loi y a organisé des conseils spéciaux ayant pour mission d'établir dans certaines industries un minimum de

salaires, d'arrêter le nombre des heures de travail et de fixer le tarif des heures supplémentaires. Les décisions de ces conseils ont force de loi. Cette réglementation s'applique surtout au travail collectif et n'atteint qu'indirectement le travail à domicile. Tout atelier de moins de quatre personnes reste en dehors de la loi.

Des exceptions existent en faveur des ouvriers infirmes ou malhabiles qui, après enquête de l'inspecteur du travail, peuvent être autorisés à travailler au-dessous du tarif légal.

La France sur cette grave question en est encore aux projets. Au mois de juin 1910, M. de Mun déposait sur le bureau de la Chambre des Députés une proposition de loi tendant « à établir des salaires minima pour les travailleurs à domicile ». Cette loi, à l'encontre de la législation australienne, laisserait donc entièrement de côté les ouvriers d'usine ou d'atelier et protégerait seulement les travailleurs à domicile.

Les industries visées par la loi seraient ensuite nominativement désignées dans un décret. L'inspection du travail s'inspirant des déclarations des patrons et de ses enquêtes personnelles, dresserait la liste de tous les travailleurs de cette industrie. Ceux-ci éliraient les membres de comités professionnels composés moitié de représentants des ouvriers et moitié de représentants des patrons.

Les comités professionnels auraient pour fonction d'élaborer les tarifs de salaires auxquels les employeurs devraient se soumettre. Pour en vérifier l'application, obligation pour les patrons de tenir un registre contenant le nom de leurs employés, le travail effectué par eux et le salaire versé. Les mêmes mentions seraient reproduites sur un carnet remis à l'ouvrier.

Cette proposition, dont l'économie est relativement simple et l'application facile, n'a malheureusement pas encore été discutée.

La question d'un minimum de salaire avait, même avant cette proposition, préoccupé en France nombre d'esprits. La Fédération nationale des syndicats indépendants de femmes, dont le centre principal est à Lyon, prit en 1907 l'initiative d'une sorte de referendum auprès de toutes les chambres syndicales de patrons et d'ouvriers de l'industrie du vêtement. Le but était d'arriver à la fixation d'un tarif minimum de salaires admis par tous sans intervention du législateur.

Pour faciliter une entente, Mlle Rochebillard, secrétaire générale des syndicats indépendants, élaborâ une échelle graduée de salaires qui fut ensuite soumise aux divers intéressés.

L'auteur partait de ce principe que le tarif adopté devait accorder à l'ouvrier le minimum de ressources nécessaires à vivre. Le coût de la vie variant suivant les localités dans une même industrie, le salaire varie nécessairement suivant l'importance de la ville où l'ouvrière travaille.

Le principe posé, Mlle Rochebillard demandait de garantir aux ouvrières à domicile au moins un franc de salaire quotidien dans les petites villes et les campagnes, un franc cinquante dans les villes de dix mille à cent mille habitants, deux francs dans les villes de plus de cent mille habitants. Le tarif était fixé à la journée. Libre aux employeurs de le transformer en un salaire aux pièces sans toutefois en violer le principe.

Cette proposition reçut l'approbation de plusieurs groupements féminins, entre autres le Syndicat de l'Aiguille, le

Syndicat des employés, l'Union fraternelle du commerce et de l'Industrie, l'Action sociale de la femme, l'Union Mutualiste des femmes françaises, l'Aiguille à la campagne. Elle fut aussi soumise à l'Association générale du Commerce et de l'Industrie des tissus et matières textiles. M. Lefébure s'en fit le très chaud défenseur. Cette puissante chambre syndicale, sans adopter formellement le tarif minimum, résolut d'examiner la question et la renvoya devant une commission d'étude. Après une très vive discussion, le rapporteur concluait : « Notre association ne peut que s'intéresser à l'étude de cette question dont la solution serait si profitable à tous ceux qui souffrent de la rétribution insuffisante de leur travail ».

Dans le cas qui nous intéresse de l'industrie dentellière, le grand reproche que l'on puisse faire au projet, c'est de présenter un tarif beaucoup trop faible. Presque toutes les dentellières travaillent, soit dans les campagnes, soit dans de petits bourgs ; elles devraient donc se contenter d'un salaire minimum de un franc par jour, ce qui, à notre avis, est absolument insuffisant.

Lorsque l'on envisage les salaires des ouvrières de la dentelle, il ne faut jamais oublier, et l'on ne saurait trop le répéter, qu'elles ne peuvent être assimilées aux autres ouvrières à l'aiguille. L'apprentissage de la lingerie, de la couture, de la broderie, fait en quelque sorte partie de l'éducation générale de la femme ; celle-ci peut en quelques semaines devenir une assez bonne lingère ou couturière. Au contraire, la dentellière est une artiste. Elle a dû subir un apprentissage improductif de plusieurs années ; quelque dix ans de travail régulier lui sont nécessaires pour posséder à fond son

métier. Beaucoup de débutantes n'acquièrent jamais la dextérité suffisante pour faire du beau point à l'aiguille. La moindre faiblesse dans la vue réduit la dentellière à l'inaction. Dans de pareilles conditions il est nécessaire de lui assurer un salaire plus rémunérateur et un tarif acceptable pour des lingères ou des brodeuses est très insuffisant pour des dentellières à l'aiguille. Trente centimes par heure devraient être le minimum que l'on puisse offrir à ces ouvrières. Si on ne leur garantit un salaire quotidien variant de deux francs cinquante à trois francs cinquante, il est inutile de chercher à ressusciter l'industrie dentellière. Les jeunes filles continueront à fuir un travail qu'elles considèrent comme misérable.

CHÂPITRE NEUVIÈME

La Mode et les Dentelles

Discrédit des Dentelles

Comment obliger les fabricants à donner aux dentellières des salaires rémunérateurs ? Pourquoi tenter une réorganisation sérieuse et méthodique de l'apprentissage de la dentelle si l'opinion publique ne soutient pas l'industrie dentellière ? La mode jouit dans notre société moderne d'une influence considérable, despotique même. « Elle est universelle et impérieuse. A des époques anarchiques où les croyances les mieux autorisées ne réussissent plus à réunir les âmes éparpillées d'un pays et où les préjugés les plus indispensables sont à vau-l'eau, la mode au moins compose une soudaine unanimité. Il y a des jours où l'on se demande si ce n'est pas là tout ce qui reste dans notre pays en fait d'unanimité : la mode ». (1) Hélas ! On est obligé de le constater, depuis quelque quarante ans, la mode n'a rien fait pour remettre en honneur les vraies dentelles. Il semble au contraire que sys-

(1) André Baunier, *La Mode sous le Second Empire*, Revue hebdomadaire, 16 mars 1912.

tématiquement elle les ait écartées en France de la toilette féminine : la cause profonde de ce discrédit se trouve dans les principes égalitaires et démocratiques qui gouvernent l'opinion publique et entraînent la vulgarisation de l'élégance.

Sous les gouvernements monarchiques la cour, élite de distinction groupée autour du souverain, dictait à tous le bon ton ; la mode suivait alors les désirs variés du roi. Manifestation de volonté de sa part, simple geste suffisaient souvent à faire admettre par la France entière telle ou telle luxueuse fantaisie. Comme l'intérêt même du roi lui commandait de développer le plus possible le travail et le commerce de son royaume, la mode favorisait toujours les industries de luxe français. Les belles dentelles normandes, les riches soieries Lyonnaises, les fines guipures d'Auvergne ou des Vosges étaient alors en quelque sorte les reines des fêtes soit de Versailles, soit des Tuileries.

Là où s'étaient brisés les édits les plus prohibitifs et les plus draconiens, œuvres d'omnipotents ministres, un Sully ou un Richelieu, un mot de Louis XIV réussit. Les défenses sévères promulguées par Henri II, Charles IX, Henri IV et Louis XIII n'avaient pu arrêter l'importation des dentelles vénitiennes. Colbert, créant en France une industrie rivale, intéressa à son œuvre le roi Louis XIV. Celui-ci annonça un jour à Versailles qu'il irait visiter les produits de la nouvelle manufacture. Dans l'un des salons du château, les dentelles avaient été exposées sur une tenture de damas cra-moisi. Le roi admira fort la délicatesse et la richesse du travail et témoigna sa satisfaction à Madame Guibert, directrice de la manufacture royale d'Alençon, qui présentait elle-

même les ouvrages de ses ouvrières. Le roi lui fit remettre une riche récompense et manifesta à tous son intention de ne voir dorénavant que ces dentelles à la cour. Tous les courtisans s'empressèrent immédiatement de faire des commandes considérables. L'approbation du souverain fit le succès de l'entreprise. De ce jour la mode des points de Venise tomba presque entièrement (1).

Des fantaisies royales, des caprices d'un moment furent souvent l'origine de modes nouvelles qui se perpétuèrent ensuite pendant de longues années.

Un jour, la cour chassait en forêt de Fontainebleau. Dans l'ardeur de la poursuite, Mademoiselle de Fontanges, la favorite alors toute puissante, eut sa chevelure dénouée par une branche. Prise au dépourvu, elle la renoua négligemment sur son mouchoir de dentelle. Le roi trouva charmante cette coiffure improvisée et pria Mademoiselle de Fontanges de la garder le reste de la soirée. Le lendemain toutes les dames de la cour parurent avec des coiffures surchargées de dentelle. Ce fut le début des coiffures à la Fontanges, qui firent fureur à la fin du règne de Louis XIV et pour lesquelles de si grandes quantités de fines dentelles étaient journellement consommées (2).

A la même époque, les grands seigneurs faisaient aussi de folles dépenses pour porter de ces longues cravates flottantes, dites « à la Steinkerque ». Une pareille mode, si propice à l'industrie dentellière, naquit de l'imitation des princes du

(1) Bury Palliser, *Histoire de la dentelle*, p. 124.

(2) Arsène Houssaye, *Mademoiselle de La Vallière et Madame de Montespan*, p. 303.

sang: Les plus hauts personnages de la cour allaient au combat parés comme pour une fête de Versailles. En 1693, à la bataille de Steinkerqué, la charge sonna prématurément. Les princes du sang n'avaient pas terminé leur toilette ; ils se lancèrent à l'assaut leur cravate hâtivement nouée. La rapidité de la course, l'ardeur de la lutte dénouèrent les cravates qui, à la fin du combat, flottaient négligemment sur les uniformes. De ce jour, s'établit l'usage d'avoir de très longues cravates de dentelle que l'on abandonnait librement au vent.

Le penchant marqué de Marie-Antoinette pour les linons et les blondes légères entraîna une décadence rapide de l'industrie dentellière. Nous connaissons les doléances des fabricants à ce sujet et comment la majorité des courtisans cessant de porter des dentelles, l'industrie Alençonnaise périclita rapidement.

Napoléon I^{er} avait l'esprit trop avisé pour ne pas saisir l'influence prépondérante dont jouit une cour élégante sur la mode d'un pays. Voulant réparer nombre des ruines accumulées par la Révolution, de sa façon autoritaire et un peu brutale, il imposa à la nouvelle noblesse impériale les uniformes et les costumes les plus brillants, les usages les plus fastueux. Dans cet ordre de choses, il chercha toujours à développer le plus possible les industries de luxe françaises. Dentelles flamandes ou normandes, soieries lyonnaises devinrent obligatoires aux Tuileries sous le premier Empire. A force de règlements il parvint à rendre une prospérité factice aux vieilles manufactures royales.

Le second Empire fut aussi une époque qui porta le luxe et l'élégance à leur plus haut degré. L'impératrice veillait toujours à ce que l'industrie française tirât le plus grand

profit des fêtes brillantes qu'elle donnait. Dans les solennités officielles, elle affectait de ne porter que des parures essentiellement nationales. C'étaient ce qu'elle appelait en riant ses toilettes politiques.

Depuis 1870, la mode s'est en quelque sorte vulgarisée. Dans une démocratie la distinction et l'élégance ont beaucoup plus de mal à s'affirmer. Les titulaires des hautes charges publiques changeant souvent, sortis pour la plupart des rangs du peuple ou de la bourgeoisie, ne possèdent pas d'ordinaire ce parfait bon ton, cette distinction raffinée capables d'imposer leur goût au pays tout entier. Qui a donc hérité de ce pouvoir dictatorial sur les choses du luxe et de la parure si ce n'est le théâtre ! Ce sont aujourd'hui les actrices en vogue qui lancent la mode dans les pièces à succès. Cette élégance théâtrale est factice et fausse. Les actrices ne sont en réalité que des instruments dans la main des grands couturiers. Telle toilette que la France admirera et portera demain est ce qu'a voulu le couturier de la rue de la Paix ou du faubourg Saint-Honoré. Cette omnipotence du couturier apparaît nettement dans un fait curieux rapporté par M. Engelard à la Chambre des Députés. Il y a quelque dix ans, pendant une seule saison, les points de Venise jouirent d'une vogue considérable. Pourquoi ? Parce que durant cette courte période, une société anglaise faisant travailler des dentellières italiennes avait acquis une situation prépondérante dans un très important atelier de couture de Paris. Elle s'en servait pour écouler ses produits. (1)

Peu importe au couturier la prospérité industrielle de la

(1) *Journal Officiel* 1903, documents parlementaires, n° 714.

France ! Que lui fait que la robe qui va sortir de ses ateliers le soir d'une grande répétition générale soit faite d'étoffes légères venues d'Angleterre, de tissus imprimés fabriqués en Allemagne ou de soieries lyonnaises ! Il voit uniquement le succès qu'elle obtiendra vis-à-vis du public et la vogue qu'elle attirera à ses modèles.

Dans la composition de ces modèles, il ne recherchera jamais les produits français ; il les évitera même de tous ses efforts, car ils ont la réputation d'être de grand luxe et par le fait même très chers. Talonné par la concurrence, le couturier sait que la toilette qu'il crée sera copiée le lendemain par tous les grands magasins de confection. Livrée par eux à des prix ridiculement bas, admirée pendant un mois, elle sera, ce délai passé, tellement répandue dans toutes les classes de la société qu'elle deviendra vulgaire. Le lanceur de modes doit donc rechercher surtout les ornements légers et frivoles d'un prix de revient assez minime. Ils produiront leur maximum d'effet pendant quelques jours et pourront ensuite être renouvelés sans trop alourdir le budget des grandes élégantes.

C'est là le principal motif pour lequel les couturiers ont depuis quarante ans exclu autant qu'ils ont pu les vraies dentelles de la parure féminine. La dentelle à la main, d'une fabrication lente, d'un effet discret, d'un prix de revient très élevé, ne peut convenir à une époque où la mode évolue avec une rapidité vertigineuse. Comment songer aujourd'hui à porter de l'Alençon ou de l'Argentan quand cette garniture coûtera quelques dizaines de mille francs et devra être mise au rebut à la fin de la saison. « Autrefois une toilette de luxe durait bien plus qu'aujourd'hui ; on la payait cher sans

doute, mais elle se portait longtemps et attestait le goût personnel et la condition de sa titulaire. Le costume pouvait être une chose artistique ; pour le constituer on réquisitionnait les tissus rares, les étoffes de choix et on les mettait en œuvre avec la constante préoccupation de bien faire, le soin qu'on apporte aux besognes aimées : l'art était alors la probité de l'élégance ». (1)

Cette probité, le couturier, commerçant avant tout, l'ignore absolument. Une mode durable entraînera pour lui le chômage du lendemain. La confection, travaillant à meilleur marché, lui enlèvera toute la grosse clientèle. Le changement est sa vie même.

D'ailleurs pourquoi rechercher les parures riches et authentiques ; à quoi tend-il au moins immédiatement, sinon au succès de la scène ? Or le théâtre est très défavorable à tout travail artistique. Les peintures les plus grossières y font les décors les meilleurs. Les imitations, vues à distance, sous la lumière artificielle de la rampe, y produiront autant d'effet que les garnitures vraies et leurs prix sont infiniment moindres.

Aussi de plus en plus rares sont-elles de nos jours ces commandes de dentelles, presque quotidiennes jadis, qui par leur importance faisaient vivre des milliers de paysannes pauvres. Les registres de maison de l'époque laissent deviner les énormes dépenses faites sous Louis XIV et sous Louis XV par certaines grandes dames ou quelques hauts seigneurs de la cour.

Madame de Maintenon offrait un jour à la duchesse de Che-

(1) Engerand, *La dentelle à la main*, p. 16.

vreuse un équipage de bain tout en point de France, consistant en un peignoir, des serviettes et un long volant pour entourer la baignoire, le tout d'une très grande magnificence. Lors de son mariage avec l'infant d'Espagne, le trousseau de Madame fille aînée de Louis XV, composé uniquement de linge fin orné de dentelles, avait coûté six cent vingt-cinq mille livres. (1)

A l'exemple de la famille royale, les principaux dignitaires de la cour se signalaient par des achats fastueux. Madame de Luynes possédait une garniture de lit qui avait coûté trente mille livres. Dans ses mémoires, Madame de Créquy raconte une visite faite par elle à la duchesse de la Ferté. Celle-ci recevait couchée sur un splendide lit de parade. « La garniture de ses draps et de ses oreillers, qui étaient en point d'Argentan valait au moins quarante mille écus ». (2)

Les cérémonies religieuses prêtaient aussi beaucoup au luxe des dentelles. L'austère Bossuet nous est représenté, dans le célèbre tableau de Rigault, portant un merveilleux rochet de point de France. Pour officier à la chapelle de Versailles, le cardinal de Rohan, grand aumônier de la cour sous Louis XVI, revêtait une aube d'ancienne dentelle à l'aiguille d'une telle beauté, raconte un chroniqueur du temps, que les assistants osaient à peine y toucher. Ses armes avec leur devise y étaient tracées sur un dessin de grandes guirlandes de fleurs. On estimait cette aube cent mille livres.

Que sont aujourd'hui les rares commandes d'une robe ou d'un voile de mariage faites soit par une cour étrangère, soit

(1) Bury Palliser, *Histoire de la dentelle*, p. 126.

(2) Bury Palliser, *Histoire de la dentelle*, p. 128.

par quelque riche américaine, à côté de celles d'une époque où tout courtisan attentif se serait cru déshonoré s'il n'avait porté à Versailles une paire de manchettes d'au moins quinze mille livres.

Au fond de leur cœur, les vieilles dentellières normandes regrettent-elles un peu le bon temps où des reines attentives leur assuraient un travail ininterrompu et rémunérateur ? M. Engerand, dans la discussion de la loi du 5 juillet 1903, rapportait une curieuse anecdote qui montre l'état d'esprit des ouvrières de la dentelle.

« A Basly, l'un des plus anciens centres dentelliers du Calvados, en 1894, au moment de l'élection de M. Casimir Périer, les anciens du village, se souvenant qu'un Casimir Périer avait jadis approché le roi, se figurèrent que les mœurs de la monarchie allaient reparaître ; les dentellières en conclurent qu'on aurait une cour, que la dentelle allait redevenir à la mode ! Ces braves femmes s'en allèrent trouver leur curé et le prièrent de dire des messes aux intentions du nouveau Président de la République ». (1) Ce ne fut qu'un court espoir. Les dentelles restèrent plus négligées et plus oubliées que jamais.

(1) *Journal Officiel*, 1903, Documents Parlementaires, n° 714.

Imitation frauduleuse des Dentelles Anciennes

Seul un commerce survécut à la décadence de l'industrie dentellière, celui des vieilles dentelles. Le trafic des antiquités n'a jamais été aussi développé que de nos jours. Comme une conséquence toute naturelle, il a engendré l'industrie des fausses antiquités, laquelle a bientôt pris une extension à peu près égale. Des fabricants, à force d'adresse, donnent à des meubles, des tentures, des porcelaines neuves, le cachet des vieilles. Peut-être dans aucune branche n'ont-ils aussi bien réussi que dans la dentelle. Depuis quelques années, le marché français a été littéralement envahi de fausses vieilles dentelles fabriquées surtout en Italie. Ne trouvant plus à écouler leurs produits neufs, les fabricants les maquillaient habilement et les vendaient comme anciens. Le résultat de ce commerce frauduleux a été de discréditer aussi les vieilles dentelles et de décourager le zèle des collectionneurs.

M. Paul Eudel, dans son livre « Trucs et Truqueurs », dévoile les procédés habiles employés pour vieillir des dentelles neuves. L'eau oxygénée, le permanganate de potasse, sont excellents pour patiner des dentelles. Un long séjour dans une infusion de thé suffit souvent à donner aux dentelles neuves cet aspect jaune et sale qui caractérise les vieilles. Des déchirures, de faux raccommodages sont habilement simulés. Des taches de rouille obtenues avec un acide dilué d'eau

achèvent de tromper l'acheteur. Le ton indéfinissable des vieilles dentelles conservées pendant des siècles au fond d'une armoire, l'aspect un peu cotonneux que donne l'usure, s'obtiennent encore facilement en faisant plusieurs fois bouillir dans l'eau les dentelles et en les laissant ensuite sécher lentement dans une lumière diffuse. Enfin un séjour dans un sac ayant contenu des pommes de terre ou tout autre légume donne à la dentelle un cachet terreux qui paraît très authentique.

L'audace des imitateurs n'est même pas arrêtée par la perspicacité des jurys d'exposition. M. l'abbé Leboulanger (1) cite à ce sujet une curieuse anecdote :

Un collectionneur d'Outre-Manche confia à une exposition un rochet en vieux Point de France datant du XVII^e siècle. Trois mois durant, la merveilleuse dentelle fut le principal ornement de la vitrine d'honneur. A la clôture, lorsque la pièce fut rendue à son propriétaire, on s'aperçut avec stupeur qu'elle était couverte de taches. L'exposant refusait de la reprendre et réclamait quarante mille francs de dommages intérêts. Des experts, choisis par le comité de l'exposition, examinèrent la dentelle. Après interrogatoire des gardiens, ils allaient renoncer à expliquer la nature de ces taches, quand l'un d'eux songea à examiner la tenture sur laquelle reposait la dentelle ; elle contenait du soufre, se combinant avec le blanc de céruse qui blanchissait la dentelle, ce soufre avait produit les taches noires. Actuellement les fabricants de dentelles utilisent le blanc de céruse pour faire

(1) *La dentelle d'Argentan*, p. 52.

disparaître les tâches que les ouvrières peu soigneuses font à la dentelle. L'examen chimique du rochet révéla l'emploi de ce procédé tout moderne. C'était la preuve irréfutable que la fameuse dentelle, loin de dater du siècle de Louis XIV, n'était qu'une toute récente imitation.

Il suffit de suivre les chroniques de l'Hôtel Drouot pour se rendre compte du peu d'enthousiasme manifesté par les amateurs de dentelle. En 1905, deux cols et deux garnitures de manches en vieux point de rose firent difficilement quatorze cent soixante francs. L'année suivante, un long volant de trois mètres cinquante, tout en vieux Venise de l'époque Louis XIV, portant les armes d'Autriche et de France et qui avait été offert à Marie-Antoinette à l'occasion de son mariage, fut adjugé 7.000 francs. En 1907, un grand voile d'Angleterre atteignit six mille cent francs et seize mètres du même point furent adjugés pour trois mille. Un lot comprenant deux pièces en Venise et une aube en dentelle des Flandres ne put atteindre la mise à prix de vingt-cinq mille francs et ne trouva acquéreur qu'à dix-huit mille cent francs. Plus récemment, toute une collection de dentelles furent dispersées à des prix bien inférieurs. Un volant de vieil Argentan de trois mètres cinquante de long était adjugé à onze cent vingt francs ; un autre de trois mètres quatre-vingts à onze cent quatre-vingts francs ; un fichu de même dentelle à neuf cent quatre-vingts francs ; une écharpe à neuf cent vingt francs. De pareils prix sont insignifiants à côté des enchères considérables réalisées de nos jours sur d'autres objets de luxe, meubles ou tapisseries. A la liquidation Cronier, un salon en vieux Beauvais n'atteignit-il pas la somme de deux cent cinq mille francs ? Un autre d'après Boucher

arrivait jusqu'à quatre cent cinquante mille francs. Les tapisseries anciennes donnent couramment, de nos jours, des prix de quatre vingts, cent, cent cinquante mille francs, sommes infiniment supérieures à ce qu'elles avaient coûté neuves. Au contraire, les vieilles dentelles, même les plus authentiques, se vendent difficilement à des prix moitié moindres que ceux auxquels elles avaient été payées sortant des mains de l'ouvrière, au temps de Louis XIV ou de Louis XV.

III

Tentatives pour remédier à cette situation

Les dentelles à la main, neuves ou anciennes, sont donc tombées dans le discrédit le plus complet. Que faire pour les relever d'une situation si préjudiciable à nos campagnes françaises ? Les pouvoirs publics peuvent beaucoup y contribuer en protégeant les ouvrières à la main contre la concurrence trop facile des métiers mécaniques. Ils peuvent aussi favoriser utilement la réorganisation de cette industrie en stimulant l'apprentissage de la dentelle à l'école et un pas dans ce sens a déjà été fait par la loi du 5 juillet 1903. Ces différentes mesures tendent surtout à procurer à l'industrie dentellière une organisation solide ; mais il faudrait en outre lui ouvrir de vastes débouchés. Un tel résultat ne peut être atteint à coups de lois ou de décrets : c'est à l'élite élégante du pays de créer un puissant mouvement d'opinion et de forcer en quelque sorte la mode à rendre aux dentelles la place d'honneur qu'elles occupaient jadis. Cet effort a été déjà tenté et depuis quelques années un léger mouvement ascendant se dessine en faveur des dentelles. Les journaux de mode leur font une place plus large de jour en jour. Sont-ce les dentelles à l'aiguille qui bénéficient le plus de cette bonne volonté ? Il semble que les dentelles exotiques soient surtout en faveur. Une revue des plus appréciées, dans un récent article sur la dentelle dans la toilette féminine, signalait à

l'admiration du public les dentelles suédoises, norvégiennes ou danoises « contourées, traçant en rêts ténus des feuilles de fougère ou des branches de sapin. De même les dentelles russes faites de teintes vives, avec des dessins bizarres et serpentant, véritables importations d'Orient ». Seule, à côté de ces « fantaisies » une brève mention des « classiques » dentelles d'Alençon, de Milan, de Venise ou d'Angleterre. A la fin, preuve significative d'une tendance nouvelle, l'auteur déplorait que « la dentelle ait été si longtemps et si injustement délaissée ».

Pour faire connaître du grand public les belles dentelles françaises, divers moyens sont à la disposition des amateurs zélés : organiser des expositions ou des concours qui stimulent le goût des fabricants et attirent l'attention du public ; fonder des associations dites de patronage, nombreuses et choisies, qui imposent leur volonté à la mode tout entière.

Dans cette double voie un pas a déjà été fait en France. Le mouvement date de l'Exposition Universelle de 1900 où les dentelliers envoyèrent des travaux vraiment merveilleux. Sous une heureuse inspiration, les organisateurs avaient groupé séparément : d'un côté les dentelles modernes montrant ce dont étaient capables nos dentellières actuelles, et d'un autre toute une très rare collection de dentelles anciennes qui faisait suivre pas à pas la lente évolution de l'industrie dentellière. Cette exposition, à laquelle Mme Loubet témoigna un grand intérêt, obtint un vif succès.

En présence de ce résultat la ville de Paris songea, quelques années plus tard, à ouvrir une nouvelle exposition de dentelles.

Dans le palais légué par la duchesse Galliera, M. Quentin-Bauchart avait ouvert des expositions périodiques d'art industriel. La ciselure, les émaux, la ferronnerie, la céramique défilèrent ainsi dans le gracieux décor de l'avenue du Trocadéro. Ce fut le tour de la dentelle en 1904. Dans la séance d'ouverture, qui eut lieu le 23 avril 1904, M. Quentin-Bauchart, répondant aux discours de M. Bellan, syndic du Conseil municipal et de M. de Selves, préfet de la Seine, terminait en s'écriant : « Voici que l'art de la dentelle s'est relevé presque soudainement et a atteint la perfection des meilleurs jours. »

« Que la mode marque à son tour toute sa sympathie aux dentellières ; qu'elle se fixe comme il convient et que la dentelle française continue à charmer et à embellir ; c'est notre vœu le plus cher ».

Cette exposition attira en effet l'élite élégante de Paris, laquelle put apprécier combien, malgré la terrible crise qu'elle traversait, l'industrie dentellière était demeurée artistique et vivante.

Nouvelle manifestation en faveur de la dentelle l'année suivante à Liège. Une exposition internationale, organisée sous le haut patronage de la princesse Albert de Belgique, montra la vitalité qu'elle possédait encore dans les Flandres. Les produits français y furent aussi très appréciés.

A ces tentatives isolées substituer une organisation méthodique et suivie fut le but de l'association « La dentelle de France ». Fondée en 1905 sous la présidence d'honneur de Mme Loubet, elle s'imposait de travailler à développer en France le commerce des dentelles.

Dans son discours à la séance d'ouverture de l'Association,

M. Engerand disait : « Les dentelliers qui ont fait face aux plus lourdes charges de fabrication et de vente, n'étant assurés d'aucune continuité dans la demande, n'osent entreprendre les modifications nécessaires dans le choix des modèles. Il est indispensable de leur en donner le moyen. Les fabricants sont disposés à tenter l'expérience ; mais à tous les conseils et à toutes les sollicitations ils font la même réponse : Il faut assurer l'avenir pour que l'on puisse courir les chances d'une pareille entreprise. Une telle initiative pouvait et devait être prise en France. Elle le fut par la « Dentelle de France ». Cette association tend à assurer le perfectionnement artistique et à développer l'emploi des dentelles françaises qui maintiennent la haute dignité de cette industrie.

« Les dentelles artistiques sont indépendantes de la mode : c'est au public de les distinguer et de les aimer, on pourra ainsi ramener le goût vers ces belles choses et permettre aux fabricants d'introduire dans la technique et le dessin toutes les modifications désirables ». (1)

Les statuts de la nouvelle association lui interdisent toute immixtion dans la vente des dentelles et toute opération commerciale.

Le conseil de direction est exclusivement féminin ; ses réunions se font mensuellement. L'association a en outre une réunion générale annuelle. Tout membre inscrit paye une cotisation de dix francs par an. Les ressources ainsi amassées sont destinées à des œuvres d'encouragement.

(1) Engerand, Discours à la séance d'ouverture de l'Association.

L'association doit en effet, prendre toutes initiatives susceptibles de propager le goût de la dentelle : expositions, concours, conférences, accorder des encouragements aux institutions créées pour améliorer l'éducation artistique du personnel employé par l'industrie dentellière : cours de dessin, ateliers de perfectionnement, écoles spéciales, etc... ; enfin s'intéresser aux œuvres d'assistance et de prévoyance fondées en faveur des dentellières ou des dessinateurs.

L'association une fois créée se mit aussitôt à l'œuvre. Au mois d'août 1905 elle organisa une exposition à Trouville au moment où la saison balnéaire battait son plein. L'année suivante, une nouvelle exposition ouverte à Paris réunissait de très beaux spécimens dans la grande salle du musée des Arts Décoratifs.

Mais la principale entreprise conduite à bien par l'association fut l'ouverture d'un concours de dessins industriels. Nous avons déjà parlé de ce concours à propos des garanties légales à assurer aux propriétaires de dessins. Le nombre des concurrents fut tel, avons-nous vu, que les prix durent être divisés.

Organiser des expositions ou des concours est à peu près le seul programme que s'est imposé l'association de la « Dentelle de France » : « Le meilleur moyen de développer le goût de la dentelle serait d'ouvrir chaque année à Paris un salon de la dentelle et de présenter, au début de chaque saison nouvelle, les créations les plus intéressantes des artistes et des fabricants » : (1)

(1) Engerand, Discours à la séance d'ouverture de l'Association.

Ce but est-il suffisant ? Non. Il semble qu'une association de ce genre devrait tendre plus loin et prêcher, non pas seulement de bouche, mais d'exemple. Il faudrait que les dames qui la composent, appartenant toutes à l'aristocratie française de la race ou de l'intelligence, imposent, par leur conduite personnelle, des modes susceptibles de développer le goût et de servir l'intérêt industriel de la nation. Il faudrait que, tant à Paris que dans les diverses régions dentellières, la haute société vienne apporter aux ouvrières de la dentelle son appui matériel et moral. Les comités de patronage, ils existent nombreux en France : à Paris, à Alençon, à Argentan, au Puy, mais sans but bien précis. Faut-il le dire ? ils existent surtout sur le papier et sont loin de donner les heureux résultats qu'on était en droit d'attendre d'eux. L'esprit individualiste français entrave, ici comme partout, les efforts les plus louables.

CHAPITRE DIXIEME

Les Œuvres de protection de la Dentelle à l'Etranger

Quelques exemples empruntés à des nations voisines montreront ce que peuvent faire des associations fortement organisées pour soutenir une industrie.

L'Angleterre, plus peut-être que tout autre pays d'Europe, souffrait de la dépopulation des campagnes. Durant le XIX^e siècle, elles avaient perdu plus d'un million d'individus ; la proportion entre les populations urbaine et rurale était passée de trente-six pour cent à soixante et un pour cent. Cette situation, en s'accroissant, devenait un grave danger. Pour l'entraver on chercha par des salaires d'appoint à retenir le villageois loin des villes. Une vive émulation suscita le zèle des dames de l'aristocratie anglaise et, dans diverses régions, des œuvres s'organisèrent destinées à fournir du travail aux campagnardes.

En Irlande, des dames fondèrent une importante fabrique

de broderies et, par leurs nombreuses relations, ouvrirent de larges débouchés à l'industrie naissante. Ailleurs ce fut le travail du tricot qui fut mis en honneur et des comités de patronage obtenaient chaque année de l'administration militaire des commandes très importantes. Dans d'autres régions on favorisa surtout la bonneterie. Il ne fut jusqu'aux parures les plus frivoles qu'on ne fit sortir des mains de paysannes. Une duchesse de la plus haute aristocratie anglaise faisait ainsi confectionner par des Irlandaises tous les accessoires des bals costumés qu'elle donnait. La reine Alexandra aimait à s'approvisionner auprès de ces mêmes ouvrières.

Ce que l'on a fait en Angleterre pour les industries de la broderie, du tricot ou de la bonneterie, pourquoi ne le ferait-on pas en France pour la dentelle ? Au lieu de payer de simples cotisations, si les membres des associations de protection de la dentelle prenaient à cœur de soutenir en toute occasion une industrie dont ils veulent le salut, on verrait promptement l'usage des dentelles prévaloir à nouveau.

Il ne suffit pas, avons-nous vu, de stimuler le commerce de la dentelle : il faut aussi former des dessinateurs de valeur. Sur ce terrain l'Autriche possède une organisation intéressante. Le travail de la dentelle et de la broderie y étaient autrefois très estimés. Vers le milieu du XIX^e siècle les fabricants, par économie, se contentèrent, au lieu de renouveler leurs modèles, de répéter perpétuellement certains types particulièrement recherchés du public. Au bout de quelques années d'une pareille pratique le travail à l'aiguille devint une industrie morte en Autriche. Une décadence rapide enleva leur gagne pain aux nombreuses ouvrières vivant

de ce travail. Des écoles dentellières s'ouvrirent alors pour réagir contre cette routine. En outre un cabinet de dessins fut adjoint au musée d'art industriel. Composé d'artistes excellents, il fournissait gratuitement aux écoles les modèles dont elles avaient besoin. Timides d'abord, les dessinateurs se contentaient de chercher leur inspiration dans les vieilles dentelles de la Renaissance ou du XVII^e siècle. Ils s'enhardirent bientôt et des œuvres vraiment originales furent exécutées et livrées à l'industrie. Aujourd'hui la dentelle Autrichienne est en train de se rénover entièrement.

Les deux pays qui ont peut-être le plus travaillé pour sauver chez eux le travail de la dentelle sont précisément ceux qui jadis contrebalancèrent avec un succès plus marqué la vogue des Points de France : la Belgique et l'Italie.

Le point de Bruxelles, qui est actuellement la dentelle à l'aiguille classique dans les Flandres, appelé quelquefois point de gaze, se compose d'un très fin réseau de mailles hexagonales façonné par l'ouvrière en même temps que les fleurs. La dentelle non festonnée ne présente aucun relief, ce qui la distingue des points français. Elle se fait surtout en fil de coton. Les principaux centres de fabrication sont Gand, Oudenarde, Grammont, Alost, Termonde.

A côté du point de Bruxelles proprement dit, est aussi très recherchée l'application de Bruxelles. Les motifs du dessin y sont travaillés de la même façon que dans le point ; mais, au lieu d'être réunis par un réseau établi en même temps, ils sont appliqués sur un tulle préexistant. Jadis on utilisait dans ce but un tulle fait au fuseau. De nos jours les tulles mécaniques sont seuls employés.

La crise qui atteignit la dentelle française frappa non

moins douloureusement les Flandres et le travail diminua très rapidement. Les pouvoirs publics belges s'intéressèrent toujours à cette situation. De nombreuses écoles, surtout paroissiales furent fondées pour maintenir la dentelle dans sa pure tradition. La reine Elisabeth, alors princesse royale de Belgique, en acceptant la présidence d'honneur de plusieurs congrès, en s'intéressant personnellement à toutes les expositions qui furent ouvertes, ne resta pas étrangère au regain d'activité que vient de retrouver la dentelle flamande. La grande exposition de Liège en 1905 fut comme le centre de ralliement des dentelliers flamands où ils se comptèrent et s'alièrent à nouveau pour une lutte plus active et plus acharnée.

M. de Selves, dans le discours d'inauguration de l'exposition Galliera, a gracieusement raconté la touchante légende de la dentellière vénitienne. Une jeune fille de la lagune attendait impatiemment son fiancé embarqué pour un long voyage. En son absence elle réparait des filets de pêche et travaillait au bord de la mer, regardant tristement le léger battement des algues dans l'eau. Son aiguille se mit à son tour à reproduire les mille dessins de ces fils ténus balancés par la mer et de là naquit la dentelle. Elle se développa vite et, sous la Renaissance, Venise revêtait l'Europe entière de ses points merveilleux. Des crises violentes, suscitées par la concurrence française, augmentées par les guerres sans fin qui dévastèrent la Vénétie au XVIII^e siècle et l'apathie générale qui accompagna l'occupation Autrichienne, avaient complètement fait disparaître le travail de la dentelle. La misère la plus noire vint à régner dans les îles jadis si prospères de l'Adriatique.

En 1872, on pensa à ressusciter dans l'île de Burano une industrie qui paraissait définitivement morte. Il s'y trouvait alors juste une vieille femme, Cencia Scarpariola, connaissant le point de Venise. Elle n'avait jamais cessé de travailler, mais, comme murée dans sa routine, elle était incapable d'expliquer le mécanisme de son art. Pour retrouver la précieuse tradition il fallait saisir tous les procédés en regardant travailler l'ouvrière. Mme Anna Bellario d'Este se chargea de cette tâche ardue. Restant en observation pendant de longues journées auprès de Cencia Scarpariola, elle apprit petit à petit ses procédés. Une fois en possession du secret de la fabrication, elle le transmit à huit ouvrières.

La comtesse Marcello eut alors l'idée d'ouvrir une école dentellière destinée à donner du travail aux femmes de la lagune. L'hiver de 1872 avait couvert la mer de glace et ruiné les pêcheurs. Des tentatives pour organiser industriellement la fabrication des filets de pêche avaient échoué. On songea à la dentelle.

La grande difficulté consistait à vendre avec profit les nouveaux produits. S'assurer un écoulement facile c'était tuer d'avance le chômage. Dans ce but un comité de patronage mis sous la présidence de la reine Marguerite réunit les principaux noms de l'aristocratie italienne. Ainsi lancée, la mode des dentelles de Burano se répandit très vite.

Un palais délabré avait été acheté pour servir de siège à l'école. Le travail s'y développa avec rapidité. Des études minutieuses révélèrent les secrets de tous les anciens points ; point de Burano, point de rose, etc. La reine elle-même s'intéressait à ces recherches et, durant ses séjours à Venise, elle

faisait travailler devant elle les habiles ouvrières qui analysaient les dentelles de la Renaissance.

Avec un pareil concours, l'école de Burano ne pouvait que faire de rapides progrès. Prenant une forme commerciale, elle s'organisa en société anonyme au capital de vingt-cinq mille francs souscrits par dix-neuf actionnaires.

En 1878, deux cent cinquante ouvrières y étaient inscrites ; cent trente donnaient un travail effectif et la vente des dentelles produisait vingt et un mille deux cent quarante-quatre francs. En 1888, le nombre des ouvrières inscrites était passé à trois cents et les dentelles fabriquées la même année étaient vendues soixante mille francs. Dix ans après, quatre cent cinquante ouvrières effectives produisaient annuellement pour quatre-vingt deux mille francs de dentelles.

Enfin ! En 1906, sept cent soixante-dix ouvrières inscrites, dont six cents travaillant régulièrement, permettaient à la société de réaliser cent cinquante cinq mille francs d'affaires.

Sur le nombre des ouvrières travaillant régulièrement, les deux tiers emploient à la dentelle toute leur journée, le dernier tiers se compose des ouvrières mariées ne lui donnant que leur temps libre. En 1894, le capital social fut porté de vingt-cinq à cinquante-deux mille huit cents francs.

« Donner de l'ouvrage à une population pauvre, la rémunérer dans la mesure de ses besoins ; exercer sur cette population une salubre influence en entretenant avec elle des relations constantes, en la surveillant au point de vue moral ; élever la production de la dentelle à un niveau aussi artistique qu'il est possible ; perfectionner sans cesse la facture et vendre au prix le plus juste pour étendre au plus grand

nombre le bénéfice de l'institution : tels sont les divers buts que l'on s'efforce d'atteindre ». (1)

La société est constituée de façon assez simple. A sa tête un directeur général, assisté d'un comité de direction, dresse les bilans annuels et gère les finances de l'établissement. Les décisions importantes sont prises par lui. Un administrateur délégué se spécialise dans la partie artistique de l'entreprise ; il dirige l'élaboration des dessins et suit les évolutions de la mode tout en conservant aux points de Venise leur beauté caractéristique. En sous ordre un directeur technique se charge des rapports immédiats avec les ouvrières ; il les inscrit, distribue les tâches, prend livraison du travail et paie les salaires. Enfin un dernier service s'occupe de la vente des dentelles.

Les ouvrières sont partagées en six sections et chaque section se spécialise dans un point particulier. La division du travail est à peu près identique à celle que nous avons étudiée dans les dentelles normandes. Les ouvrières suivent une filière, passant d'après leur capacité d'une section dans une autre. L'école n'est ouverte qu'aux enfants d'au moins douze ans et leur instruction primaire terminée. Elles doivent être présentes cinq heures par jour à l'atelier pour recevoir les conseils de la maîtresse. Les premiers mois sont improductifs pour l'apprentie : elle reçoit ensuite une rémunération qui atteint quatre-vingts pour cent du produit de la vente de son travail. Avec ce tarif, les ouvrières travaillant huit heures par jour gagnent environ un franc ; les plus habiles

(1) Discours du comte Marcello, directeur de l'Ecole de Burano.

atteignent un franc cinquante pour dix heures de travail ; les ouvrières remarquables peuvent se faire un revenu annuel de huit cents francs. Les travaux sont livrés à l'ouvrière avec une étiquette mentionnant le salaire promis.

Deux registres contiennent la liste des pièces fabriquées, les noms des ouvrières, les salaires donnés et les prix de vente. Un carnet individuel reproduit ces indications.

Une société de secours mutuels a été fondée en 1896. En cas de maladie, elle donne aux affiliés un salaire quotidien égal à leur contribution mensuelle.

Pour favoriser l'entreprise, la société a organisé une vaste publicité. De nombreuses pièces ont été envoyées aux principaux musées industriels du monde. Tous les marchands peuvent traiter avec la société qui, en outre, a établi des représentants à Vienne, Paris, Londres, New York, Rome, Florence, Nice, Edimbourg, Wiesbade. La gestion financière de la société est excellente. Les actionnaires touchent un dividende fixe de cinq pour cent. Le surplus des bénéfices sert à constituer un fonds de réserve qui atteint actuellement trente mille francs.

Le grand reproche, et il doit paraître capital à des françaises, que l'on fasse à cette entreprise, c'est la faiblesse des salaires versés aux ouvrières. Elles gagnent en moyenne une lire par jour ; quelques privilégiées une lire et demie à deux liras. C'est plus bas que les pires salaires déplorés chez nous. Pour une pareille rétribution toutes les jeunes filles françaises désertent une industrie famélique. De là le grand avantage de l'industrie italienne. Autres pays, autres mœurs. Ce qui fait la misère pour une dentellière Normande constitue l'aisance pour l'ouvrière de Vénétie où la vie est très peu chère.

re. Le directeur de l'Ecole de Burano, à qui l'on soulevait cette objection répondait : « Les ouvrières de Burano sont mieux rétribuées que ne le sont généralement les femmes en Italie ; le salaire d'une dentellière suffit, à Burano où l'habitation ne coûte presque rien, à entretenir deux ou trois personnes et lui permet encore d'économiser assez pour rendre sa condition très enviable ». (1) La société s'oppose énergiquement à toute augmentation des salaires, car le bas prix de la rétribution de la main d'œuvre lui permet d'élargir ses débouchés.

D'autres institutions du même genre existent en Italie, à Bologne l'« Emilia ars » englobe toutes les industries féminines, mais possède en particulier une section de dentelle très développée. Des maîtresses, religieuses ou laïques, disséminées dans les campagnes voisines de Bologne, enseignent aux fillettes les dentelles délaissées. Une grosse part des bénéfices est abandonnée aux apprenties. En 1902, l'Association avait vendu pour soixante-dix mille francs de dentelles à la main.

L'Italie peut ainsi, grâce aux bas prix de la vie dans nombre de ses provinces, distancer les dentellières françaises. C'est à la France de se défendre en organisant à son tour des œuvres de protection de la dentelle. La lutte entre les points de France et les points de Venise se poursuit encore de nos jours. Victorieuses sous Louis XIV, les dentelles françaises ont devant elles aujourd'hui un ennemi puissant et résolu, prêt à soutenir un combat aussi long qu'acharné.

(1) Ch. Senoutzen, *Ecole dentellière de Burano*. (Voir cette brochure pour plus amples détails sur cette société).

CONCLUSION

Pour qui veut caractériser la production des différents pays, l'Angleterre et l'Amérique excellent dans les industries mécaniques ; l'Allemagne se spécialise dans les produits de prix minime et d'usage courant ; l'Autriche-Hongrie et la Russie sont des régions agricoles, grosses productrices de céréales ; La France a toujours été le centre des industries de luxe.

Dans toutes les branches de ces industries, mobilier, tapisseries, soieries, modes, dentelles, les produits français sont réputés les plus beaux et par suite les plus chers. Les styles Louis XIV, Louis XV ou Louis XVI n'ont leur pendant chez aucun autre peuple. Les tapisseries des Gobelins, d'Aubusson ou de Beauvais font prime dans toutes les places du monde. Lyon est sans conteste la première fabrique de soieries. Sur les moindres colifichets de la mode ou du luxe, bijoux, broderies, jouets artistiques, l'étiquette française est une garantie de bon goût et d'élégance.

Jusqu'à ces derniers temps, les dentelles françaises ne dérogeaient pas à cette règle. Alençon, Argentan, Chantilly, Valenciennes avaient acquis un renom mondial qu'aucune con-

concurrence étrangère ne pouvait entamer. Cette situation prépondérante de nos dentelles se trouve très attaquée aujourd'hui. L'Italie et les Flandres, distancées par Colbert, menacent de reprendre l'avance qu'elles possédaient au XVI^e siècle. De nouveaux pays entrent en lice. L'Autriche, la Suède, la Russie se signalent par des dentelles nouvelles, au dessin original et au coloris varié, qui tendent à supplanter les dentelles classiques.

Chez nous personne, pendant plus de trente ans, ne s'est intéressé à l'industrie dentellière. Presque systématiquement elle a été négligée comme une survivance des anciens temps, bonne à disparaître. Aujourd'hui, dans les campagnes qui ont connu jadis sa prospérité, la dépopulation est effrayante. Le travail ne manque pas pour l'homme à la campagne. Quel que soit l'attrait des villes, il ne l'abandonnera pas si sa femme y trouve comme lui une occupation suffisamment lucrative. Si non ils émigreront tous les deux. Le foyer sera renversé, la famille perdue pour la terre.

Dentellière dès sa plus tendre enfance, la villageoise ne songeait pas à fuir vers la ville. Le flot n'allait pas sans cesse grossissant de ces malheureuses rejetées des campagnes vers les centres, pauvres épaves livrées, le plus souvent, à la misère et à l'inconduite. Depuis 1870 les villes ont augmenté de quatre millions d'âmes prises aux populations rurales. Cette réserve vive d'énergie et d'activité menace de se tarir. Il faut de toute nécessité entraver le mal. Le développement de l'industrie dentellière peut être un remède efficace dans nombre de régions et en particulier en Normandie. Défendre la dentelle, c'est donc servir la France. Tous peuvent y travailler utilement. Les pouvoirs publics prohiberont des frau-

des trop faciles qui paralysent la vente des vraies dentelles. Les ouvrières ne se laisseront pas rebuter par un apprentissage long et minutieux. Les hautes classes de la société sauront, enfin, imposer ces parures à des commerçants trop portés par leur intérêt à les négliger.

Puisse, dans quelques années, le préfet de l'Orne écrire ce qu'écrivait à Colbert Favier-Duboulay, intendant d'Alençon : « La dentelle est une bénédiction et une manne du ciel et, dans toutes les paroisses, la taille ne se paie que par ce moyen ». (1)

Vu :	Vu :
<i>Le Doyen,</i>	<i>Le Président,</i>
P. CAUWÈS.	RAOUL JAY.

Vu

ET PERMIS D'IMPRIMER

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

(1) Depping, Correspondance administrative, t. 3, p. 747.

BIBLIOGRAPHIE

1. D'Haussonville : *Celles qui travaillent à domicile* (*Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} février 1909).
2. Jay : *Protection légale des Travailleurs*.
3. Jules Simon : *L'Ouvrière*, 1851.
4. Lefébure Ernest : *Broderies et Dentelles*.
5. Lefébure Auguste : *Guipures et Dentelles*.
6. Depping : *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*.
7. Despierres : *Histoire du Point d'Alençon*.
8. Duval : *Documents pour servir à l'histoire du Point d'Alençon*, 1881.
9. De La Prade : *Le point de France et les centres dentelliers aux XVII^e et XVIII^e siècles*.
10. De Chennevières : *Notes d'un compilateur pour servir à l'histoire du Point de France*.
11. *Annuaire des cinq départements de Normandie*, année 1880.
12. Vimont : *Le Vieil Argentan*.
13. Abbé J. Leboulanger : *La Dentelle d'Argentan*, 1907.

14. Bury Palliser : *Histoire de la Dentelle* (traduit de l'anglais), 1881.
 15. Hénon : *L'industrie des tulles et des dentelles dans le Pas-de-Calais*.
 16. Bayzelon : *L'industrie dentellière et les tentatives récentes de rénovation*. (Thèse de Doctorat, Lyon, 1906).
 17. *Sauvons la Dentelle !* (Brochure anonyme), 1911.
 18. Engerand : *La dentelle à la main*.
 19. (*Journal Officiel*, année 1903, numéros 199, 714, 998).
 20. *Petit Journal* : *Les Dentellières*, 26 décembre 1902.
 21. Lefébure Auguste : *Musée rétrospectif de la classe 84 à l'Exposition de 1900*.
 22. Hénon : *Rapport sur la classe 84 à l'Exposition de 1900*.
 23. Bequet : *Rapport sur l'Exposition de Liège en 1905*.
 24. *La Dentelle*, journal mensuel paru de 1903 à 1905.
 25. Lefébure Auguste : *Sur la dentelle, les causes de la crise et ses remèdes* (*Correspondant*, 25 avril 1910).
 26. Paul Eudel : *Trucs et Truqueurs*, 1903.
 27. Senoulzen : *L'école dentellière de Burano*.
 28. René Bazin : *La Douce France*, 1910.
-

TABLE DES MATIÈRES

Pages

INTRODUCTION	3
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

<i>La Dentelle à l'aiguille en Basse-Normandie. — Son histoire, sa situation actuelle.</i>	11
--	----

CHAPITRE PREMIER

<i>Industrie dentellière.</i>	13
I. Fabrication de la dentelle.	13
II. Utilité de l'industrie dentellière.	17
III. Etat actuel de l'industrie dentellière	20

CHAPITRE DEUXIÈME

<i>Origine de la dentelle à l'aiguille.</i>	25
---	----

CHAPITRE TROISIÈME

<i>La dentelle à l'aiguille à Alençon</i>	39
I. Avant 1666.	39
II. De 1666-1789	42
III. Après 1789.	67

CHAPITRE QUATRIÈME

<i>La dentelle à l'aiguille à Argentan.</i>	89
I. Avant 1789.	89
II. Après 1789	100

CHAPITRE CINQUIÈME

<i>La dentelle à l'aiguille à Bayeux</i>	109
--	-----

DEUXIÈME PARTIE

<i>Les causes de la crise dentellière. — Les remèdes à cette crise.</i>	111
---	-----

CHAPITRE SIXIÈME

<i>Les dentelles mécaniques.</i>	117
I. Histoire de la fabrication mécanique de la dentelle.	117
II. Dénomination commerciale des dentelles mécaniques	129
III. Protection de la propriété des dessins de dentelles	141

CHAPITRE SEPTIÈME

<i>Réorganisation de l'apprentissage.</i>	153
---	-----

CHAPITRE HUITIÈME

<i>Relèvement des salaires.</i>	177
---------------------------------------	-----

CHAPITRE NEUVIÈME

<i>La mode et les dentelles.</i>	185
I. Discrédit des dentelles.	185
II. Imitation frauduleuse des dentelles anciennes.	194
III. Tentatives pour remédier à cette situation.	198

CHAPITRE DIXIÈME

<i>Les œuvres de la protection de la dentelle à l'étranger.</i>	205
---	-----

CONCLUSION.	215
-------------	-----

BIBLIOGRAPHIE.	219
----------------	-----

